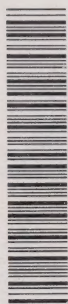


CA20N
CR 40

G 76



3 1761 11972851 7

guide pratique des nouveaux Ontariens

Government
Publications



Ontario

Ministère
des Affaires culturelles
et des Loisirs

Direction de
la citoyenneté

L'hon. Robert Welch
Ministre
Robert D. Johnston
Sous-ministre

*Le guide pratique des nouveaux
Ontariens* est donné aux nouveaux
Ontariens (un exemplaire par famille). Pour obtenir un exemplaire gratuit s'adresser à la

Direction de la citoyenneté
Ministère des Affaires
culturelles et des Loisirs
77 ouest, rue Bloor
Toronto (Ontario)
M7A 2R9
Téléphone: 965-2285

Pour acheter un exemplaire de ce livre on est prié d'envoyer un chèque ou un mandat à la

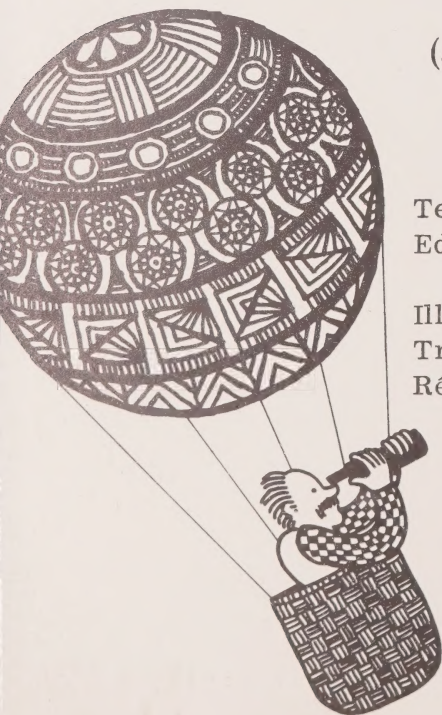
Librairie du gouvernement
de l'Ontario
880, rue Bay
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Prix: \$1.25 chacun

Texte original: janvier 1976
Traduction: août 1976

Le guide pratique des nouveaux Ontariens

(ancien titre "L'Ontario et Vous")



Texte original: Edith Ferguson

Edition révisée: Edith Ferguson

Dianne Atkins

Illustrations: Ken Gray

Traduction: Georgette Spethmann

Réalisation technique: Louise Arsenault



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto



C'est avec un très grand plaisir que je vous souhaite à tous la bienvenue, vous qui venez d'arriver au Canada et qui avez choisi de vous établir dans la province de l'Ontario.

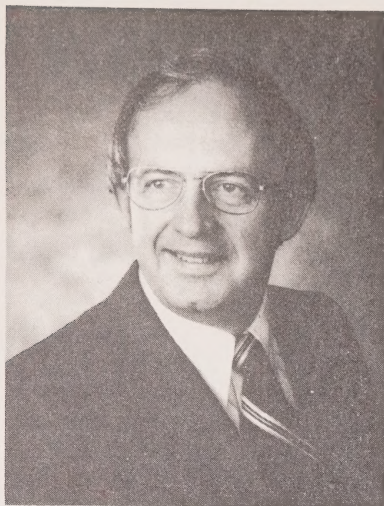
L'espoir d'une vie meilleure en Ontario comporte un élément de réciprocité: vous trouverez en Ontario de nombreuses possibilités de faire valoir vos compétences, mais votre participation à l'enrichissement de cette vie, sur les plans professionnel et culturel, c'est la province qui en bénéficiera.

Pour aider les nouveaux venus à s'adapter aussi rapidement que possible à une vie nouvelle et pour aplanir les difficultés, le gouvernement de l'Ontario a établi divers programmes et services conçus spécialement dans ces buts, entre autres, le service de réception à l'aéroport, les cours d'orientation et d'anglais, le centre d'accueil "Ontario Welcome House" et les cours de citoyenneté. Cette brochure qui fut publiée sous le titre de "**L'Ontario et vous**", existe en plusieurs versions: anglaise, française, italienne, portugaise, grecque, serbo-croate, chinoise, espagnole, allemande, finnoise, polonaise, coréenne, est une réalisation des plus importantes de ces programmes.

J'espère que grâce à cette brochure, les nouveaux venus en Ontario saisiront mieux le but des nombreux services et programmes mis au point pour répondre aux besoins de notre population. **Le guide pratique des nouveaux Ontariens** donne une description des services qui s'adressent aux nouveaux venus, offerts par les trois paliers de gouvernement — fédéral, provincial et municipal — ainsi que les services offerts par des organismes indépendants.

Je suis heureux de pouvoir présenter à chacun de vous mes meilleurs vœux de succès et de bonheur en Ontario.

William G. Davis
Premier ministre de l'Ontario.



Ce guide pratique a été conçu et réalisé pour servir d'introduction à la vie ontarienne à ceux qui ont choisi de s'établir dans cette province.

Ce livret, préparé par la Direction de la citoyenneté, qui relève de mon ministère, est le résultat d'une collaboration entre organismes relevant des gouvernements fédéral, provincial et municipal, et du secteur privé. Il contient une description détaillée des services et des ressources à la disposition de tous les nouveaux venus.

Au cours des années, l'Ontario a accueilli des milliers de nouveaux citoyens qui ont apporté avec eux leur patrimoine culturel, leurs compétences et leur persévérance. Venant de pays très différents, ils ont enrichi la vie ontarienne tant sur le plan social et économique que culturel. Nous en avons tous profité et en sommes reconnaissants.

Je tiens à souhaiter personnellement la bienvenue à tous les nouveaux Ontariens et les invite à se servir de tous les services décrits dans ce guide.

A large, stylized handwritten signature in dark ink that reads "Bob Welch". The signature is fluid and cursive, with the first letters of the first and last names being capitalized and prominent.

Robert Welch
Ministre des Affaires culturelle
et des Loisirs

Table des matières

Les premiers temps	8
Comment obtenir renseignements et assistance	22
Le travail	30
La langue et la citoyenneté	48
Éducation	52
Les services de santé	62
Les services sociaux	70
Logement	86
Votre budget	96
La loi en Ontario	110
L'automobile	120
La citoyenneté canadienne	130
Les programmes officiels pour immigrants	142
Annexe	148

Les premiers temps

	page
L'assurance-maladie	9
Pour vous orienter	9
Au travail	10
Les voisins	10
Les amis canadiens	10
Les magasins	11
Les jeunes	12
Le soin des enfants	13
Les femmes	13
Les réunions familiales	14
La naissance	14
Le mariage	14
Les funérailles	14
Les problèmes familiaux	15
La religion	15
Les activités culturelles et de loisirs	16
Les organismes bénévoles et leur personnel	17
Apprenez à connaître l'Ontario	18

Les premiers temps

L'Ontario vous souhaite la bienvenue!

Nous espérons que grâce aux renseignements de cette brochure, vous vous sentirez moins dépaycé, et que vous aurez moins de peine à refaire votre vie dans un nouveau pays. Si vous avez des parents ou des amis qui sont déjà établis ici, vous aurez moins de difficultés, sinon, vous demanderez à d'autres de vous renseigner: comment vous rendre à tel ou tel endroit, à qui vous adresser pour tel ou tel service, comment vous pouvez en bénéficier.

Bien entendu, dans une brochure comme celle-ci, on ne peut inclure tous les renseignements dont chaque immigrant a besoin, ni décrire tous les services offerts. Le but de cette brochure est de traiter des problèmes qui présentent le plus de difficultés aux nouveaux venus et de faire connaître les personnes et organismes qui peuvent vous aider.

Chaque pays a des usages et des coutumes qui diffèrent de ceux des autres pays. Vous avez, vous, certaines coutumes et traditions, et rien ne vous empêche de les suivre, mais n'oubliez pas qu'un certain mode de vie, établi par ceux qui sont arrivés ici avant vous, existe déjà. Essayez de vous y adapter, et si vous cherchez à comprendre le pourquoi de certaines habitudes, vous vous épargnerez bien des difficultés. Même les Canadiens de naissance modifient leur mode de vie pour s'adapter à celui des nombreux immigrants qui arrivent en Ontario.

L'assurance-maladie

Il faut faire une demande d'assurance-maladie aussitôt que possible après votre arrivée. Vous trouverez les renseignements à ce sujet, page 63

Pour vous orienter

Si vous demeurez dans une ville, vous pourrez probablement acheter un plan de la ville qui vous permettra de vous orienter. Les stations-service, ou postes à essence, en ont; certains le donnent, d'autres le vendent à un prix modique.

Dans les villes, les librairies et les kiosques à journaux vendent des cartes et des répertoires des rues. N'hésitez pas à demander votre chemin à n'importe qui dans la rue ou à un policier, car vous n'êtes ni le premier ni le dernier à le faire.

Au travail

Le rythme du travail au Canada est, pour beaucoup de nouveaux Ontariens, plus rapide que celui de la région ou du pays d'où ils viennent. Il vous faudra peut-être vous habituer à des heures et des méthodes de travail différentes de celles auxquelles vous êtes habitué. Les employés de bureaux travaillent, généralement, cinq jours par semaine, du lundi au vendredi, de 9h à 5h du soir. Dans les usines, le travail commence plus tôt mais finit plus tôt aussi. Certaines usines ont deux ou trois équipes de huit heures qui travaillent par roulement.

Vous constaterez aussi, si vous avez été chef de service avant de venir au Canada, qu'ici, le contremaître ou surveillant est souvent traité sur un pied d'égalité par les employés.

Si vous avez obtenu des diplômes universitaires et que vous venez d'un pays où peu de gens en ont, vous constaterez que ces diplômes, par eux-mêmes, ne vous donnent pas nécessairement du prestige au Canada. Il est plus facile ici de faire des études supérieures que dans certains autres pays et, par conséquent, d'obtenir des diplômes.

Ici, les personnes qui travaillent ensemble s'adressent les uns aux autres par le prénom; il arrive que l'on fasse de même avec les chefs de service et les directeurs. Observez ce qui se fait autour de vous, ou demandez à un de vos collègues, quelle est la pratique de l'endroit où vous travaillez.

Les voisins

Vous avez peut-être trouvé un logement dans un quartier où tout le monde est de la même nationalité que vous et parle la même langue. Peut-être est-ce le contraire, les personnes de votre quartier appartiennent à diverses nationalités et elles ont du mal à communiquer parce qu'elles ne possèdent pas une langue commune.

Si vous habitez une maison, vous rencontrerez probablement vos voisins dans l'allée de garage ou dans le jardin. Les enfants se font vite des amis et joueront bientôt avec ceux du voisinage. Si vous habitez un grand immeuble d'appartements, faire la connaissance de vos voisins prendra peut-être plus longtemps, à moins qu'il y ait une association de locataires, des installations récréatives ou une piscine où vous pouvez les rencontrer.

Souvent la même allée de garage sert à deux maisons contiguës et c'est pourquoi il faut faire preuve de considération envers votre voisin quand vous garez votre voiture. En hiver, les propriétaires doivent déblayer la neige devant leur maison. Dans la plupart des villes, un règlement municipal oblige les propriétaires à déblayer également le trottoir devant la maison. Les ordures doivent être emballées, ou mises dans des sacs approuvés en plastique, avant d'être déposées dans les poubelles pour le ramassage.

Les amis canadiens

Dans une grande ville, il est toujours plus difficile de se faire des amis et souvent les gens vous paraîtront distants ou froids. Rappelez-vous qu'un grand nombre d'autres citoyens sont aussi dépaysés que vous. Certains sont des immigrants, d'autres des Canadiens de naissance qui viennent d'arriver

d'autres régions du Canada. Souvenez-vous aussi que vous vous trouvez dans un pays en pleine expansion et croissance; on estime qu'une famille au Canada déménage, en moyenne, une fois tous les quatre ans.

Les amis que vous vous ferez au Canada auront peut-être d'autres habitudes et coutumes que vous. Il faudra faire des concessions de part et d'autre. Par exemple, les immigrants venant de certains pays n'ont pas l'habitude de se serrer la main. Il n'existe pas de règle bien définie sur cette coutume, il est donc inutile de vous en inquiéter outre mesure. Si l'on vous tend la main, serrez-la.

Au Canada, on s'adresse plus facilement par le prénom, surtout parmi les jeunes. Les personnes plus âgées en ont moins l'habitude. Pour certains, la coutume de se servir du prénom, même entre mari et femme, représente un manque de respect et il leur sera difficile de le faire. Si vous n'en avez pas l'habitude, vous pouvez continuer à vous adresser à vos amis en leur donnant leur titre.

Les Canadiens, en général, préfèrent recevoir leurs amis chez eux, plutôt que dans les endroits publics. L'heure des repas varie selon les pays. Par conséquent, lorsque vous invitez des gens chez vous ou lorsque vous avez été invité par une personne d'une autre nationalité que la vôtre, il est bon d'indiquer clairement, au moment de l'invitation, si vous les attendez pour un repas ou seulement pour une collation.

Un grand nombre de Canadiens déjeunent à midi et dînent le soir vers 6h ou 6h30; d'autres, particulièrement dans les villages ou les petites villes, appellent dîner, le repas de midi. S'ils ont fait un grand "dîner" à midi, le repas plus léger de la soirée s'appelle "souper". Dans les villes, le dimanche, le repas principal est souvent servi à midi.

Des Canadiens qui reçoivent des amis pour une soirée, commencent par offrir des boissons, ils ne serviront à manger que plus tard dans la soirée. Bien que les Canadiens n'aient pas l'habitude d'apporter des fleurs, des bonbons ou un cadeau à la maîtresse de maison à moins d'avoir été invités à rester pour la nuit ou pour toute la fin de semaine, cela se fait de plus en plus.

Les magasins

Les magasins sont généralement ouverts de 9h du matin à 6h du soir. Mais vous verrez que dans votre quartier, certains magasins, épiceries ou autres, ouvrent plus tôt pour servir leurs clients avant qu'ils se rendent au travail. Certains magasins restent ouverts plus longtemps les jeudis et vendredis soirs. Le dimanche, la plupart des magasins sont fermés à l'exception de certains "dépanneurs" qui vendent du pain, du lait et autres produits alimentaires et des cigarettes. Ils sont généralement ouverts tous les soirs jusqu'à 11h.

Un grand nombre de nouveaux Ontariens n'ont pas l'habitude des grands centres commerciaux où des magasins sont groupés, parfois sous un même toit, pour plus de facilité. Ils ne savent peut-être pas ce qu'est un supermarché qui, généralement, est un très grand magasin vendant une grande variété de produits alimentaires, d'articles ménagers, et où le client se sert lui-même (libre-service) et paie pour ce qu'il a acheté, à la caisse avant de sortir du magasin.

Les Canadiens achètent beaucoup de produits emballés. Les produits alimentaires sont présentés dans des paquets de formats différents, les poids et les prix varient, et il est très difficile de juger lequel est le plus économique. Mais, par l'intermédiaire de l'Association canadienne des consommateurs (voir page 99), les Canadiens ont fait savoir leur mécontentement à ce sujet au gouvernement et aux industries concernées, demandant un système uniforme de poids et mesures. Récemment le Canada ayant décidé d'adopter le système métrique, ce problème sera, dans une grande mesure, résolu.

Dans ce qu'on appelle un "drugstore", on peut acheter non seulement des médicaments, mais aussi des bonbons, de la crème glacée, des films, des produits de beauté et tout un choix de menus articles.

La vente de boissons alcooliques est strictement contrôlée. Les boissons alcooliques s'achètent en bouteille dans des magasins spéciaux de la Régie des alcools où les employés sont des fonctionnaires du gouvernement, mais les hôtels, restaurants ou bars ne peuvent vous servir des boissons alcooliques que s'ils ont un permis.

Les tailles indiquées sur les vêtements sont peut-être différentes de celles que vous connaissez. Les Canadiens achètent plutôt des vêtements tout faits, c'est moins cher que de les faire faire sur mesures.

Les jeunes

Au Canada, les jeunes ont beaucoup plus de liberté que leurs parents n'en avaient à leur âge et aussi beaucoup plus de liberté que la plupart des jeunes dans certains autres pays. C'est là une question qui inquiète beaucoup de parents autant les immigrants que les Canadiens de naissance.

Parce qu'ils disposent de plus d'argent que jamais, les parents en ont donné plus à dépenser à leurs enfants et les ont gâtés. En conséquence, les enfants s'attendent à recevoir davantage. Les adolescents sont beaucoup moins surveillés qu'autrefois, et les jeunes gens et les jeunes filles sortent sans chaperon, parfois en groupe mixte ou garçons seulement, ou fillettes seulement, et parfois en couples. Cette coutume de sortir par couple est inconnue de certains immigrants. Ces sorties mènent quelquefois au mariage; il s'agit souvent d'une soirée anodine, sans lendemain. Avant de se décider au mariage, un jeune homme sort, changeant de compagnes, et une jeune fille, de cavaliers.

Les jeunes gens et les jeunes filles fréquentent l'école plus longtemps, soit pour apprendre un métier soit pour se préparer à une profession libérale, parce que, de nos jours, le travail devient de plus en plus spécialisé. Ils sont mieux au courant de tout ce qui se passe et apprennent beaucoup grâce à la télévision, la radio et les livres.

Chaque génération a vu des parents désapprouver le mode de vie de leurs enfants; mais on reconnaît qu'il est plus difficile de nos jours d'élever des enfants qu'autrefois. Les parents devraient essayer de se familiariser avec le milieu que leurs enfants fréquentent en dehors du foyer, pour mieux les comprendre.

Le soin des enfants

Lorsque le père et la mère doivent travailler, quelqu'un doit s'occuper des petits enfants. Si dans le voisinage il n'y a pas de garderie, ou si personne de leurs connaissances, parent ou ami, ne peut se charger de la garde des enfants, trouver une personne qui a les qualités requises n'est pas toujours facile. Le bien-être des enfants vient d'abord et les parents devraient se demander si avoir un peu plus d'argent en vaut vraiment la peine. (Voir Les garderies de jour, page 73.)

Quelqu'un qui a vécu dans un village ne comprend pas toujours que, en ville, on ne peut pas laisser les enfants seuls; dans un village, tous les voisins les connaissent et peuvent les protéger en cas de besoin. Les lois pour la protection de l'enfance sont assez strictes en Ontario et exigent que la garde des enfants soit toujours confiée à une personne compétente. Les Sociétés d'aide à l'enfance, dont la responsabilité est la protection des enfants, considèrent l'enfant négligé si on le laisse seul le soir dans une maison ou un appartement. (Voir Les sociétés d'aide à l'enfance, page 72.)

De nombreux parents canadiens paient une gardienne pour rester avec leurs enfants lorsqu'ils sortent le soir. Les parents devraient s'assurer que la gardienne est une personne responsable, de leurs connaissances, ou une qui leur a été recommandée. Les adolescents qui veulent garder des enfants devraient s'en tenir aux enfants de leurs voisins ou de personnes bien connues de leurs parents, et ne devraient jamais rentrer seuls, tard la nuit.

Les femmes

Le rôle des femmes au sein de la famille et de la société a énormément changé au cours des dix ou quinze dernières années. Les femmes revendiquent le droit d'être jugées d'après leurs compétences et les mêmes chances d'emploi que les hommes.

Depuis très longtemps, les Canadiennes travaillent avant de se marier, mais maintenant beaucoup continuent de travailler après le mariage.

Avec l'augmentation du coût de la vie, un grand nombre de familles ne peuvent vivre sur un seul salaire. Les familles nombreuses sont devenues rares et les travaux du ménage ne prennent plus autant de temps grâce aux appareils électroménagers. De plus en plus, lorsqu'un couple se marie, l'homme et la femme sont sur un pied d'égalité et chacun assume une part égale des responsabilités.

Depuis 1971, la loi interdit la discrimination dans l'emploi pour des raisons de sexe ou d'état civil (voir Discrimination, page 118). Néanmoins, un grand nombre de femmes travaillent encore dans des postes subalternes ou obtiennent les emplois les moins bien payés. Dans une entreprise quelconque, très peu de femmes font partie des cadres. Parmi les membres de l'Assemblée législative, on en compte vraiment très peu. La proportion de femmes dans les professions libérales est encore très petite en comparaison de celle d'autres pays, mais les portes s'ouvrent de plus en plus et les femmes peuvent maintenant pénétrer dans des domaines autres que ceux qui étaient considérés par tradition comme étant du "travail pour femmes".

Les femmes anglo-saxonnes cherchent à éliminer la distinction entre une femme non mariée et une qui l'est, et au lieu d'employer Mademoiselle ou Madame, elles font précéder leur nom souvent de l'abréviation Ms.

Les réunions familiales

Dans tous les pays, les membres d'une famille se retrouvent lors d'une naissance, d'un mariage ou d'un décès. Chacun de ces événements donne lieu à des cérémonies étroitement liées à la tradition et à la religion. Les immigrants, dans la mesure du possible, respectent leurs propres traditions et ont parfois du mal à comprendre les coutumes canadiennes.

La naissance

Au Canada, une femme qui attend un bébé va à l'hôpital parce que la profession de sage-femme n'est pas reconnue. Habituellement, on ne fête pas une naissance par une cérémonie bien déterminée, mais les amis et les parents apportent ou envoient des cadeaux pour le bébé. Dans certains cas, la famille se réunit pour le baptême du bébé et c'est là une occasion pour une fête.

Le mariage

Les jeunes choisissent eux-mêmes leur conjoint et c'est souvent un ancien camarade de classe ou un collègue au travail, ou quelqu'un dont on a fait la connaissance chez des amis communs. La mariée n'apporte pas de dot, mais le jeune couple reçoit des cadeaux de leurs amis et de leurs parents.

Une coutume inconnue aux immigrants sont les "showers" avant le mariage. Généralement, ce sont les amies intimes de la jeune fille qui invitent d'autres amies à une fête en leur demandant d'apporter des menus cadeaux pour la future mariée. On organise aussi des "showers" lorsqu'une maman attend un bébé.

Le permis de mariage s'obtient à la mairie ou au bureau du greffier municipal ou au bureau du greffier de canton. En Ontario, le mariage ne peut avoir lieu que trois jours après l'obtention du permis et il doit être célébré dans les trois mois qui suivent sa date d'émission. Le droit qui est perçu lors de l'émission de la licence doit être payé en espèces ou par chèque certifié.

Si les bans sont publiés dans une église, alors aucun permis n'est nécessaire. Les bans doivent être publiés au moins une fois le dimanche, lors du service religieux, et cinq jours avant la date du mariage. Les bans, tout comme le permis, sont valables trois mois. Dans certaines églises, on publie les bans une fois, dans d'autres, deux ou trois fois.

On peut se marier à l'église en présence d'invités; après la cérémonie religieuse, il y a la réception. Le mariage peut aussi être célébré dans l'intimité, dans une maison, ou encore à l'hôtel de ville ou à la mairie. Une seule cérémonie suffit qu'elle soit religieuse ou civile.

Les funérailles

Lors d'un décès, la cérémonie funèbre a lieu dans une église mais, de plus en plus, elle a lieu dans un salon mortuaire. Tous les salons ou maisons mortuaires sont des entreprises privées gérées par des particuliers que l'on

connaît ici sous le nom de directeur des funérailles. C'est le gouvernement qui délivre les permis à ces entreprises. Pendant deux jours, le corps repose au salon mortuaire et les amis viennent présenter leurs condoléances à la famille. La cérémonie religieuse a lieu alors dans la chapelle du salon mortuaire selon le rite choisi par la famille, mais certaines familles préfèrent ne pas avoir de cérémonie religieuse.

Après les funérailles, la famille parfois invite les parents et les amis intimes chez eux et sert des rafraîchissements. La présence d'amis aide à dissiper un peu les sentiments de vide et de détresse que l'on éprouve immédiatement après la fin des cérémonies. Il se peut aussi que des parents et des amis soient venus de très loin et aient besoin d'un repas avant de se remettre en route. Souvent, pour montrer leur sympathie à la famille, les voisins s'occupent d'apporter des collations, épargnant à la famille touchée qui a eu de nombreuses formalités à remplir, ce surcroît de travail.

Parce que les Canadiens ne montrent pas leur douleur aussi ouvertement que d'autres, on les juge parfois d'être froids. Mais c'est parce que depuis des générations, on leur a inculqué qu'il faut se montrer courageux et qu'il ne faut pas extérioriser ses sentiments. On ne porte pas le deuil mais on ne s'habille pas de couleurs vives non plus.

Certains immigrants renvoient le corps d'un parent décédé dans leur pays d'origine pour qu'il y soit enterré, mais cela coûte des milliers de dollars et une famille peut s'endetter ainsi pour longtemps.

Un enterrement peut être très coûteux, mais si on s'en tient à une cérémonie plus simple, on peut réduire les frais. Un directeur de funérailles ou, dans les villes d'une certaine importance, certaines sociétés religieuses permettent le paiement d'avance des frais de funérailles simples. Vous pouvez aussi vous adresser au chef religieux de votre quartier qui peut vous donner des conseils utiles.

Les problèmes familiaux

Lorsque des problèmes familiaux surviennent, il est bon de pouvoir en parler à quelqu'un. S'il s'agit des problèmes de comportement d'un enfant, vous pouvez en parler avec l'enseignant ou le directeur de l'école. S'il s'agit de difficultés entre enfants et parents ou entre mari et femme, les personnes concernées consultent leur prêtre ou le représentant religieux de leur culte, ou s'adressent à un organisme d'aide sociale aux familles (voir Aide sociale aux familles, page 78).

La religion

Selon sa religion, l'immigrant ira à l'église ou au lieu de culte où il pourra rencontrer des compatriotes et s'entretenir avec eux dans sa langue. L'immigrant s'adresse souvent au presbytère ou au chef religieux pour obtenir des renseignements ou de l'aide.

Au Canada, il y a une grande variété de sectes religieuses et de religions. En général, tout le monde s'entend très bien.

En plus des services religieux, de nombreuses églises canadiennes sont également des centres d'activités sociales. Il peut y avoir des cercles pour

hommes, pour femmes, pour couples, pour adolescents, jeunes adultes ou personnes âgées. Certaines offrent des cours de langue aux immigrants. D'autres organisent des clubs sportifs et des camps d'été et disposent de courts de tennis ou de badminton. Enfin, quelques-unes ont des garderies pour venir en aide aux mères de famille qui travaillent.

Très rarement ces activités sont offertes exclusivement aux membres de l'église. La plupart ouvrent leurs portes à tous ceux qui désirent participer. Renseignez-vous à l'église de votre quartier pour de plus amples renseignements.

Les activités culturelles et de loisirs

L'Ontario offre une telle variété d'activités culturelles et de loisirs qu'on ne peut les décrire toutes en détail dans cette petite brochure.

Dans les centres les plus importants, il y a des galeries d'art, des concerts symphoniques, des ballets, des théâtres. Dans tout l'Ontario, un grand nombre de groupes ethniques s'attachent à préserver les activités culturelles de leur patrie. Ceux-ci ont apporté à la vie canadienne beaucoup de pittoresque et de variété en même temps que du plaisir à tous les Ontariens quelle que soit leur origine ethnique.

Les activités de loisirs sont nombreuses également. Certains programmes sont offerts par la ville ou le village. On trouve aussi de grands parcs et des régions de conservation de la faune et de la flore administrés par le gouvernement de l'Ontario et où le paysage est demeuré à l'état naturel. Ces parcs sont ouverts au public, les droits d'entrée sont très modiques. Le gouvernement de l'Ontario réglemente l'usage des eaux, des forêts, des plages publiques et des terrains de camping. Si vous voulez aller à la pêche ou à la chasse, il est très important que vous sachiez les lois qui régissent ces sports.

Certaines familles achètent un chalet d'été près d'un lac ou d'un cours d'eau, à la campagne, et y passent leurs vacances et les fins de semaine. Une famille qui part en vacances ou même seulement pour la fin de semaine se sert de la voiture. Pour économiser de l'argent, elle passe la nuit dans un terrain de camping aménagé pour caravanes et tentes-roulottes; c'est moins cher qu'une chambre de motel ou d'hôtel. Elle emporte ses provisions et s'installe autour d'une table de pique-nique sur le bord de la route ou dans un parc. Ces bancs



et ces tables sont mis gratuitement à la disposition du public par le gouvernement de l'Ontario.

Un grand nombre d'organismes communautaires comme le "Y" ont une piscine, un gymnase, et organisent des activités diverses (voir page 74). Les scouts, les guides et les associations paroissiales et sociales ont également des programmes d'activités.

Les associations ethniques organisent toutes sortes d'activités récréatives pour leurs compatriotes et s'occupent très particulièrement des programmes pour la jeunesse.

De nombreuses activités récréatives sont offertes par des entreprises privées qui le font dans un but lucratif, par exemple, les salles de billard, les salles de quilles, les salles de danse, les chalets de ski et les camps de vacances.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au centre d'information communautaire de votre localité, ou à la bibliothèque municipale, au service municipal des loisirs, ou à l'une des organisations mentionnées ci-dessus. Pour les activités en dehors de votre localité, renseignez-vous auprès de l'Office provincial du Tourisme. En général, dans les grandes villes, il y a au moins un bureau de renseignements touristiques; vous en trouverez également le long des routes.

Les organismes bénévoles et leur personnel

Dans ce livret, on décrit un grand nombre de services publics qui relèvent du gouvernement, mais il y a aussi des associations bénévoles qui, à titre privé, offrent des services d'entraide, de soins et d'activités récréatives. À la tête de ces associations, il y a généralement un conseil formé de membres bénévoles, des personnes qui donnent leur temps et se dévouent sans être payées.

Dans tous les pays, on trouvera des gens prêts à aider ceux qui sont dans la nécessité, bénévolement. Généralement, ce sont des parents, des voisins ou des personnes qui appartiennent à une même religion ou à une même organisation. Au Canada et aux Etats-Unis, les associations bénévoles offrent leurs services même à des étrangers.

Il est impossible de décrire ou d'énumérer tout le travail qui est accompli tous les jours, par des milliers de personnes bénévoles. Elles travaillent dans des hôpitaux, conduisent des infirmes aux dispensaires, s'occupent d'entraînement sportif, sont chefs de groupe dans des mouvements pour la jeunesse, cousent les bandages pour la Croix-Rouge, servent d'interprètes aux immigrants, s'occupent des clubs pour les personnes âgées, font la collecte d'argent pour la Société du cancer, et bien d'autres choses encore.

Il arrive qu'au sein de la communauté, on s'aperçoive que certains services manquent. Alors quelques personnes se réuniront et s'organiseront pour combler un manque, ceci sans être payées. Ce sont elles, par exemple, qui s'occupent de mener une campagne afin d'obtenir les fonds nécessaires pour un concert, ou organisent des ventes de charité. Il arrive parfois qu'elles s'adressent au gouvernement pour des subventions nécessaires à l'organisation elle-même. Elles sont alors appelées à faire partie du conseil d'administration ou de comités et veillent à la bonne marche de l'organisation. Ce sont ces organisations que nous appelons des organismes bénévoles.

Dans les grandes villes, un grand nombre de ces organismes sont membres d'une grande organisation connue sous le nom de Fédération des oeuvres de charité (United Community Fund ou United Appeal) et, lors d'une grande campagne de collecte de fonds, chaque organisme prête son concours et les tâches sont partagées. Les dons viennent d'entreprises commerciales, d'usines et de particuliers.

La Fédération des oeuvres de charité dispose d'un personnel réduit, payé pour faire le travail administratif, mais la collecte elle-même, et les décisions quant aux montants qui seront alloués aux divers organismes bénévoles, et l'évaluation des programmes faite dans le but de s'assurer qu'il s'agit de services utiles, tout ceci est fait bénévolement.

Si vous habitez dans une ville, vous verrez certainement la publicité lors de la campagne de collecte de fonds et on vous demandera probablement de faire une contribution. Si vous voulez devenir un travailleur bénévole, cherchez dans l'annuaire sous "V" s'il y a un "Volunteer Bureau" dans votre localité qui se charge de placer les travailleurs bénévoles dans une oeuvre de leur choix ou alors demandez au service de renseignements de vous indiquer l'organisation qui pourrait avoir besoin de vous (voir page 23).

Apprenez à connaître l'Ontario

Petit à petit, vous connaîtrez mieux l'Ontario. Des dix provinces du Canada, elle tient le second rang par sa grandeur, sa superficie est de 412,582 milles carrés (1,068,587 kilomètres carrés). Elle est plus grande, en étendue, que la France, l'Italie, la Grèce, la Belgique et les Pays-Bas réunis, elle est un peu moins grande qu'un tiers de l'Inde, et moins qu'un dixième de la Chine. Environ 68,490 milles carrés, soit un sixième de l'Ontario, sont des nappes d'eau; les Grands Lacs en représentent à eux seuls la moitié et l'autre moitié est faite d'une multitude d'autres petits lacs et cours d'eau.

Les terres qui représentent au total 344,092 milles carrés se répartissent de la manière suivante: 46,372 sont des propriétés privées situées en majorité dans le sud de l'Ontario; le reste, c'est-à-dire, 297,720 milles carrés, appartient au gouvernement et on les appelle les terres de la Couronne.

L'Ontario mesure environ 1,000 milles d'est en ouest et à peu près de même du nord au sud.

Environ un tiers de la population canadienne habite en Ontario. Les chiffres les plus récents qui datent de juillet 1975, évaluent la population totale de l'Ontario à 8,237,000 habitants. Lors du recensement de 1971, 55.44 pour cent de la population étaient d'origine britannique et 9.57 pour cent d'origine française. Les autres 34.09 pour cent étaient formés de personnes qui venaient soit d'arriver ou dont les ancêtres étaient originaires de diverses parties du globe.

À partir de 1946, quand le grand mouvement d'immigration d'après-guerre commença, jusqu'à la fin de 1974, on compte que plus de 4,000,000 d'immigrants sont venus au Canada et plus de la moitié de ceux-ci, soit 2,000,000, se sont établis en Ontario. On estime que lorsque le recensement de 1981 aura lieu, la proportion d'immigrants d'origines ethniques autres que britannique ou française sera sans doute beaucoup plus importante.

Une grande majorité des Ontariens habitent dans des villes. La plus grande ville est Toronto, c'est la capitale de la province, sa population dépasse deux millions, et 25 à 30 pour cent de tous les immigrants qui viennent au Canada se dirigent sur Toronto. Parmi les autres grandes villes, on peut citer Hamilton, Ottawa, Windsor et London. Ottawa est la capitale du Canada.

Si vous regardez la carte, vous verrez que l'Ontario semble être divisée en deux régions (voir page 152). La région du sud est beaucoup plus petite, mais est la plus peuplée du Canada. On trouve de nombreuses industries dans ces villes et pour ne nommer que les industries principales on a: les produits alimentaires, les automobiles, les aciéries, le cuir, le papier, les vêtements, les appareils ménagers et bien d'autres articles qui sont vendus dans les magasins. Cette région est également fertile et, par conséquent, on y trouve des exploitations agricoles, du bétail servant à la boucherie, des produits laitiers et du beurre. Le climat est assez doux et on y trouve une variété de fruits ainsi que des champs de céréales, des légumes et du tabac.

La superficie du Nord ontarien est environ six fois celle du Sud ontarien, mais la population n'est que de 14 pour cent de la population totale de la province. On y trouve de riches gisements miniers, des forêts et l'énergie hydraulique. Tout à fait dans le nord, se trouvent de grandes régions désertes qui, sans doute, seront exploitées dans l'avenir.

L'Ontario exporte et importe beaucoup de produits et, par conséquent, son commerce avec les autres pays est très actif. Les Grands Lacs forment un réseau naturel de transports. Les transatlantiques remontent la Voie maritime du St-Laurent, à l'extrémité est de la province, jusqu'au Lac Supérieur et Thunder Bay.

L'Ontario est une province où l'on sent le changement de saisons: les hivers sont généralement froids et secs un peu partout; le printemps vient tout d'un coup et le paysage change rapidement du blanc au vert; l'été est très ensoleillé et parfois il fait très chaud; l'automne est la saison des récoltes abondantes de céréales, de légumes et de fruits, et les érables prennent de superbes teintes rouges et jaunes.

Plus loin, dans la brochure, vous trouverez un aperçu de l'histoire du Canada, mais si cela vous intéresse, vous pouvez vous procurer de nombreux ouvrages sur les Indiens qui, il y a 400 ans, étaient les seuls habitants de l'Ontario; les Français qui explorèrent les lacs et les rivières; les Anglais qui se sont établis en grande majorité ici; et les autres groupes ethniques qui, depuis, sont venus en Ontario. Vous apprendrez sans doute l'histoire de l'Ontario, son expansion et les personnages historiques qui ont fait de cette province ce qu'elle est.

Les deux langues officielles du Canada sont l'anglais et le français, mais nous nous trouvons dans une société multiculturelle et le gouvernement de l'Ontario a adopté la politique d'encourager tous les groupes ethniques à conserver leur langue et leur culture, dans le cadre de la vie canadienne. Le gouvernement encourage particulièrement l'échange culturel entre les divers groupes ethniques.

En Ontario, vous trouverez des lieux historiques, des paysages de grande beauté, des manifestations qui n'ont qu'un seul but: le divertissement. On ne

peut les décrire en détail ici. Certains de ces lieux se trouveront proches de chez vous. Pour visiter d'autres endroits, vous devrez y aller en autobus ou en voiture. Renseignez-vous sur ce que vous offre la région que vous habitez. Dans la plupart des villes et des comtés, en Ontario, on trouve soit une société, soit un musée historique qui s'est occupé de reconstituer certains aspects de la vie des gens qui habitaient ici autrefois et aussi certains personnages de l'histoire. On vous renseignera à la bibliothèque sur les lieux intéressants à visiter et les activités régionales. Vous pouvez également vous renseigner auprès des bureaux du ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario qui se trouvent dans la plupart des villages et le long des routes.

Il fait bon vivre en Ontario! Vous verrez.

Comment obtenir renseignements et assistance

	page
Les services de renseignement	23
Renseignements généraux sur le gouvernement	24
L'annuaire de téléphone	24
Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs de l'Ontario	25
Centre d'accueil "Ontario Welcome House"	25
Bureaux régionaux	26
La Direction des renseignements au public	26
Ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration Canada	26
Centres de la Main-d'Oeuvre du Canada	26
Centres de l'Immigration du Canada	26
Les sources d'information à votre disposition	27
Centres d'information communautaires	27
Les associations ethniques	27
Les organismes bénévoles	27
Les organisations religieuses	28
Les agences d'information	28
En cas d'urgence	28
Comment vous servir de cette brochure	29
Renseignements concernant le gouvernement	29

Comment obtenir renseignements et assistance

Les services de renseignement

Quand on se trouve dans un pays que l'on ne connaît pas, il est très important de savoir où s'adresser pour obtenir renseignements et assistance en cas de besoin. Si vous ne pouvez pas vous faire comprendre parce que vous ne parlez pas très bien la langue du pays, il faut savoir à qui vous adresser pour faire traduire un document ou remplir un formulaire; pour vous expliquer ce qu'on vous a écrit dans une lettre ou vous aider à y répondre. Savoir où vous adresser n'est pas toujours suffisant, il faut aussi savoir à qui parler, trouver quelqu'un qui comprend et parle votre langue.

L'anglais est la langue la plus répandue en Ontario et celle que la plupart des immigrants en Ontario auront besoin d'apprendre; il y a cependant des régions où la population qui parle le français est assez importante et un immigrant qui parle le français pourra très bien s'y débrouiller. Jusqu'à ce que vous ayez appris la langue du pays, essayez de trouver quelqu'un de votre entourage qui parle votre langue et qui peut vous aider.

Plus loin dans ce chapitre, vous trouverez les noms de certains services gouvernementaux, organismes bénévoles (voir page 25) et autres sources auxquels vous pouvez vous adresser pour obtenir des renseignements et de l'assistance.

Au Canada, il y a trois paliers de gouvernement: fédéral, provincial et municipal. (Pour de plus amples renseignements, voir page 137).

Les services gouvernementaux sont gratuits, mais il faut payer des droits pour obtenir un permis, et s'inscrire à certains cours d'études. Au Canada, un employé du gouvernement qui accepte de l'argent, des cadeaux ou des faveurs pour lui-même, sa famille ou ses amis en paiement d'un service commet une infraction criminelle; il en est de même d'un particulier ou d'un organisme qui promet d'user de son influence auprès du gouvernement en échange de cadeaux ou de faveurs. Quiconque donne ou reçoit de l'assistance ou des faveurs de cette manière peut être condamné à payer des fortes amendes, ou même, à la prison.

Les organismes bénévoles, comme leur nom l'indique, donnent des renseignements gratuitement. Il n'est pas dans les coutumes canadiennes d'accepter des cadeaux pour ce genre de service.

N'hésitez pas à demander des renseignements et des conseils. La raison d'être des ministères et divers services gouvernementaux est de servir le peuple. Les organismes bénévoles, ou communautaires, sont également là pour aider, et vous avez le droit de vous adresser à eux. Souvent, vous vous épargnerez temps, ennuis et argent en les consultant. Si vous avez besoin d'aide, adressez-vous au centre d'information, à l'église, à votre instructeur de langue ou toute autre organisation qui a déjà eu l'occasion de vous être utile.

Renseignements généraux sur le gouvernement

La plupart des ministères et services du gouvernement publient des dépliants qui décrivent les services offerts gratuitement au public. Les numéros de téléphone des ministères et de certains services se trouvent dans l'annuaire de téléphone sous "Gouvernement du Canada" ou "Government of Ontario"; dans les régions où une population francophone est assez importante, les numéros peuvent se trouver sous "Gouvernement de l'Ontario". Vous pouvez envoyer une lettre à un ministère du gouvernement de l'Ontario en l'adressant à Queen's Park, Toronto. Pour une lettre au gouvernement fédéral, il suffit de l'adresser à "Edifice du Parlement, Ottawa".

L'annuaire de téléphone

Apprenez à vous servir du téléphone le plus vite possible, c'est très utile. Les noms de personnes et d'organisations sont dans l'ordre alphabétique. Si vous cherchez le numéro d'un service ou d'un ministère du gouvernement, cherchez sous "G"; vous trouverez d'abord le "Gouvernement du Canada",



dans les régions où la population francophone est assez importante, vous trouverez ensuite "Gouvernement de l'Ontario", autrement, cherchez à "Government of Ontario". Si vous cherchez le numéro d'une municipalité, il figure sous "Government" suivi du nom de la municipalité locale que vous cherchez.

Au début de l'annuaire, vous trouverez les instructions pour faire un appel interurbain, comment appeler le service des réparations et autres indications utiles. À la fin du livre, vous trouverez une section qui est connue sous le nom de "Pages Jaunes". À Toronto, les "Pages Jaunes" forment un annuaire distinct. Ces pages donnent le nom des entreprises, des restaurants, des églises, des médecins, des avocats et bien d'autres services dont vous pouvez avoir besoin.

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs de l'Ontario **Centre d'accueil "Ontario Welcome House"**

Comme de nombreux immigrants qui viennent en Ontario arrivent par avion à Toronto, le gouvernement de l'Ontario a établi un centre d'accueil dans cette ville pour les aider à résoudre les problèmes les plus pressants. À l'aéroport, le personnel de la Direction de la citoyenneté de ce ministère est multilingue et après avoir donné les renseignements et l'aide nécessaires, il recommande aux immigrants de s'adresser au centre d'accueil "Welcome House" qui est aussi ouvert à tous les résidents de l'Ontario.

Welcome House est ouvert six jours par semaine, du lundi au vendredi, de 9 heures du matin à 9 heures du soir et le samedi de 10 heures du matin à 5.30 heures du soir.

Le personnel multilingue composé de conseillers formés spécialement, accueillent les nouveaux Ontariens et sont prêts à les aider à :

- trouver un logement,
- trouver un emploi, préparer des curriculum vitae, faire la traduction et l'évaluation des documents scolaires et des certificats professionnels,
- remplir les formulaires de demande d'inscription au Régime d'assurance-maladie et donner tous les renseignements nécessaires,
- faire la demande d'allocations familiales,
- donner des classes d'apprentissage de l'anglais, à tous les niveaux,
- garder les enfants pendant que la maman suit les cours,
- répondre à toutes questions concernant l'immigration,
- fournir des vêtements aux réfugiés et immigrants nécessiteux,
- donner des renseignements sur les activités et établissements culturels locaux.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à :

Ontario Welcome House
8, rue York
Toronto (Ontario)
Téléphone (416) 965-3021

Bureaux régionaux

Si vous habitez en dehors de Toronto, vous pouvez vous mettre en rapport avec un agent régional du ministère des Affaires culturelles et des Loisirs. Si vous habitez une région éloignée, adressez-vous à un bureau du ministère des Richesses naturelles, Direction du Nord ontarien. Le numéro de téléphone de ces ministères se trouve dans l'annuaire de téléphone sous "G", Government of Ontario ou Gouvernement de l'Ontario.

La Direction des renseignements au public

La Direction des renseignements au public donne, comme son nom l'indique, toutes sortes d'information au sujet des services du gouvernement de l'Ontario. Si vous avez besoin de renseignements, vous pouvez écrire, téléphoner ou vous y rendre. Des traducteurs s'occupent des demandes de renseignements qui sont écrites dans des langues autres que le français ou l'anglais. Vous pouvez vous procurer des publications décrivant les services offerts par le gouvernement en écrivant à l'adresse suivante:

Direction des renseignements au public
(Citizens' Inquiry Branch)
Ministère des Affaires culturelles
et des Loisirs
Bureau M1-50, édifice Macdonald
Queen's Park
Toronto M7A 2R9
Téléphone 965-3525

Ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration Canada **Centres de la Main-d'Oeuvre du Canada**

Les conseillers des Centres de la Main-d'Oeuvre du Canada, très souvent, donnent des renseignements aux immigrants qui viennent d'arriver, sur des questions qui touchent l'emploi et le logement. Vous trouverez des renseignements plus détaillés à la page 32.

Centres de l'Immigration du Canada

Si vous avez des questions concernant des documents d'immigration ou sur votre état d'immigrant ou si vous désirez parrainer un membre de votre famille pour le faire venir au Canada, vous devriez vous adresser à un Centre de l'Immigration du Canada. Dans les petites localités, il n'y a pas toujours un Centre de l'Immigration du Canada, mais un agent qui vient d'une ville plus importante, se rend dans ces petites localités certains jours fixes et vous le trouverez au Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada, prêt à répondre à vos questions.

Les Centres de la Main-d'Oeuvre du Canada et les Centres de l'Immigration du Canada figurent dans l'annuaire de téléphone sous "Government of Canada, Manpower and Immigration"; dans des localités où la population francophone est assez importante, vous les trouverez également sous "Gouvernement du Canada, Ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration".

Les sources d'information à votre disposition

Il y a certainement des gens dans votre quartier que vous avez rencontrés ou auxquels vous pouvez vous adresser si vous avez besoin d'aide et qui seront heureux de vous rendre service:

- votre professeur de langue (voir page 48)
- les directeurs d'écoles et les enseignants,
- les ministres du culte
- les infirmières de la santé publique (voir page 66)
- les bibliothécaires (voir page 60)

Centres d'information communautaires

Dans la plupart des grandes villes et dans les villes d'une certaine importance, vous pouvez soit téléphoner soit vous rendre à un centre d'information communautaire. Une petite localité n'aura peut-être qu'un seul centre. Dans une ville plus grande, il est probable qu'on y trouvera un bureau central qui dessert toute la ville, le plus souvent par téléphone, et un certain nombre de centres plus petits dispersés dans divers quartiers où il est plus facile pour quelqu'un de s'y rendre s'il désire parler à un membre du personnel.

Ces centres sont ouverts à tout le monde et dans les quartiers où il y a beaucoup d'immigrants, il est probable que parmi les membres du personnel, il y en a qui parlent les langues les plus communément utilisées dans le voisinage. Certains centres ne sont établis que pour servir un groupe de la même origine ethnique.

Le personnel des centres d'information donne des renseignements, explique ce que font les divers services gouvernementaux et communautaires. Dans certains centres, le personnel se charge de traduire ou écrire des lettres pour les immigrants, de remplir des formulaires gouvernementaux, de faire des appels téléphoniques pour ceux qui ne peuvent le faire eux-mêmes. Lorsqu'un cas compliqué se présente, le personnel du centre d'information dirigera la personne intéressée vers un autre bureau où l'on s'occupe des affaires qui prennent plus longtemps à résoudre.

Vous trouverez ces centres indiqués aux "Pages Jaunes" de l'annuaire de téléphone sous "I" pour "Information".

Les associations ethniques

Des associations de personnes originaires d'un même pays étranger ont établi des services d'entraide pour les immigrants qui viennent d'arriver. Les services qu'ils rendent sont à peu près les mêmes que ceux qui ont été décrits au paragraphe précédent intitulé "Centres d'information communautaires". Certains figureront sous "I" pour "Information" dans l'annuaire de téléphone. L'église de votre paroisse et vos compatriotes qui sont au Canada depuis quelque temps pourront vous renseigner à ce sujet.

Les organismes bénévoles

Les associations du "Y", les centres d'accueil et les centres communautaires s'intéressent beaucoup aux immigrants et sont là pour les aider s'ils ont des

difficultés. (Voir page 74.) Dans certaines villes, les centres multiculturels procurent des renseignements, organisent des activités sociales et offrent des services d'entraide divers.

Les organisations religieuses

Certaines églises ou autres organisations religieuses s'occupent d'aider les immigrants. Le Conseil interconfessionnel du Canada est constitué de membres de religions diverses et sert d'organisme de coordination. Les comités locaux de cet organisme envoient des lettres de bienvenue qui donnent, en plus du nom et du numéro de téléphone de certaines personnes, les langues qu'elles parlent, et n'importe qui peut s'adresser à elles pour des renseignements.

Les agences commerciales d'information

Vous trouverez aussi des agences d'information qui offrent leurs services aux immigrants, mais se font payer. Elles peuvent être très utiles car il s'agit généralement d'une entreprise établie par quelqu'un de la même origine ethnique que le groupe auquel ses services s'adressent. Toutefois, nous voulons vous mettre en garde ici contre certains entrepreneurs qui ne sont pas très honnêtes, qui font payer leurs services très cher et font des promesses qu'ils ne peuvent tenir. Certains ont été arrêtés et punis. Avant de vous adresser à une agence de ce genre, renseignez-vous auprès de personnes de votre nationalité, en qui vous pouvez avoir confiance et qui sont au Canada depuis un certain temps, sur la réputation de telle ou telle agence.

En cas d'urgence

En cas d'accident ou de maladie soudaine qui semble grave, vous pouvez, dans les grandes villes et localités d'une certaine importance, appeler par téléphone un service d'urgence. Généralement, vous trouverez la liste de ces services, imprimée en gros caractères, au début de l'annuaire de téléphone, sous le titre "Emergency". Ou tout simplement faites le "O" et demandez à la téléphoniste de vous aider. Si vous n'avez pas encore appris la langue du pays, apprenez tout au moins à dire "Help" et à donner votre nom et votre adresse. Si vous lui dites la langue que vous parlez, il est possible qu'elle puisse trouver quelqu'un qui parle votre langue.

Ne soyez pas surpris ou effrayé si ce sont les pompiers ou la police qui arrivent en réponse à votre appel. La police n'est pas venue pour arrêter quelqu'un mais pour aider. Les pompiers ont des appareils pour réanimer les personnes qui se sont évanouies ou ont perdu connaissance. Une des fonctions des policiers et des pompiers c'est de donner les premiers soins et d'aider en cas d'urgence.

Si quelqu'un est gravement malade ou blessé, vous pouvez le transporter à l'hôpital, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Un grand nombre d'hôpitaux ont un service d'urgence qui a une entrée séparée et vous verrez "Emergency" sur un grand panneau. En cas d'empoisonnement, téléphonez à l'hôpital ou allez au service "Emergency". Dans les villes importantes, il y a des centres de traitement contre les empoisonnements et ils donnent des

renseignements ou des instructions par téléphone. N'hésitez pas à appeler le service d'urgence indiqué dans l'annuaire ou la téléphoniste si vous avez besoin d'aide.

La police répond rapidement à toute demande de protection. N'hésitez pas à l'appeler ou à demander à la téléphoniste de l'appeler pour vous, en cas de besoin.

Comment vous servir de cette brochure

Ce livret a été conçu afin de vous aider, et vous trouverez dans chaque chapitre des renseignements utiles. N'hésitez pas à vous adresser à un centre d'information, à une église, à votre professeur de langue ou à toute autre organisation qui vous a déjà rendu service.

N'hésitez pas à demander renseignements et conseils; les ministères du gouvernement et leurs services sont là pour aider tout le monde. Les organisations communautaires n'ont été formées que dans ce but et vous avez le droit de vous adresser à elles. Vous vous épargnerez temps, ennuis et argent.

Renseignements concernant le gouvernement

Au Canada, il y a trois paliers de gouvernement: le fédéral, le provincial et le municipal. On en parle fréquemment dans cette brochure (voir page 137).

Le travail

	page
Le numéro d'assurance sociale (NAS)	31
Comment trouver un emploi	32
Centres de la Main-d'Oeuvre du Canada	32
Les journaux	32
Les parents et amis	33
Les agences de placement	33
L'entrevue d'emploi	33
La traduction des documents	34
Évaluation des qualifications	34
Documents scolaires	34
Certificats professionnels	34
Qualifications professionnelles	35
Travailleurs autonomes	36
Programmes de formation de la main-d'oeuvre	37
Programme de formation industrielle de l'Ontario	37
Cours préparatoires à l'examen pour les ouvriers qualifiés	37
Formation de la main-d'oeuvre du Canada	37
Syndicats ouvriers	37
Les conditions de travail	39
Heures de travail	40
Vacances (congés payés)	40
Salaire minimum	40
Égalité des salaires	40
Congé de maternité (ou de grossesse)	41
Âge minimum	41
Sécurité professionnelle	41
Retenues sur le salaire	42
Relevé du salaire	42
Discrimination	42
Assurance-chômage	42
Prestations	42
Qui peut faire une demande	43
Relevé d'emploi	43
Comment faire une demande	43
Pour protéger vos droits	44
Période d'attente	44
Déclaration du prestataire	44
Païement	44
Appels	44
Impôt sur le revenu	45
Renseignements plus détaillés	45
Accident du travail	45
Indemnités	45
Prestations de personnes à charge	45
Frais médicaux	46
Premiers soins	46
Réadaptation professionnelle	47
Assurance-maladie	47
Renseignements	47

Le travail

Quand on cherche du travail parce qu'on en a besoin, ce n'est jamais très agréable et la tâche est deux fois plus ardue pour un immigrant qui vient d'arriver. Pourtant, il est essentiel qu'il trouve du travail. Au début, vous aurez peut-être du mal à trouver le genre d'emploi pour lequel vous êtes qualifié et il vous faudra peut-être accepter un emploi où vos compétences ne seront pas mises en valeur et où vous gagnerez moins d'argent que vous ne l'espériez. Un emploi temporaire est plus difficile à trouver parce que les employeurs préfèrent engager quelqu'un qui a l'intention de rester.

Parce que l'hiver est très froid au Canada, certains travaux qui se font au grand air ne peuvent être exécutés en hiver et il y a généralement plus de chômeurs pendant cette saison.

Savoir l'anglais est très utile. Le gouvernement et autres organismes donnent des classes d'anglais et offrent des services d'entraide (voir pages 48 à 51).

Le numéro d'assurance sociale (NAS)

Si vous avez un emploi qui est ce qu'on appelle "un emploi assurable", selon les termes de la Loi sur l'assurance-chômage (voir page 42), vous aurez besoin d'un numéro d'assurance sociale (NAS). Vous aurez besoin aussi de ce numéro pour remplir d'autres formulaires du gouvernement. Au moment où cette brochure a été écrite, il était encore possible d'obtenir un formulaire de demande de NAS auprès d'un bureau de la Commission d'assurance-chômage, d'un Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada ou d'un bureau de poste. Mais parce qu'un grand nombre de personnes qui sont au Canada sans être des immigrants aux termes de la loi, ont obtenu et employé ces cartes, le ministre de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration a annoncé qu'il avait l'intention d'exiger que ceux qui font une demande de carte d'assurance sociale se présentent à un Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada et apportent avec eux un document prouvant qu'ils sont admissibles à recevoir un NAS.

La loi interdit qu'un particulier ait plusieurs numéros d'assurance sociale. Si vous avez perdu votre carte, il vous suffit de remplir une autre demande, mais il faut indiquer sur le formulaire que vous voulez qu'on vous remplace votre ancienne carte et on vous redonnera le même numéro.

La carte portant le NAS est une carte d'identité et **NON** un permis de travail, bien que presque toutes les personnes qui travaillent en ont une.

Quelqu'un qui est de passage au Canada ne peut avoir de carte d'assurance sociale à moins que le ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration l'ait autorisé à travailler.

Comment trouver un emploi

Centres de la Main-d'Oeuvre du Canada

Si vous avez besoin d'un emploi ou si vous avez besoin de conseils sur le genre d'emploi pour lequel vous êtes qualifié au Canada, adressez-vous au Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada le plus proche. Vous les trouverez dans la plupart des grandes villes en Ontario; les membres du personnel sont des fonctionnaires du gouvernement. Le service est gratuit. Les conseillers renseignent les travailleurs sur les possibilités d'emploi et leur donnent les adresses d'entreprises qui ont des postes vacants, sur les possibilités d'une formation professionnelle, et, dans certains cas, peuvent aider financièrement les travailleurs qui doivent déménager dans d'autres régions du Canada pour trouver du travail.

Vous trouverez l'adresse du Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada dans l'annuaire de téléphone sous "Gouvernement du Canada, Ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration" ou "Government of Canada, Manpower and Immigration".

Les journaux

Dans les journaux de langue anglaise, les offres d'emploi se trouvent à la rubrique "Help Wanted". Si vous ne parlez pas l'anglais, procurez-vous un journal publié dans la langue que vous parlez. Vous en trouverez en vente dans un kiosque à journaux, ou cherchez dans les "Pages Jaunes" de l'annuaire de téléphone sous "Newspapers", le numéro et l'adresse de la publication qui vous intéresse.



Les parents et amis

Vos compatriotes, parents ou amis, peuvent souvent vous donner des renseignements utiles pour trouver un emploi.

Les agences de placement

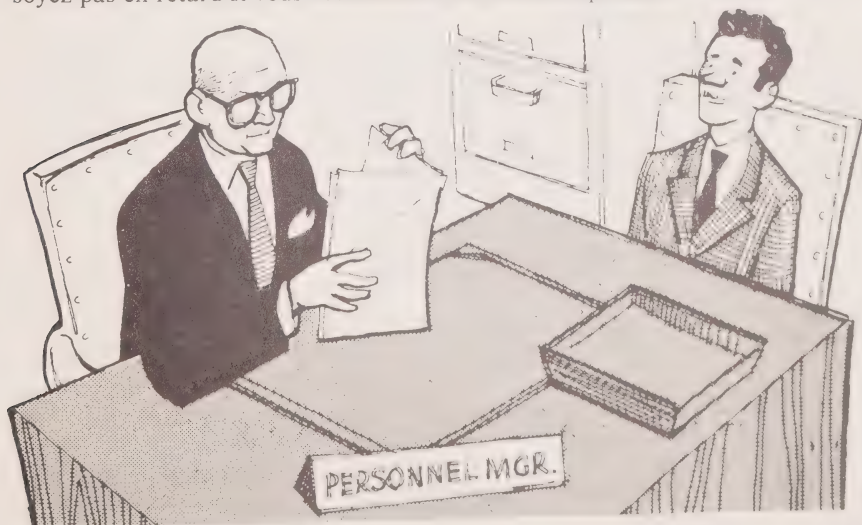
Il y a des agences de placement qui sont des entreprises privées. La plupart de ces agences facturent l'employeur pour leurs services. Mais il y a certains bureaux de placement qui se chargent de trouver des personnes pour des travaux ménagers comme la cuisine, le ménage ou la garde des enfants, et c'est à la personne qui cherche un emploi de payer leurs services. Cela dépend du genre de permis qu'ils possèdent. Le montant qu'une agence peut demander est réglementé par la loi. Vous trouverez des agences qui s'occupent de trouver des emplois dans un domaine particulier et d'autres qui ne sont pas spécialisées.

Pour être sûr que les personnes à qui vous vous adressez pour vous trouver un emploi et qui vous demandent de les payer sont sérieuses, renseignez-vous sur elles d'abord. Si vous voulez avoir des renseignements plus précis, vous pouvez vous adresser à:

Direction des normes d'emploi
(Employment Standards Branch)
Ministère du Travail
400, avenue University
Toronto (Ontario)
Téléphone: 965-5251

L'entrevue d'emploi

Lorsque vous vous présentez à une entrevue d'emploi, emportez avec vous tous les documents sur vos qualifications, votre expérience, et les traductions de lettres de références. Si vous ne parlez pas la langue de l'employeur, c'est une bonne idée de vous faire accompagner d'un ami qui servira d'interprète. Ne soyez pas en retard si vous voulez faire une bonne impression.



La traduction des documents

Vous aurez sans doute besoin de faire traduire des documents: certificats scolaires et professionnels, et lettres de références. Même s'il ne s'agit pas d'un emploi, vous aurez sans doute aussi besoin de faire traduire votre certificat de naissance, de baptême ou de mariage. Il existe un bureau du gouvernement de l'Ontario qui traduit ce genre de documents gratuitement, jusqu'à cinq par personne. Vous pouvez soit les apporter, soit les envoyer par la poste, à l'adresse suivante:

Bureau des traductions
(Translation Bureau)
Ministère des Affaires culturelles
et des Loisirs
Bureau M1-50, édifice Macdonald
900, rue Bay
Toronto M7A 2R9
Téléphone: 965-2891

Si vous envoyez un document par la poste, il faut le recommander. Il vous sera retourné par courrier recommandé également. Il serait peut-être bon de faire une photocopie du document avant de l'envoyer. Il y a des petits bureaux qui font des photocopies pour un prix modique. Certaines bibliothèques municipales ont également des machines à photocopier que vous pouvez utiliser pour un prix très modique. Le Bureau des traductions, quand c'est nécessaire, se charge également de faire des photocopies.

Si vous écrivez au Bureau, vous pouvez écrire dans votre langue. Il faut compter dix jours avant que la traduction soit faite. Le bureau des traductions est souvent très occupé.

Évaluation des qualifications

Documents scolaires

Les immigrants qui ont un niveau d'instruction élémentaire ou secondaire et qui cherchent un emploi au Canada, peuvent faire évaluer leurs certificats scolaires en les apportant ou en les envoyant par la poste, à l'adresse suivante:

Direction des systèmes
et des dossiers informatiques
(Information Systems and Records Branch)
Ministère de l'Éducation
18^e étage, édifice Mowat
Queen's Park
Toronto M7A 1L2
Téléphone 965-1356

Certificats professionnels

Les immigrants qui ont fait des études universitaires ou des études supérieures mais n'ont pu les terminer, devraient soumettre leurs documents à un collège ou une université pour les faire évaluer.

Les immigrants qui ont eu une formation professionnelle dans un autre pays doivent faire approuver leurs qualifications par les autorités compétentes en Ontario sinon ils n'auront pas l'autorisation d'exercer leur profession. Si vous exercez une profession libérale dans votre pays, le Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada vous enverra à l'association professionnelle appropriée. Là, on vous renseignera sur les formalités que vous devez remplir pour que vos qualifications soient reconnues et les possibilités d'emploi en attendant d'être agréé. Dans certains cas, on exigera que vous fassiez un stage, dans d'autres, il vous suffira de passer un examen.

Un enseignant qui a reçu sa formation en dehors de l'Ontario peut, dans certains cas, obtenir une lettre d'attestation qui l'autorisera à enseigner en Ontario. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à la

Direction des systèmes
et des dossiers informatiques
(Information Systems and Records Branch)
Ministère de l'Éducation
18^e étage, édifice Mowat
Queen's Park
Toronto M7A 1L2
Téléphone: 965-2234

Si vous envoyez vos certificats par la poste, envoyez-les sous pli recommandé.

Il arrive parfois qu'une classe d'anglais soit donnée à un petit groupe d'immigrants pour les aider à se préparer à un examen. Renseignez-vous auprès de n'importe quel centre qui donne des cours s'il y a des classes d'anglais pour des membres de votre profession, ou, s'il y a assez d'intéressés, suggérez qu'une classe soit formée.

Qualifications professionnelles

Si vous êtes qualifié pour exercer un métier dans votre propre pays, apportez vos documents, certificats et brevets, au bureau le plus proche de la "Direction de la formation industrielle" (Industrial Training Branch), du ministère des Collèges et Universités (Ministry of Colleges and Universities) et faites-les évaluer.

Dans tous les métiers réglementés par la loi, vous ne pouvez exercer sans un certificat de qualification. Il s'agit des métiers suivants: électricien, plombier, fumiste, tôlier; réfrigération et climatisation, coiffeur pour hommes et dames, horlogerie, et certains métiers qui ont trait à la réparation des voitures automobiles.

Vous devez passer un examen pour obtenir votre certificat de qualification. Dans certains cas, il vous faut aussi un permis de la municipalité. Toute personne autre qu'un apprenti travaillant dans ces métiers sans permis est passible d'une amende qui peut être très forte.

La Direction de la formation industrielle (Industrial Training Branch) peut vous faire passer un examen pratique et si les résultats sont satisfaisants, on vous remettra un certificat temporaire qui vous permettra de travailler pendant que vous vous préparez à l'examen.

Les examens ont lieu en anglais et en français. Dans certaines villes, il y a des cours du soir qui ne coûtent pas très cher et qui préparent les immigrants qui ont des qualifications professionnelles à passer ces examens. Ces cours sont très utiles et augmentent grandement les chances de réussir l'examen. Au bureau local de la Direction de la formation industrielle, on pourra vous renseigner sur les établissements qui donnent ces cours.

Vous pouvez vous présenter à l'examen accompagné d'un interprète, mais il ne doit pas être une personne qui connaît le métier pour lequel vous passez l'examen. Personne n'est autorisé à agir à titre d'interprète plus d'une fois par an pour un métier donné, ou plus de deux fois par an pour deux métiers différents. Assurez-vous que la personne qui vous accompagne n'a pas déjà servi d'interprète, au cours de l'année, une ou deux fois, selon le cas. Renseignez-vous au centre d'information communautaire, à votre paroisse ou parmi vos amis, s'ils connaissent un interprète; demandez-leur quels sont les tarifs pour les services d'un interprète. Certains demandent des tarifs très élevés.

Pour tous renseignements concernant les métiers, allez au bureau le plus proche de la Direction de la formation industrielle. À Toronto, le personnel est multilingue. Dans les centres plus petits, il sera peut-être nécessaire de vous faire accompagner d'un interprète.

Pour demander des renseignements au bureau central à Toronto, vous pouvez écrire dans votre propre langue. Si vous envoyez des certificats professionnels par courrier, ne manquez pas de les envoyer en recommandé si vous ne voulez pas risquer de les perdre. Voici l'adresse du bureau central:

Direction de la formation industrielle
(Industrial Training Branch)
Ministère des Collèges et Universités
558, rue Yonge
Toronto (Ontario) M4Y 1Y7
Téléphone: 965-4211

Travailleurs autonomes

Les immigrants qui ont l'intention de s'établir à leur propre compte devraient se renseigner auprès de la

Division des petites entreprises
(Small Business Operations Division)
Ministère de l'Industrie et du Tourisme
Edifice Hearst, Queen's Park
900, rue Bay
Toronto M7A 1S8
Téléphone: 965-5711

Programmes de formation de la main-d'oeuvre

Programme de formation industrielle de l'Ontario

Pour apprendre un métier vous pouvez vous inscrire à un programme d'apprentissage. L'apprentissage c'est la formation en milieu de travail et les cours théoriques nécessaires pour devenir artisan ou ouvrier pleinement qualifié. Ces programmes d'apprentissage sont ouverts à tous, il faut avoir au moins 16 ans et un niveau d'instruction équivalant à la 8e année.

Pour les métiers énumérés à la page 35, le certificat de qualification est obligatoire (le certificat est parfois appelé licence). Pour obtenir ce certificat, on doit avoir fait l'apprentissage et réussi les examens. Pour certains métiers (briqueteur et maçon de ciment, cuisinier, nettoyeur à sec, réparateur d'équipements lourds, technicien réparateur de radio et de télévision) le certificat est "volontaire"; c'est-à-dire qu'après avoir terminé l'apprentissage, ou sur la base de l'expérience acquise antérieurement et hors du Canada, l'ouvrier peut faire une demande de certificat de qualification à la Direction de la formation industrielle. Il y a d'autres métiers où l'on peut faire un apprentissage mais aucun certificat n'est délivré.

L'apprenti est payé pendant son stage, le salaire augmente au fur et à mesure qu'il progresse.

Suivant les métiers, le programme peut durer de deux à cinq ans.

Cours préparatoires à un examen pour les ouvriers qualifiés (voir page 51)

Formation de la main-d'oeuvre du Canada

Le gouvernement fédéral procure des fonds pour la formation de personnes qui autrement ne pourraient trouver un emploi. L'administration des programmes est confiée au ministère des Collèges et Universités de l'Ontario. Toutes les personnes qui suivent les cours d'un de ces programmes doivent être envoyées par un Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada. Certains étudiants sont admissibles à une allocation de subsistance pendant leur formation.

Il y a trois catégories de cours de formation: un cours de perfectionnement (jusqu'à 52 semaines) pour relever le niveau d'instruction générale; la formation professionnelle (jusqu'à 52 semaines) dont le but est la préparation en vue d'un métier particulier — la plupart des cours sont donnés en anglais mais, sur demande, ils seront offerts en français; l'apprentissage de la langue (24 semaines), qui consiste en un cours d'anglais à plein temps pour des immigrants qui en ont besoin pour trouver ou garder un emploi.

Pour être admissible aux cours de formation, il faut avoir un an de plus que l'âge où l'on quitte normalement l'école (en Ontario l'instruction est obligatoire jusqu'à 16 ans) et il faut avoir quitté l'école depuis au moins un an.

Pour faire une demande d'inscription, se renseigner à un Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada.

Syndicats ouvriers

Un syndicat ouvrier est une organisation instituée par les employés dans le but de négocier avec les employeurs de questions comme griefs, salaires, heures

et conditions de travail. Ces syndicats, parfois, se chargent aussi de faire connaître au gouvernement l'opinion des ouvriers sur des questions comme les impôts, l'assurance-chômage, les pensions, etc.

Adhérer à un syndicat et participer à ses activités est un droit aux termes de la loi. Certains syndicats sont reconnus par les employeurs volontairement. D'autres sont agréés par le Conseil des relations ouvrières de l'Ontario (Ontario Labour Relations Board). Une fois qu'un syndicat est agréé, l'employeur doit accepter de recevoir les représentants du syndicat et de négocier un contrat collectif.

Les employés d'une usine ou d'une entreprise quelconque, qui sont syndiqués, sont généralement représentés par un syndicat local. Dans chaque ville, localité ou district, il y a un conseil du travail (labour council) auquel les syndicats locaux peuvent envoyer des représentants.

La Fédération ontarienne du travail (Ontario Federation of Labour) est l'organisme central du travail pour l'Ontario et le Congrès du Travail du Canada, l'organisme national. Ces fédérations du travail, non seulement s'occupent directement des syndicats, mais encore, font pression sur les gouvernements au nom des syndicats sur des questions de lois qui concernent le salariat et la société en général.

Dans certains cas, l'adhésion à un syndicat est volontaire. Dans d'autres cas, il peut y avoir un accord entre l'employeur et le syndicat, et personne ne sera embauché à moins d'être membre du syndicat. Lorsqu'un tel accord existe, on dit alors de l'entreprise que c'est un "atelier fermé" (closed shop).

Dans les métiers syndiqués, un ouvrier qualifié peut devenir membre du syndicat s'il a un certificat ou une licence de la Direction de la formation industrielle (Industrial Training Branch). Certains syndicats exigent un niveau d'instruction plus élevé que celui qui est établi par les règlements du gouvernement, ce qui rend l'adhésion au syndicat encore plus difficile pour certaines personnes même si elles ont passé les examens de la Direction de la formation industrielle.

Les nouveaux membres qui se joignent à un syndicat paient d'abord un droit d'adhésion et après versent des cotisations syndicales mensuelles.

Les contrats entre employeurs et syndicats ont une durée déterminée comme par exemple deux, trois ou cinq ans, après quoi des nouveaux pourparlers ont lieu en vue d'un nouveau contrat.

Si les négociations échouent entre le syndicat et l'employeur, l'un ou l'autre peut demander au gouvernement de nommer un conciliateur pour aider les parties intéressées à conclure un accord.

Si, après cette nouvelle tentative, l'employeur et le syndicat ne parviennent pas à s'entendre, les ouvriers peuvent se mettre en grève, c'est-à-dire qu'ils refusent d'aller travailler jusqu'à ce qu'un contrat qui leur convient davantage soit signé. Pendant une grève, les employés reçoivent des indemnités de grève payées par le syndicat qui sont d'un montant inférieur au salaire payé par l'employeur. Les employeurs peuvent aussi avoir recours au "lock-out", c'est-à-dire qu'ils ne donneront aucun travail aux employés jusqu'à ce qu'un accord soit signé. Pendant ce temps les employés ne sont pas payés.

Pour de plus amples renseignements, consultez le conseil du travail de votre localité dont l'adresse et le numéro de téléphone sont probablement dans les "Pages Jaunes" de votre annuaire sous "Labour organizations" ou vous pouvez écrire ou téléphoner à la

Fédération du travail de l'Ontario
(The Ontario Federation of Labour)
15, Gervais Drive
Don Mills (Ontario)
Téléphone: 429-2731

Les conditions de travail

Certaines normes concernant les salaires et les heures de travail ont été fixées par la loi pour la protection des ouvriers et des employeurs. C'est le ministère du Travail de l'Ontario qui, généralement, établit les lois concernant les ouvriers. Certains emplois qui de par leur nature s'étendent d'une province à l'autre comme les banques, les lignes aériennes, les compagnies ferroviaires, le fret aérien et la radiodiffusion, sont assujettis aux lois du ministère du Travail fédéral. Les conditions de travail dans les lois du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'Ontario sont à peu près les mêmes, les différences sont indiquées dans les pages qui suivent.

L'employeur qui enfreint la loi est puni et la loi prévoit le recouvrement de salaires impayés, de salaires pour heures supplémentaires, et les salaires pour les vacances et jours fériés qu'un employeur aurait retenus.

Si un employeur ne suit pas les normes décrites dans les pages qui suivent, c'est votre responsabilité de faire une réclamation. Personne ne peut la faire pour vous.

Si vous travaillez dans un emploi assujéti à des lois de l'Ontario, écrivez ou téléphonez ou allez au bureau le plus proche du ministère du Travail de l'Ontario ou à la

Direction des normes d'emploi
(Employment Standards Branch)
Ministère du Travail de l'Ontario
400, avenue University
Toronto (Ontario)
Téléphone: 965-2521

Si vous occupez un emploi assujéti aux lois du gouvernement fédéral, adressez-vous à la

Direction des normes de l'emploi
(Labour Standards Branch)
Ministère Travail Canada
Edifice Arcade
74, rue Victoria
Toronto M5C 2A5
Téléphone: 369-3926

Heures de travail

En Ontario, la loi stipule que les employés ne doivent pas travailler plus de six jours par semaine, huit heures par jour et 48 heures par semaine. Mais la plupart des employés travaillent 40 heures par semaine. Un certain nombre d'employeurs sont autorisés, par le ministère du Travail, à faire faire des heures supplémentaires à leurs employés. Si un employé travaille plus de 44 heures dans une semaine, il doit recevoir une fois et demie le taux de son salaire ordinaire pour les heures supplémentaires.

Le Code canadien du travail qui régit les emplois assujettis à la loi du gouvernement fédéral stipule que les heures de travail d'un employé ne doivent pas dépasser huit heures par jour et 40 heures par semaine et que chaque employé doit avoir au moins un jour entier de repos par semaine. Il doit être payé pour les heures supplémentaires à un taux qui ne sera pas inférieur à une fois et demie son salaire ordinaire. Toutefois, il y a des cas qui font exception à ces règles.

La plupart des gens travaillent cinq jours par semaine et sont libres le samedi et le dimanche. Si, toutefois, ils ont un emploi où ils doivent travailler les dimanches comme, par exemple, dans un hôpital ou un restaurant, s'ils sont conducteurs d'autobus ou de train, alors on doit leur donner des jours libres à un autre moment de la semaine.

Vacances (congés payés)

D'après la loi, chaque employé a droit à des vacances d'au moins deux semaines avec paie s'il a travaillé au moins 12 mois chez un même employeur. Au cours de la deuxième année et les années suivantes, si l'employé est resté chez le même employeur, il a droit à deux semaines de vacances avec paie. La paie pour les vacances ne peut être inférieure à 4% du salaire total de l'employé pour la période de 12 mois pour lesquels ses vacances sont payées.

Les employés à mi-temps mais qui sont permanents, reçoivent également des vacances payées. S'ils sont employés à titre temporaire, même s'ils n'ont travaillé qu'un jour, ils doivent recevoir l'allocation de vacances en plus de leur paie ordinaire lorsque le travail est terminé.

En plus des allocations de vacances, il y a sept autres jours au cours d'une année qui sont payés à titre de jours fériés, à tous les employés. Dans la plupart des cas, si un employé travaille un de ces jours fériés, il reçoit une fois et demie le taux de son salaire ordinaire pour chaque heure de travail, en plus de son salaire ordinaire pour la journée ou alors il aura un jour libre en remplacement avec paie.

Salaire minimum

Les ministères du Travail de l'Ontario et du gouvernement fédéral ont établis le salaire minimum pour les employés. Voir le feuillet en couleur annexé à ce livre pour les salaires minimums. Les apprentis, les étudiants et les travailleurs saisonniers sont payés à des tarifs spéciaux.

Égalité des salaires

D'après la loi, en Ontario, les hommes et les femmes qui font le même travail pour le même employeur doivent être payés le même salaire.

On peut se procurer des renseignements concernant la loi régissant le travail de la main-d'oeuvre féminine auprès du

Bureau de la main-d'oeuvre féminine
(The Women's Bureau)
Ministère du Travail de l'Ontario
400, avenue University
Toronto
Téléphone: 965-1537

La documentation est traduite en plusieurs langues.

Congé de maternité (ou de grossesse)

D'après les lois de l'Ontario, une employée qui est enceinte et qui a travaillé pour un même employeur pendant au moins douze mois et onze semaines avant la date prévue de son accouchement, a droit, si elle en fait la demande à son employeur, à un congé de maternité de dix-sept semaines sans paie. L'employée reprend son emploi ou un autre travail comparable, au même salaire, et bénéficie des mêmes avantages sociaux qu'au moment où son congé autorisé sans paie a commencé.

L'employée a droit à des prestations de chômage pendant qu'elle ne travaille pas.

Cependant, certaines conditions s'appliquent concernant la durée du congé autorisé sans paie, le certificat médical, le préavis qu'une employée est tenue de donner pour obtenir le congé autorisé et pour reprendre son travail. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer aux adresses données à la page 39.

Âge minimum

En Ontario, les enfants doivent aller à l'école jusqu'à 16 ans.

Avec le consentement des parents et de l'école, des enfants de 14 et 15 ans peuvent obtenir l'autorisation de travailler à plein temps ou à temps partiel, tout en continuant des cours du soir ou par correspondance.

Le directeur de l'école peut vous donner tous les renseignements à ce sujet.

Sécurité professionnelle

En Ontario, maintenant, des lois très strictes protègent les employés qui travaillent dans des usines ou dans la construction. Les immigrants, particulièrement ceux qui ne savent pas lire les affiches de sécurité, devraient s'assurer qu'ils connaissent tous les règlements sur la sécurité à l'endroit où ils travaillent. Ils peuvent obtenir des exemplaires de ces règlements soit du contremaître ou du délégué syndical.

Les travailleurs qui ont eu un accident au travail ou qui souffrent d'une maladie résultant des conditions de travail reçoivent des indemnités en vertu de la Loi sur les accidents du travail (Workmen's Compensation Act) (voir page 45).

Si les conditions de travail ne sont pas satisfaisantes, vous devriez en faire le rapport auprès d'une autorité compétente. Un employé ne peut être renvoyé parce qu'il se sera adressé à quelqu'un pour se plaindre de conditions dangereuses de travail.

Retenues sur le salaire

Lorsque vous touchez votre salaire, le montant qui vous est payé est plus petit que celui auquel vous vous attendiez parce que plusieurs retenues ont été faites et ces retenues sont envoyées aux autorités concernées. Il y a l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, l'assurance-chômage, l'assurance-maladie. Des renseignements plus détaillés concernant ceux-ci sont donnés ailleurs dans le livre. Il y a sans doute aussi une caisse de retraite de l'entreprise, à laquelle vous devez cotiser ainsi que l'employeur. Il y a aussi les cotisations syndicales et, dans certaines entreprises, une cagnotte qui sert à acheter des cadeaux lorsqu'un employé tombe malade ou quitte son emploi.

Relevé du salaire

À chaque paie, l'employeur doit remettre à l'employé un relevé écrit ou imprimé qui indique le taux de salaire, la période de la paie, le salaire payé pour cette période, le montant et le but des retenues.

Discrimination

Le Code des droits de l'homme de l'Ontario interdit la discrimination contre qui que ce soit à cause de sa race, croyance (religion), couleur, nationalité, ascendance ou lieu d'origine. Voir Discrimination — Commission des droits de l'homme de l'Ontario, page 118.

Assurance-chômage

La plupart des travailleurs au Canada versent des cotisations à un fonds connu sous le nom de Fonds d'assurance-chômage. Lorsqu'ils sont en chômage, ils touchent alors de l'argent versé par ce fonds. L'employeur aussi contribue à ce fonds. Les retenues qui sont faites de votre salaire sont envoyées par l'employeur au ministère du Revenu national. C'est le gouvernement fédéral qui administre ce régime d'assurance-chômage et qui aussi y contribue lorsque le taux de chômage général dépasse un certain niveau.

Prestations

Le montant d'argent que vous recevrez et la durée pendant laquelle vous pourrez toucher des prestations dépendent de la moyenne de vos gains et de la durée pendant laquelle vous avez cotisé au régime. Le montant de vos cotisations dépend de votre salaire.

Après avoir touché des prestations pendant un certain temps, vous aurez peut-être épuisé le montant auquel vous avez droit et, avant de pouvoir bénéficier de nouveau de prestations, il vous faudra cotiser pendant un certain temps après avoir repris un travail.

Le taux des prestations est revu chaque année et ils sont réajustés en fonction du coût de la vie. Pour obtenir les taux qui sont payés à présent,

adrezsez-vous au bureau de l'assurance-chômage de votre localité, dont le numéro et l'adresse sont indiqués dans l'annuaire de téléphone sous Gouvernement du Canada.

Qui peut faire une demande

Une personne qui est en chômage parce qu'il n'y a pas de travail ou pour des raisons de santé ou de maternité, peut faire une demande de prestations de chômage à condition que ses cotisations aient été suffisantes. Tous ceux qui prennent leur retraite à 65 ans ont également droit à certaines prestations de pension. Le montant des prestations dépend du montant des cotisations versées.

Si vous quittez un emploi volontairement, sans raison valable, ou si vous avez été congédié pour une faute professionnelle, vous pouvez être disqualifié à recevoir des prestations pour une période allant jusqu'à six (6) semaines. De plus, si vous ne remplissez pas toutes les conditions stipulées dans la Loi sur l'assurance-chômage (Unemployment Insurance Act), vos prestations pourront être suspendues pendant une période indéfinie. Toutefois, tout requérant peut demander à un conseil indépendant d'arbitres de revoir les décisions concernant sa demande. Ce conseil a la responsabilité de veiller à ce que la Loi sur l'assurance-chômage soit appliquée avec justice et impartialité.

Si vous recevez l'indemnité entière de la Commission des accidents du travail, vous ne pouvez recevoir des prestations d'assurance-chômage, mais si vous ne recevez qu'une indemnité partielle, il est possible qu'on vous verse des prestations de chômage.

Relevé d'emploi

Chaque fois que vous quittez un travail, l'employeur doit vous remettre le formulaire "Relevé d'emploi" qui montre la raison pour laquelle vous êtes au chômage et ce que vous avez gagné au cours des 20 dernières semaines de votre emploi avec lui. Si vous changez d'emploi, gardez ce formulaire dans un endroit sûr car si vous faites une demande à la Commission d'assurance-chômage, on vous demandera de le présenter.

Comment faire une demande

Pour faire une demande de prestations, il faut se présenter au bureau le plus proche de la Commission d'assurance-chômage où quelqu'un vous aidera à remplir une demande de prestations. N'oubliez pas d'apporter avec vous les relevés d'emploi. Toutefois, si vous ne les avez pas apportés, remplissez quand même une demande de prestations car votre demande ne prend effet qu'à partir de la semaine au cours de laquelle votre formulaire de demande a été rempli.

S'il n'y a pas de bureau de la Commission d'assurance-chômage dans votre localité, vous pouvez téléphoner au bureau le plus proche et demander de vous faire parvenir toute la documentation et les formules dont vous avez besoin. Vous pouvez également vous procurer ces documents au Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada ou à un bureau de poste. Lorsque vous remplissez votre demande de prestations, assurez-vous que vous y avez indiqué votre nom, votre adresse au complet, votre numéro d'assurance sociale, votre numéro de téléphone, si vous en avez un, et pour éviter tout retard, écrivez lisiblement.

Envoyez votre demande immédiatement par la poste et, si possible, n'oubliez pas d'y joindre votre (ou vos) relevé(s) d'emploi.

Si votre formulaire n'est pas lisible ou si vous avez omis certains renseignements ou si vous l'envoyez en retard, il vous faudra attendre plus longtemps pour recevoir vos prestations.

Pour protéger vos droits

Si vous faites une demande de prestations, et si vous voulez y avoir droit après l'avoir soumise, il faut que vous soyez vraiment au chômage et que vous soyez prêt à accepter un travail que vous êtes capable de faire et qui vous est offert. Il faut que vous soyez en état d'accomplir le travail. Les seules exceptions seraient la maladie ou la maternité.

Période d'attente

Avant de recevoir des prestations de chômage, vous attendrez deux semaines pendant lesquelles vous ne serez pas payé.

Déclaration du prestataire

Environ une semaine après avoir soumis votre demande, vous recevrez un formulaire intitulé "Déclaration du prestataire" portant sur une période d'une ou de deux semaines. Bien remplir cette déclaration et indiquer si vous avez reçu une rémunération quelconque depuis que vous avez quitté votre dernier emploi ou les jours pendant lesquels vous ne pouvez pas travailler. Il ne faut pas envoyer cette déclaration trop vite, il faut la poster au plus tôt le dimanche qui suit la période d'une ou de deux semaines de votre formulaire "Déclaration du prestataire".

Même pendant que vous recevez des prestations d'assurance-chômage, vous pouvez travailler à temps partiel ou à titre temporaire, mais vous devez déclarer toute somme que vous aurez gagnée. Si vos gains dépassent 25 pour cent du salaire qui vous était payé avant d'être en chômage, la différence entre vos gains et ces 25 pour cent sera déduite de vos prestations d'assurance-chômage.

Païement

Après avoir envoyé votre "Déclaration du prestataire", attendez une semaine. Si après une semaine vous n'avez pas reçu votre chèque, mettez-vous en rapport avec le bureau de la Commission d'assurance-chômage. Si vous devez lui écrire, n'oubliez pas d'indiquer votre numéro d'assurance sociale et votre adresse au complet. Signez votre communication et écrivez votre nom en lettres moulées en dessous de la signature. Si vous suivez ces instructions, l'acheminement de vos documents sera peut-être accéléré et vous recevrez votre argent plus rapidement.

Appels

Si votre demande de prestations d'assurance-chômage est refusée, on vous enverra une lettre en vous en donnant la raison. On vous dira également que vous pouvez faire appel si vous pensez que la décision est injuste.

Impôt sur le revenu

Sur votre déclaration d'impôt sur le revenu, vous pouvez déduire vos cotisations, mais les prestations d'assurance-chômage sont considérées comme un revenu imposable et le chèque sera établi pour le montant de vos prestations moins l'impôt sur le revenu.

Renseignements plus détaillés

Comme les règlements concernant l'assurance-chômage sont très compliqués, nous ne pouvons en donner tous les détails dans cette brochure. Pour vous faire expliquer les détails concernant votre cas particulier, adressez-vous à votre employeur, à votre représentant syndical, ou présentez-vous au bureau de la Commission d'assurance-chômage le plus proche et que vous trouverez indiqué dans l'annuaire de téléphone sous "Gouvernement du Canada".

Accidents du travail

Si vous êtes blessé au travail, ou que vous avez contracté une maladie causée par le genre de travail que vous faites, vous êtes admissible à des indemnités conformément à la Loi sur les accidents du travail.

L'application de la Loi est confiée à une Commission des accidents du travail par le gouvernement de l'Ontario; cette Commission reçoit les fonds, prend les décisions et paie les indemnités. Ce fonds est payé entièrement par les employeurs et la participation est obligatoire pour la plupart des entreprises qui ont des salariés travaillant pour eux. Les personnes qui travaillent à leur propre compte peuvent faire une demande auprès de la Commission et bénéficier de cette protection.

Si vous êtes blessé et que vous apprenez que votre employeur ne participait pas au Fonds d'indemnités des accidents du travail, vous pouvez quand même faire une demande. C'est la responsabilité de la Commission de s'assurer que votre employeur a versé sa contribution.

Indemnités

Le montant de l'indemnité dépend de la durée pendant laquelle vous ne pourrez pas travailler et le montant que vous gagniez avant votre accident. Le taux de l'indemnité pour une invalidité totale est de 75 pour cent de la moyenne de vos gains mais il y a un taux maximum. L'indemnité est payée à partir du jour qui suit la date de votre accident jusqu'à ce que vous soyez en état de retourner au travail.

Des pensions sont payées en cas d'invalidité permanente, le montant dépend de la nature de l'invalidité et de vos gains avant l'accident.

Prestations de personnes à charge

La veuve d'un travailleur qui est mort des suites d'un accident du travail ou d'une maladie industrielle reçoit des prestations mensuelles sa vie durant ou jusqu'à ce qu'elle se remarie. Si elle se remarie, elle reçoit une somme globale égale à deux ans de pension.

Les enfants qui habitent avec la veuve, y compris les enfants adoptifs, reçoivent également des prestations. La limite d'âge des enfants est prolongée s'il s'agit d'enfants infirmes ou d'enfants qui continuent leurs études. On accorde aux orphelins des prestations un peu plus élevées qu'aux autres enfants.

Si le travailleur accidenté meurt ne laissant pas de conjoint survivant mais qu'il a des enfants, une personne qui agit en mère nourricière et s'occupe du ménage et des enfants peut recevoir les paiements qui seraient versés à la veuve tant qu'il y a un enfant de la famille qui a droit à des prestations.

Dans certaines conditions, une femme de droit commun peut faire une demande de prestations au même titre qu'une veuve.

Frais médicaux

La Commission des accidents du travail paie tous les frais médicaux supportés à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie industrielle. Vous avez le droit de choisir votre médecin ou tout autre praticien, mais vous ne pouvez changer de médecin plus tard sans la permission de la Commission.

On entend par "frais médicaux", tous ceux qui ont trait aux traitements, soins hospitaliers, médicaments prescrits, appareils orthopédiques et membres artificiels.

Si vous êtes blessé au travail ou que vous avez contracté une maladie industrielle, votre employeur vous donnera un formulaire que vous amènerez avec vous chez le médecin, à l'hôpital ou chez tout autre praticien qualifié de votre choix afin que vous puissiez vous faire soigner le plus rapidement possible.

L'employeur est obligé de faire transporter par ambulance ou tout autre moyen de transport, immédiatement après un accident, un employé qui n'est pas en état de se rendre autrement à l'hôpital, chez le médecin ou chez lui.

Premiers soins

Tout employeur est tenu de fournir l'équipement d'urgence et de premiers soins. Si vous êtes blessé, faites-vous donner les premiers soins immédiatement et dressez le plus tôt possible le rapport de l'accident que vous remettrez à votre patron ou chef de service. Il est très important que votre accident soit porté sur un registre ou autre document officiel au moment où on vous donne les premiers soins même s'il ne s'agit que de blessures qui semblent superficielles. Ne laissez personne vous dissuader d'en faire le rapport. Une coupure ou une brûlure peuvent s'infecter et des muscles froissés peuvent dégénérer en quelque chose de plus douloureux par la suite. Le rapport dans les dossiers de l'employeur permettra d'établir les faits si plus tard vous faites une demande d'indemnité.

Remplissez soigneusement les formulaires que vous recevrez de la Commission des accidents du travail et renvoyez-les le plus tôt possible afin de ne pas retarder le paiement des indemnités.

Réadaptation professionnelle

La Commission des accidents du travail dispose d'un service de réadaptation professionnelle à l'intention des travailleurs accidentés, en particulier ceux qui souffrent d'une invalidité permanente; ce service s'occupe de leur trouver un emploi approprié ou de les recycler en vue d'une occupation différente. Des allocations spéciales sont payées aux travailleurs pendant la période de recyclage rendu nécessaire par suite d'un accident du travail.

Un centre hospitalier et de réadaptation de la Commission, situé à Downsview dans la communauté urbaine de Toronto, dispose de services qui procurent des traitements spéciaux pour les accidentés invalides qui en ont besoin pour pouvoir reprendre le travail. C'est au médecin traitant de s'occuper de faire admettre le malade.

Assurance-maladie

Les prestations d'assurance-maladie pour vous et votre famille viennent d'un autre fonds. Les indemnités d'accidents du travail ne paient que pour le traitement d'une blessure survenue au travail ou d'une maladie résultant de l'emploi.

Si vous cessez de travailler à cause d'un accident, votre employeur ne peut plus payer la prime de votre assurance-maladie de vos gains et, par conséquent, votre assurance risque de s'arrêter. Vous devez prendre les dispositions nécessaires pour continuer à payer votre assurance-maladie pour assurer votre famille et vous-même en cas de besoin.

Si vous cessez de payer votre assurance, vous risquez d'avoir des frais médicaux qui se montent à des centaines ou des milliers de dollars. Demandez à votre employeur ou à votre médecin les dispositions que vous devez prendre pour continuer à payer votre assurance-maladie même si vous ne travaillez pas. (Voir Assurance-maladie, page 63).

Renseignements

Si vous avez des problèmes quelconques concernant un accident ou les indemnités, adressez-vous au bureau de la Commission des accidents du travail le plus proche.

Voici l'adresse du bureau principal:

Commission des accidents du travail
(Workmen's Compensation Board)
2 est, rue Bloor
Toronto (Ontario)
M4W 3C3
Téléphone: 965-8500

La langue et la citoyenneté

	page
Les cours du soir	49
Les cours du soir plus avancés	49
Les cours de jour	49
Les cours pour les parents d'enfants d'âge préscolaire	50
Livres d'instruction	51
"Newcomer News"	51
Programme de formation de la main-d'oeuvre du Canada	51
Cours préparatoires à un examen pour les ouvriers qualifiés	51
Examen d'anglais avant admission à une université	51

La langue et la citoyenneté

Vous voilà au Canada. Si vous ne parlez pas l'anglais, il est extrêmement important que vous l'appreniez, surtout du point de vue de l'emploi. Vous pouvez avoir toutes les qualifications nécessaires pour un emploi bien payé, mais parce que vous ne pouvez pas communiquer avec les autres, on ne vous l'offrira pas.

Vous trouverez décrits, ci-dessous, les cours de langue donnés pour les immigrants. Dans la plupart des localités, ces cours sont gratuits. On ne saurait assez insister sur les avantages d'apprendre la langue du pays. Pour obtenir l'horaire des cours de langue en Ontario, adressez-vous à la Direction de la citoyenneté, ou au bureau régional le plus proche, dont vous trouverez l'adresse et le numéro de téléphone dans votre annuaire de téléphone sous "Gouvernement de l'Ontario, Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs" (Government of Ontario, Ministry of Culture and Recreation).

Les cours du soir

Partout où il y a suffisamment d'immigrants, les conseils scolaires organisent des cours du soir où l'on enseigne les langues. Ces cours ont lieu d'octobre à mai, et dans les villes plus importantes, il y a même quelques cours d'été. Dans certaines localités, ces cours sont gratuits, dans d'autres, on vous demandera de payer des droits de scolarité qui sont peu élevés. L'aide financière pour ces cours provient en partie des gouvernements fédéral et provincial. Comme les cours commencent en octobre, adressez-vous au conseil scolaire de votre localité en septembre. Quelle que soit l'époque de votre arrivée au Canada, vous pouvez vous inscrire à ces cours.

Les cours du soir plus avancés

Les départements de l'éducation permanente de certaines universités offrent des cours avancés d'anglais aux immigrants. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au département de l'éducation permanente (extension department) de l'université qui vous intéresse.

Les cours de jour

Les collèges d'arts appliqués et de technologie, et, dans les localités d'une certaine importance, les conseils scolaires offrent des cours qui se donnent de jour. D'autres organismes communautaires, églises et centres "Y" ont des cours donnés par des instructeurs bénévoles.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à l'école, à la bibliothèque ou au centre d'information.

Les cours pour les parents d'enfants d'âge préscolaire

Chez les immigrants, il arrive souvent que la mère de famille, parce qu'elle est retenue à la maison pour s'occuper du ménage et des enfants, n'apprend pas la langue du pays et, par conséquent, en dehors de son foyer, elle n'est pas au courant de ce qui se passe. C'est pour cela que des classes de jour ont été organisées. Et parce qu'un grand nombre de pères de famille ont demandé à suivre ces cours, ils y sont également admis. Les parents emmènent avec eux leurs enfants trop jeunes pour aller à l'école, et, pendant que les adultes suivent leurs cours qui ont lieu dans la matinée ou l'après-midi, dans le même bâtiment, un personnel qualifié d'enseignants et de gardes d'enfants s'occupe à enseigner, par le jeu, la langue aux petits.

C'est la Direction de la citoyenneté qui procure une part des fonds nécessaires et, souvent, aide à former les enseignants bénévoles. Ces cours ne servent pas seulement à l'apprentissage de la langue, mais sont aussi un moyen d'information. Tout en apprenant l'anglais, les mères de famille recueillent de nombreux renseignements utiles et intéressants sur la communauté dans laquelle elles vivent.

Pour plus de renseignements,
adressez-vous à la
Direction de la citoyenneté de l'Ontario
(Ontario Citizenship Branch)
Ministère des Affaires culturelles
et des Loisirs
5^e étage
77 ouest, rue Bloor
Toronto (Ontario)
M7A 2R9
Téléphone: 965-4331



Des cours de langue sont également organisés par des conseils scolaires à l'intention des mères d'enfants d'âge préscolaire, dans des écoles, ou ailleurs, dans d'autres bâtiments comme l'église et la bibliothèque.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au conseil scolaire ou au directeur d'école.

Livres d'instruction

Les personnes qui désirent apprendre par elles-mêmes peuvent se procurer des livres d'instruction et autres matériels d'apprentissage gratuitement. Ecrire ou téléphoner à l'adresse indiquée ci-dessus.

"Newcomer News"

Une publication de la Direction de la citoyenneté qui s'appelle le "Newcomer News" s'adresse particulièrement aux personnes qui apprennent l'anglais. Son but est d'aider les nouveaux immigrants à apprendre à lire et à améliorer leurs compétences tout en les mettant au courant du mode de vie au Canada.

Le "Newcomer News" paraît deux fois par mois et est diffusé gratuitement. Si vous voulez en obtenir un exemplaire, écrivez au Rédacteur, Newcomer News, à l'adresse indiquée précédemment, ou téléphonez au 965-1192.

Programme de formation de la main-d'oeuvre du Canada

Des cours de langue à plein temps sont offerts aux immigrants qui ont besoin soit de l'anglais, soit du français pour obtenir un emploi. (Voir page 37).

Cours préparatoires à un examen pour les ouvriers qualifiés

Les ouvriers qui sont qualifiés dans leur propre pays mais qui doivent passer un examen en Ontario pour être reconnus, peuvent suivre des cours spécialement conçus pour qu'ils apprennent la terminologie technique. Toutes les demandes d'inscription doivent être faites par l'entremise du ministère des Collèges et Universités, Direction de la formation industrielle. Renseignez-vous auprès du bureau le plus proche de cette Direction ou auprès d'un collègue communautaire.

Examen d'anglais avant admission à une université

Afin de déterminer si les connaissances de la langue sont suffisantes pour permettre aux immigrants qui le désirent de poursuivre des études dans une université canadienne, certaines universités ont trouvé nécessaire de leur faire passer un examen d'anglais. Adressez-vous à une école secondaire ou à une université, pour savoir où vous présenter.

Éducation

	page
Le système scolaire en Ontario	53
Écoles publiques et séparées	53
Écoles françaises	54
Fréquentation scolaire	54
Inscription à l'école	54
Maternelles	54
Écoles élémentaires	55
Écoles secondaires	56
Diplômes d'études secondaires	56
Certificat de formation	56
Enfance inadaptée	57
Cours du soir pour adultes	57
Cours par correspondance	57
Écoles privées	58
Écoles professionnelles privées	58
Enseignement postsecondaire	59
Cours extra-muraux	59
Assistance financière pour l'enseignement postsecondaire	
Évaluation des documents scolaires (voir page 34)	
Traduction des documents scolaires (voir page 34)	
Bibliothèques municipales	60

Éducation

Des changements remarquables ont pris place en éducation au cours des vingt dernières années. Les machines ont remplacé, en grande partie, les ouvriers qualifiés. De nombreux étudiants vont obtenir des emplois qui n'existaient même pas lorsque leurs parents allaient à l'école. Ces nouveaux emplois exigent une éducation plus poussée, si bien que les jeunes gens restent à l'école plus longtemps. Les femmes, comme les hommes, sont mieux éduqués de nos jours.

L'évolution des conditions de vie a également créé un besoin d'éducation permanente. Des milliers d'adultes reviennent à l'école pour perfectionner leur éducation ou se recycler pour de nouveaux emplois. D'autres, de tous les âges, vont aux cours du soir ou suivent des cours par correspondance pour augmenter leurs compétences et leurs connaissances.

Le système scolaire de l'Ontario

L'éducation est gratuite aussi bien à l'école élémentaire qu'à l'école secondaire et le gouvernement assiste considérablement ceux qui n'ont pas les moyens d'aller au collège ou à l'université. Les fonds versés à l'éducation proviennent des taxes provinciales et municipales.

Bien que le ministère de l'Éducation et le ministère des Collèges et Universités soient responsables de l'organisation générale du système éducatif, les conseils scolaires locaux ont un grand nombre de décisions à prendre. Ce sont eux par exemple qui recrutent les enseignants et le personnel scolaire, organisent les cours de langue pour les immigrants et les programmes athlétiques et culturels. Chaque conseil scolaire se compose de conseillers qui sont élus par le public.

Écoles publiques et séparées

Il existe deux systèmes scolaires subventionnés par les taxes en Ontario: le système public qui est ouvert aux enfants de toutes confessions et le système des écoles séparées catholiques.

Les conseils scolaires de l'un et l'autre système comprennent des écoles élémentaires (de la maternelle à la 8e) mais seul le système des écoles publiques comprend des écoles secondaires (de la 9e à la 13e). Certains conseils d'écoles séparées catholiques, cependant, offrent des cours de 9e et de 10e années dans certaines de leurs écoles.

Les parents catholiques qui désirent envoyer leurs enfants dans une école séparée, doivent signer une formule affectant leur taxe d'éducation au système séparé. Vous pouvez obtenir cette formule en vous adressant au bureau local du Conseil des écoles séparées catholiques de votre communauté ou en vous adressant à l'école séparée la plus proche.

Les écoles secondaires de l'Ontario sont subventionnées par *tous* les contribuables et ouvertes à tous.

Ces écoles sont toutes supervisées par le gouvernement. Les enseignants des écoles publiques et séparées reçoivent le même genre de formation et touchent des salaires similaires. Les propriétaires fonciers versent des taxes destinées soit aux écoles publiques, soit aux écoles séparées.

Écoles françaises

L'anglais est la langue d'instruction de la plupart des écoles de l'Ontario, mais il existe plus de 320 écoles où le programme est enseigné en français aux paliers élémentaire et secondaire.

Fréquentation scolaire

En Ontario, la fréquentation scolaire est obligatoire pour les enfants âgés de six à seize ans. Les enfants de ce groupe d'âge dont les parents sont des immigrants reçus doivent aller à l'école même s'ils viennent d'arriver au Canada, ou s'ils ont déjà quitté l'école de leur propre pays.

L'année scolaire commence au début de septembre, c'est-à-dire, le mardi qui suit la Fête du travail, et continue jusqu'en juin. Tout enfant qui atteint son sixième anniversaire avant le début de l'année scolaire en septembre doit aller à l'école.

Les parents sont légalement responsables de la fréquentation scolaire de leurs enfants. Si l'école s'inquiète parce qu'un enfant ne va pas régulièrement à l'école, elle envoie un conseiller pédagogique ou un travailleur social rendre visite aux parents pour discuter de la question avec eux.

Inscription à l'école

Lorsque vous amenez vos enfants à l'école pour la première fois, vous devez présenter leur extrait de naissance ou leur baptistaire, leur carte d'immigrant reçu, leur passeport. Si vous louez une maison, vous devez vous renseigner afin de savoir si le propriétaire paie des taxes d'écoles publiques ou séparées car le conseil scolaire ayant besoin de ce renseignement aux fins d'imposition, le demandera.

Maternelles

La plupart des conseils scolaires de l'Ontario ont des maternelles qui acceptent, en septembre, les enfants qui auront cinq ans à la fin de décembre. Certains conseils offrent également des programmes de prématernelle et acceptent les petits qui auront atteint leur quatrième anniversaire avant le 31 décembre. La fréquentation de la maternelle n'est pas obligatoire, mais la plupart des enfants ont intérêt à commencer l'école à quatre ou cinq ans particulièrement si l'anglais n'est pas leur langue maternelle.

Écoles élémentaires

La plupart des enfants fréquentent les écoles élémentaires pendant huit ans, jusqu'à l'âge de 13 ou 14 ans.

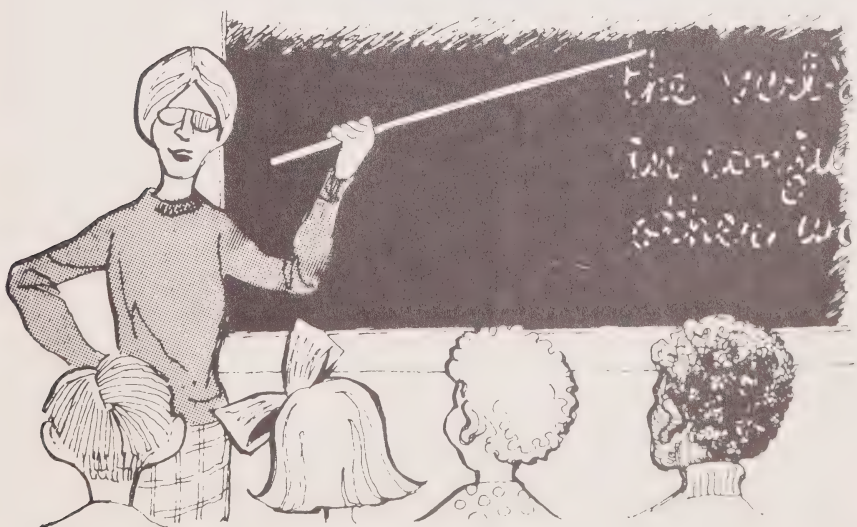
Les enfants qui vont à l'école élémentaire reçoivent un enseignement de base en anglais, mathématique, histoire et sciences.

Vous constaterez probablement qu'il y a beaucoup plus de liberté dans les salles de classe ici que dans votre propre pays. On tend de plus en plus à encourager les enfants à explorer et à apprendre par eux-mêmes. Les élèves passent plus de temps qu'autrefois à discuter de leurs idées.

En Ontario, les parents ont, légalement, le droit de discuter des progrès de leurs enfants ou de tous problèmes survenus à l'école avec les enseignants, les directeurs d'écoles, les conseillers pédagogiques ou les agents scolaires de santé. Tous ces gens sont là pour aider à l'épanouissement de votre enfant et vous devriez vous sentir libres de les aborder. À moins d'urgence, il est toujours plus prudent, cependant, de prendre rendez-vous. Vous pouvez le faire en envoyant une note à l'école par l'intermédiaire de votre enfant ou en appelant le secrétariat.

Lorsqu'ils atteignent la 7^e ou la 8^e année, les élèves doivent commencer à réfléchir au genre de vie qu'ils veulent mener et au métier qu'ils veulent avoir. À ce niveau, les enseignants passent donc beaucoup de temps à évaluer les aptitudes et les goûts de chaque élève.

La plupart des écoles élémentaires ont des orienteurs formés tout spécialement pour étudier les bulletins scolaires des élèves et leur donner des conseils sur les cours les mieux adaptés à leurs goûts et aptitudes. Nous recommandons aux parents de discuter de ces questions avec les enseignants et les orienteurs *avant* que leurs enfants ne commencent l'école secondaire.



Écoles secondaires

Toutes les écoles secondaires de l'Ontario ont maintenant adopté un système qui permet aux élèves d'apprendre à leur propre rythme et de planifier un programme d'éducation qui répond à leurs intérêts et besoins individuels.

Le programme d'études de l'école secondaire est divisé en quatre domaines d'études:

communications
études sociales et du milieu
sciences pures et appliquées
arts

À l'intérieur de ces quatre domaines d'études, la plupart des écoles offrent un vaste choix de cours parmi lesquels les élèves peuvent choisir (bien que différentes matières puissent être offertes dans différentes écoles).

Afin d'être sûr que votre enfant ait une éducation équilibrée, on exige qu'il obtienne au moins trois crédits dans chacun des quatre domaines d'études mentionnés plus haut.

Tout élève doit obtenir un minimum de quatre crédits en étude de l'anglais et de deux crédits en études canadiennes afin de recevoir un diplôme d'études secondaires.

Un crédit équivaut à 110 ou 120 heures d'études scolaires. On obtient un crédit pour la plupart des cours. Certains, cependant, donnent droit à plus d'un crédit ou à moins d'un crédit.

Diplômes d'études secondaires

Les écoles secondaires de l'Ontario offrent deux genres de diplômes.

Pour obtenir le diplôme d'études secondaires, l'élève doit terminer avec succès des cours valant 27 crédits. La plupart des élèves obtiennent 7 ou 8 crédits par an et terminent le cours en quatre ans.

Pour s'inscrire à la plupart des universités, l'élève doit suivre six cours supplémentaires et obtenir son diplôme supérieur d'études secondaires. La plupart des élèves obtiennent des crédits supplémentaires durant leur cinquième année d'école secondaire mais ils peuvent en obtenir quelques-uns plus tôt.

Toutes les écoles secondaires dispensent les cours mentionnés plus haut. D'autres offrent également des programmes commerciaux, techniques ou professionnels.

Certificat de formation

Il existe aussi des écoles spéciales et des classes spéciales conçues pour les élèves qui ont du mal à suivre les cours classiques. Ces écoles et classes dispensent un programme d'études commerciales ou technologiques. Les études technologiques comprennent des cours de construction, de plomberie, de dessin industriel, de photographie et de restauration. Les élèves qui ont réussi à terminer un de ces programmes obtiennent un certificat de formation.

Normalement, les diplômés de ces cours ne vont pas à l'université ou au collège. Généralement, ils commencent à travailler dès réception de leur

diplôme. Il est possible, cependant, de passer de ce genre de cours à un cours offert par une école secondaire, en étudiant, au besoin, quelques matières supplémentaires pour se rattraper.

Les parents dont les élèves s'inscrivent à un programme de ce genre devraient en parler avant l'inscription avec un orienteur ou un directeur d'école pour être sûrs que leurs enfants comprennent exactement à quoi ils s'engagent.

Enfance inadaptée

Il existe des classes spéciales pour les enfants dont les besoins ne peuvent être satisfaits dans les salles de classe normales. Il s'agit quelquefois d'enfants boiteux, partiellement sourds ou aveugles, ou qui ont des troubles de la parole, ou bien d'enfants arriérés (voir page 77), souffrant de troubles émotifs ou de la perception.

Un enfant atteint de troubles émotifs est un enfant qui trouve difficile de contrôler ses émotions ou de se concentrer; il a du mal à s'entendre avec les autres enfants ou à obéir aux règlements de l'école.

Un enfant qui souffre de troubles de la perception a du mal à distinguer les dimensions et à faire la différence entre la gauche et la droite, le haut et le bas, etc. La cause peut être physique ou émotionnelle.

On peut aider ces enfants en les plaçant dans des classes dirigées par des enseignants spécialement formés.

Cours du soir pour adultes

Bien des gens terminent leur éducation élémentaire ou secondaire en fréquentant des cours du soir à l'école la plus proche. Vous pouvez savoir si ces cours sont offerts dans votre quartier en vous renseignant auprès de l'école secondaire la plus proche.

À ceux qui ne veulent pas obtenir de diplôme d'études secondaires mais ont envie d'apprendre quelque chose d'intéressant, de nombreux conseils scolaires offrent des cours (qui ne donnent pas droit à des crédits) de sténographie, tissage, mécanique, couture, travail du métal ou cuisine. Pour plus de renseignements, veuillez écrire ou téléphoner au directeur de l'école secondaire la plus proche.

Cours par correspondance

Des cours élémentaires, secondaires et professionnels sont disponibles gratuitement aux résidents de l'Ontario (ou aux résidents de l'Ontario demeurant provisoirement en dehors de la province). Ces cours permettent aux élèves d'améliorer leurs compétences et leurs connaissances et d'obtenir un diplôme d'études secondaires ou un diplôme supérieur d'études secondaires.

Pour plus de renseignements, veuillez vous mettre en rapport avec un directeur d'école secondaire ou écrire aux:

Cours par correspondance
909, rue Yonge
Toronto (Ontario)
M4W 3G2

Écoles privées

En plus des écoles élémentaires et secondaires subventionnées, il existe un certain nombre d'écoles privées en Ontario. Ces écoles n'ont pas droit à l'assistance financière du gouvernement; leurs fonds proviennent des frais de scolarité et de dons, versés dans certains cas par des organisations religieuses. Si vous désirez une liste de ces écoles, veuillez contacter la

Direction des communications
(Communications Services Branch)
Ministère de l'Éducation
Edifice Mowat
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 1L2

Écoles professionnelles privées

Les écoles privées où l'on enseigne des métiers, par exemple, le travail de bureau, sont considérées comme des entreprises lucratives. Si les métiers qu'elles enseignent sont tenus comme tels par le ministère des Collèges et Universités, elles doivent être inscrites auprès du ministère et se conformer à certaines normes minimales.

Les employeurs préfèrent certaines écoles à d'autres. Avant de vous inscrire à une école, renseignez-vous auprès de deux ou trois employeurs éventuels pour savoir s'ils acceptent les diplômés de l'école que vous envisagez de fréquenter.

Si vous signez un contrat, chez vous, avec une école professionnelle privée, vous pouvez l'annuler dans les deux jours ouvrables qui suivent. Il suffit d'aviser l'école de votre intention par lettre recommandée. L'école vous remboursera l'argent que vous avez payé. Passé ce délai, vous pouvez annuler votre contrat n'importe quand, mais vous serez pénalisé. N'oubliez pas de lire votre contrat avant de le signer, car les sanctions que vous encourez y sont indiquées en détail, très clairement. Vous pouvez toujours vous référer à la loi intitulée "Trade School Regulation Act".

Pour tout conseil avant ou après inscription dans une école professionnelle privée, consultez le

Superviseur des écoles professionnelles privées
(Superintendent, Private Vocational Schools)
Ministère des Collèges et Universités
12e étage, Edifice Mowat
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1B9
965-5388

Enseignement postsecondaire

Il existe 16 universités en Ontario. En outre, vingt-deux collèges d'arts appliqués et de technologie dispensent des cours qui vont de quelques semaines à trois ans, dont des cours de sciences infirmières et d'apprentissage professionnel. L'Institut polytechnique Ryerson de Toronto offre une grande variété de cours allant jusqu'à quatre ans y compris des programmes conférant des grades universitaires. Le Collège des Beaux-Arts de l'Ontario de Toronto et le Collège militaire royal de Kingston offrent des cours spécialisés. Il existe des collèges de formation d'enseignants, des collèges de comptabilité, de technologie agricole et de technologie médicale.

Vous pouvez obtenir des renseignements sur l'enseignement postsecondaire en Ontario en consultant une brochure intitulée *Tour d'horizon* qui est publiée par le

Ministère des Collèges et Universités
Edifice Mowat
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1B9
Téléphone: 965-6134

Les parents et les élèves peuvent se renseigner personnellement auprès de toute école secondaire ou d'établissement d'enseignement qui les intéresse. Il suffit de demander un calendrier par écrit ou d'en consulter un dans une bibliothèque.

Les immigrants qui veulent fréquenter une école postsecondaire et qui ne parlent pas l'anglais couramment devraient lire la page 51 où on donne des renseignements sur les classes préparatoires à l'université.

Si vous avez l'intention d'aller à une école postsecondaire, inscrivez-vous de bonne heure. Il est préférable de faire une demande à plusieurs établissements en même temps au cas où vous ne seriez pas admis à l'école de votre choix.

Cours extra-muraux

Lorsqu'on travaille, il est possible de suivre, le soir, des cours menant à un grade universitaire ou à un diplôme décerné par un collège d'arts appliqués et de technologie. Les cours sont également offerts en été et suivis par bien des gens, en particulier par les enseignants. Ceux qui vivent en dehors des villes peuvent suivre des cours leur permettant d'obtenir un grade universitaire par correspondance.

Prenez des renseignements à l'université ou au collège qui vous intéresse. Les départements qui dispensent ces cours s'appellent, d'habitude, des départements d'études extra-scolaires ou des départements d'éducation permanente.

Assistance financière pour l'enseignement postsecondaire

De nombreux élèves voudraient continuer leur éducation après l'école secondaire mais ils en sont incapables pour des raisons financières. Le

ministère des Collèges et Universités de l'Ontario dispense un certain nombre de programmes qui permettent à ces élèves de poursuivre leurs études soit à plein temps soit à temps partiel, à l'aide de prêts et de bourses.

Pour obtenir des détails sur ces programmes, renseignez-vous auprès du directeur de l'école ou contactez la

Direction de l'aide financière aux étudiants
(Students' Awards Branch)
Ministère des Collèges et Universités
Edifice Mowat, Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 2B4
Téléphone: (416) 965-5241

Bibliothèques municipales

Les bibliothèques municipales du Canada sont gratuites. Non seulement elles prêtent des livres au public mais elles donnent des renseignements de toutes sortes. Elles ont de nombreux programmes intéressants dont le type et la variété dépendent de l'importance de la ville et de l'intérêt de la population. Elles dispensent des classes en arts, art dramatique, musique ou français parlé. Elles montrent quelquefois des films éducatifs, montent des expositions artistiques, organisent des heures pour enfants ou louent des disques en vue de l'apprentissage des langues.

Demandez à votre bibliothèque les grandes lignes de son programme. Vous trouverez le nom des bibliothèques dans votre annuaire de téléphone sous "Public Libraries".

Les services de santé

	page
Assurance-maladie	63
Paielement de la prime	63
Exonération de la prime	63
Renseignements supplémentaires	64
Assurance-maladie temporaire	64
En cas d'urgence	64
Le médecin de famille	64
Un service de consultations externes	65
Services de santé publique	65
Les infirmières de la santé publique	66
Vaccinations	66
Les centres de soins pédiatriques	67
Les soins dentaires	67
Natalité dirigée (mesures contraceptives)	67
Les infirmières volantes	67
Les soins à domicile	67
Les maisons de convalescence	68
Régime de médicaments gratuits pour les personnes âgées	68
La santé mentale	69
Alcoolisme et toxicomanie	69

Les services de santé

Assurance-maladie

Dès votre arrivée, inscrivez-vous au Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP). Si vous n'avez pas d'assurance, les frais médicaux peuvent se monter à des centaines et même à des milliers de dollars. Toutes les personnes domiciliées en Ontario, y compris les personnes admises légalement à titre d'immigrants, peuvent s'inscrire au Régime, indifféremment de l'âge, de l'état de santé ou des moyens financiers. Les touristes et les visiteurs en Ontario n'y sont pas admissibles.

Si vous arrivez par avion, on vous remettra, probablement, un formulaire de demande à l'aéroport. Si on ne vous en a pas donné, adressez-vous à une banque ou à un hôpital. Si vous faites votre demande dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent votre arrivée, votre assurance commence à partir du premier du mois qui suit la date de réception de votre demande et du paiement de la prime. Si vous attendez et faites votre demande après trois mois, votre assurance ne commencera qu'après une autre période de trois mois.

Païement de la prime

Si l'on considère tous les services qui sont offerts par cette assurance, le coût n'est pas très élevé. Le Régime paie 90% des tarifs recommandés par l'Association médicale de l'Ontario. Il y a des médecins qui ne participent pas au Régime et demandent des honoraires plus élevés, mais ils sont tenus de vous en aviser avant de commencer le traitement. Certains employeurs paient la prime entière pour leurs employés, d'autres en paient une partie et déduisent la différence de la paie. Dans tous les autres cas, vous devez faire vos paiements directement au Régime une fois tous les trois mois.

Exonération de la prime

Les Ontariens âgés de 65 ans ou plus peuvent faire une demande d'exonération de la prime d'assurance s'ils sont domiciliés en Ontario depuis au moins un an avant la date de la demande. Ceux qui viennent d'arriver en Ontario et qui appartiennent au même groupe d'âge doivent payer la prime de la première année afin d'être couverts par l'assurance pendant cette année.

Tous les Ontariens, dont le revenu est tellement bas qu'ils ne paient pas d'impôt sur le revenu, peuvent faire une demande d'assistance et d'exonération de la prime après un an de séjour dans la province.

Renseignements supplémentaires

Il s'agit là d'un régime d'assurance procuré par le gouvernement. Les formulaires de demande s'obtiennent dans un hôpital, un bureau de poste ou une banque. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à un médecin ou à une infirmière de la santé publique. Ecrivez ou téléphonez au Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP). Vous trouverez dans l'annuaire de téléphone, les indications voulues sous "Gouvernement de l'Ontario, Ministère de la Santé" (Government of Ontario, Ministry of Health).

Assurance-maladie temporaire

Si vous avez des amis ou des parents domiciliés dans d'autres pays qui viennent en visiteurs, ils devraient essayer d'obtenir une assurance-maladie pour la durée de leur séjour parce qu'ils ne sont pas admissibles au Régime OHIP. Dans certains cas, ils peuvent souscrire une assurance dans le pays où ils sont domiciliés au moment où ils achètent leurs billets. S'ils n'ont pas pris cette précaution, ils devraient souscrire une assurance dès leur arrivée en Ontario.

La "Ontario Blue Cross", un organisme à but non lucratif, offre ce genre d'assurance temporaire et émet des polices en vigueur n'importe où au Canada ou aux Etats-Unis. On peut obtenir des brochures en français et en anglais décrivant les services offerts par cet organisme aux aéroports, hôpitaux ou bureaux locaux de la "Ontario Blue Cross" dans les villes et villages d'une certaine importance. Vous trouverez l'adresse de cet organisme dans votre annuaire de téléphone sous "O" ou sous "B" ou vous pouvez vous mettre directement en rapport avec la

Ontario Blue Cross
170, Ferrand Drive
Don Mills (Ontario)
M3C 1H6
Téléphone: 429-2661

En cas d'urgence

En cas d'urgence, accident ou maladie nécessitant des soins médicaux, appelez le numéro indiqué au début de l'annuaire de téléphone (Emergency) ou composez le "O" pour obtenir la téléphoniste. Si c'est nécessaire, allez au service des urgences d'un hôpital (voir page 28).

Le médecin de famille

Dès que vous le pouvez, mettez-vous en quête d'un médecin qui s'occupera de toute la famille; une fois qu'il aura fait connaissance avec elle, il sera mieux équipé pour vous soigner. Si vous avez besoin de ses services, vous pourrez, sans doute, le voir plus tôt que si vous vous adressez à un médecin qui ne vous connaît pas du tout. Si vous préférez trouver un médecin qui parle votre langue, adressez-vous à votre consulat ou à des compatriotes ou renseignez-vous auprès du centre d'information communautaire.

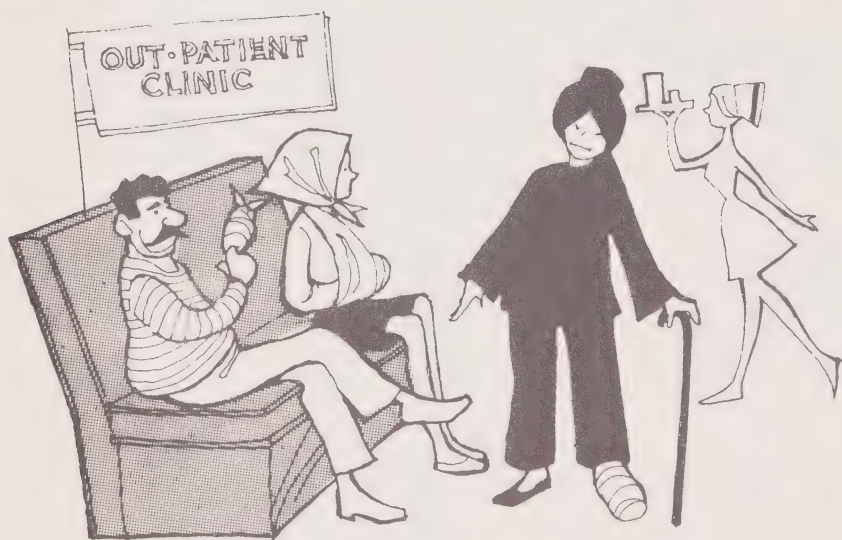
Un service de consultations externes

Si vous n'avez pas de médecin, vous pouvez vous présenter à un service de consultations externes d'un hôpital. Votre assurance médicale paiera la visite comme une visite au bureau de consultations d'un médecin, mais ce ne sera peut-être pas toujours le même médecin qui s'occupera de vous.

Les personnes qui reçoivent des prestations d'assistance sociale ou des prestations familiales (ne pas confondre avec allocations familiales) reçoivent ces soins gratuitement (voir Services sociaux, page 76). Si vous n'avez pas d'assurance et que vous ne recevez pas de prestations d'assistance sociale, vous devez payer vos factures.

Au service des consultations externes, on doit souvent attendre longtemps. Si vous ne pouvez pas vous faire comprendre, faites-vous accompagner d'un interprète si possible. Ces services sont répartis selon les soins à donner: il y a le service de traitement des maladies vénériennes, de l'alcoolisme, de la toxicomanie et autres.

Dans la plupart des grands hôpitaux publics, on trouvera des services de "médecine familiale". Les familles inscrites s'y rendent régulièrement.



Services de santé publique

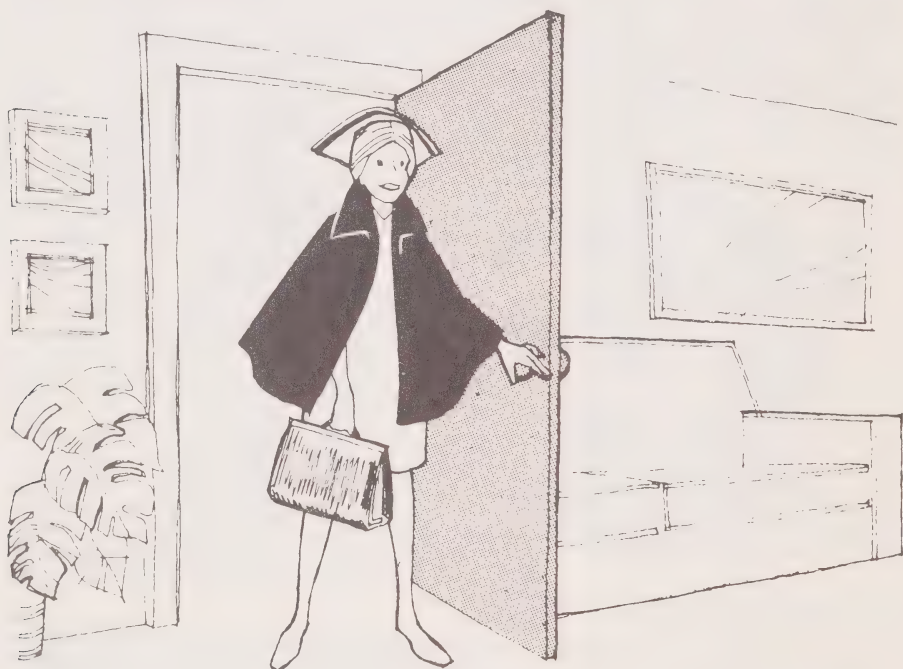
Toutes les municipalités de l'Ontario ont un service de la santé publique ou une unité sanitaire. Leur responsabilité est de prévenir les maladies, c'est-à-dire de veiller à sauvegarder la santé de la population. Dans les villes, ils ont des bureaux locaux où n'importe qui peut se présenter; on peut aussi téléphoner pour obtenir des renseignements. Certaines unités sanitaires publient des brochures en plusieurs langues décrivant leurs services. Demandez au directeur de l'école ou au centre d'information communautaire l'adresse du bureau de la santé publique le plus proche ou consultez l'annuaire de téléphone, sous le nom de la municipalité dans laquelle vous habitez.

Les infirmières de la santé publique

Des infirmières qui s'occupent de la population locale font partie du personnel des services de la santé publique. Un appel téléphonique au conseil sanitaire ou à l'unité sanitaire locale suffit pour qu'une infirmière de la santé publique se porte à votre aide. Si vous avez un problème, dites-le-lui, elle saura ce qu'il faut faire pour le résoudre. Comme elle est en contact avec d'autres organismes communautaires, elle peut s'adresser à eux en votre nom.

La formation d'une infirmière de la santé publique touche de nombreux domaines; elle peut vous conseiller sur la vie familiale, l'éducation, la nutrition, les mesures de sûreté, les soins de propreté, l'abus de l'alcool et des médicaments, la croissance, le développement des enfants et les méthodes anticonceptionnelles.

Dans la plupart des localités, les infirmières de la santé publique visitent les écoles. Elles vaccinent, donnent des tests de l'audition et de la vision et des conseils sur l'hygiène. Parfois, quand les membres d'une famille ont du mal à s'entendre entre eux, elles donnent des conseils qui les aident à vivre ensemble plus harmonieusement.



Vaccinations

Il existe d'excellents services de vaccination qui sont parfois gratuits. Les médecins et les infirmières de la santé publique vaccinent, dans les dispensaires ou dans les écoles, contre la rougeole, la diphtérie, la poliomyélite et la rubéole (German measles). Les parents sont avisés des jours où les séances de vaccination ont lieu, et leurs enfants ne peuvent être vaccinés sans leur

consentement écrit. Les bébés et les enfants d'âge préscolaire peuvent également être vaccinés à un dispensaire public.

Les radiographies des poumons sont gratuites. Demandez à votre médecin ou au bureau de la santé publique où vous pouvez vous adresser dans la localité que vous habitez.

Les centres de soins pédiatriques

Les services de la santé publique ont également sous leur responsabilité des centres de soins pédiatriques. Souvent, on les appelle les “well-baby clinics” — des séances ont lieu une ou deux fois par mois, généralement dans une école ou dans une salle paroissiale. Les mamans amènent leurs bébés et les enfants d'âge préscolaire. Renseignez-vous auprès du bureau de la santé publique ou au centre d'information communautaire.

Les soins dentaires

Le Régime OHIP ne paie pas les soins dentaires comme les soins médicaux. Si vous allez chez un dentiste, il vous facture directement et ses honoraires sont généralement très élevés.

Il est bon d'avoir un dentiste que vous irez voir régulièrement. Si en cas d'urgence vous ne pouvez rejoindre votre dentiste ou qu'il ne peut vous donner un rendez-vous assez tôt, présentez-vous au service des urgences d'un hôpital. En fin de semaine, appelez le numéro d'urgence qui se trouve au début de l'annuaire de téléphone (Emergency) et demandez de l'aide.

Natalité dirigée (mesures contraceptives)

Parmi les services d'un grand nombre d'hôpitaux publics, il y a un service de natalité dirigée. Les renseignements sur les méthodes contraceptives sont donnés aux hommes et aux femmes et, le cas échéant, on leur remettra une ordonnance. Téléphonnez à l'hôpital de votre localité et demandez s'il y a un service de natalité dirigée (family planning ou birth control). Vous pouvez également demander à l'infirmière de la santé publique de vous renseigner.

Les infirmières volantes

Les infirmières volantes soignent des malades qui sont chez eux et qui n'ont pas besoin de soins tout le temps. L'infirmière viendra, par exemple, changer un pansement, conseiller une maman qui vient d'avoir un nouveau-né, donner une piqure et toutes sortes d'autres soins infirmiers. Les honoraires dépendent des moyens financiers de la famille.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les services de ces infirmières volantes, demandez à votre médecin ou cherchez dans l'annuaire de téléphone l'adresse des “Victorian Order of Nurses” ou “St. Elizabeth Visiting Nurses Association”.

Les soins à domicile

Les malades qui n'ont pas besoin d'être hospitalisés ou de séjourner dans une maison de convalescence, peuvent se faire soigner chez eux ou même faire de la physiothérapie à domicile. Ces services sont offerts par le Régime

d'assurance-maladie OHIP (voir page 63) aux assurés et aux personnes à charge mais il faut que les soins aient été prescrits par un médecin. Tout assuré et les personnes à sa charge peuvent bénéficier de ces services, peu importe depuis quand ils sont domiciliés en Ontario.

Les maisons de convalescence

Les maisons de convalescence sont établies par des entreprises privées ayant obtenu un permis du ministère de la Santé de l'Ontario. Ces établissements doivent se soumettre aux inspections de ce ministère. Le Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP) paie une grande part des frais d'une maison de convalescence lorsqu'un malade a besoin d'au moins 1½ heure de soins infirmiers tous les jours. Pour pouvoir bénéficier de ces services, il faut qu'ils aient été recommandés par un médecin, que vous soyez un assuré du Régime OHIP ou une personne à sa charge et que vous ayez été domicilié en Ontario pendant au moins 12 mois à la date de votre demande.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au centre d'information communautaire ou à une maison de convalescence. Vous trouverez la liste des maisons de convalescence dans les Pages Jaunes de l'annuaire de téléphone sous "Nursing Homes".

Régime de médicaments gratuits pour les personnes âgées

Grâce au Régime de médicaments gratuits, les personnes âgées peuvent se procurer gratuitement plus de 1,500 produits de prescription dont la qualité a été rigoureusement contrôlée. Il faut que l'ordonnance ait été rédigée par un médecin ou un dentiste et il faut vous procurer les médicaments en Ontario.

Si vous avez 65 ans ou plus et que vous êtes domicilié en Ontario depuis 12 mois, vous êtes admissible au Régime de médicaments gratuits. Une carte de personne âgée, portant un numéro, est la preuve de votre admissibilité au Régime. Pour de plus amples renseignements concernant cette carte, voir page 85.

Vous recevrez automatiquement la carte de personne âgée qui, en même temps, est votre carte d'admissibilité au Régime de médicaments gratuits, si vous recevez la pension de la Sécurité de la vieillesse du gouvernement fédéral ou une aide financière qui vous est accordée en vertu du Régime de revenu annuel garanti (GAINS). (Voir page 81.)

Si vous ne recevez pas la pension de la Sécurité de la vieillesse, ou l'aide financière du Régime GAINS, vous devez faire une demande pour pouvoir bénéficier du Régime de médicaments gratuits de l'Ontario. Les formulaires de demande s'obtiennent dans les pharmacies ou en écrivant au

Ministère de la Santé
Régime de médicaments gratuits
(Drug Benefit)
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 2S3

La santé mentale

Un grand nombre de personnes ont des problèmes et elles ont besoin d'en parler à quelqu'un, sans quoi, ces problèmes peuvent mener à une maladie mentale. De nos jours, les connaissances médicales sur les maladies mentales ont fait de grands progrès et on sait aussi mieux traiter ce genre de maladie. Il faut chercher de l'aide avant que la maladie ne devienne trop grave.

Il existe également des services spéciaux de traitement des enfants et adolescents qui souffrent de problèmes émotifs ou de comportement.

Adressez-vous à votre médecin pour obtenir des renseignements, à un hôpital ou à l'Association canadienne pour la santé mentale (Canadian Mental Health Association). Cette association bénévole a été fondée dans le seul but d'informer ceux qui ont besoin d'aide et où ils pourront la trouver. Cherchez dans votre annuaire de téléphone l'adresse de la filiale la plus proche de votre localité.

Alcoolisme et toxicomanie

L'abus de boissons alcooliques et de drogues et leurs effets nocifs sont des problèmes de plus en plus inquiétants. Pour lutter contre ceux-ci, la Fondation de recherches sur l'alcoolisme et la toxicomanie (Addiction Research Foundation), un organisme relevant du gouvernement de l'Ontario, a établi 33 centres dans les villes les plus importantes de la province. Ceux qui ont besoin d'aide devraient s'adresser au centre le plus proche. Les adresses se trouvent dans les annuaires de téléphone. Si vous ne savez pas comment entrer en contact avec la Fondation, demandez à votre médecin ou à votre infirmière de la santé publique. L'adresse du bureau principal de la Fondation est la suivante:

Fondation de recherches sur l'alcoolisme et
et la toxicomanie
(Addiction Research Foundation)
33, rue Russell
Toronto
M5S 2S1
Téléphone: 595-6000

Les services sociaux

	page
Les services à l'enfance et à la jeunesse	71
Allocations familiales	71
Les Sociétés d'aide à l'enfance	72
Les services aux enfants et à leur famille	72
L'adoption	72
Les couples non mariés	72
Les foyers qui accueillent les enfants et les adolescents	73
Les garderies (écoles maternelles)	73
Les organismes bénévoles pour la jeunesse	74
Les services offerts aux familles et aux adultes non mariés	75
L'assistance sociale générale	75
Immigrants désignés ou parrainés	75
Prestations familiales	76
Réadaptation professionnelle	76
Services de réadaptation — organismes bénévoles	77
Les arriérés mentaux	77
Logements à loyer modéré (voir page 94)	
Tribunal familial (voir page 116)	
Assistance juridique (voir page 117)	
Organismes bénévoles	78
Aide sociale aux familles	78
Aide familiale	78
Les infirmières volantes (voir page 67)	
Autres organismes communautaires	79
Services aux personnes âgées	79
Pension de la Sécurité de la vieillesse	79
Le Supplément de revenu garanti	80
Le Régime de revenu annuel garanti (GAINS)	81
Le Régime de pensions du Canada	82
Cotisations	82
Pension de retraite	83
Pension d'invalidité	83
Prestations aux survivants	83
Logements à loyer modéré	83
Foyers pour personnes âgées (Senior Citizens' Homes)	83
Maisons de convalescence (voir page 68)	
Centres de loisirs pour personnes âgées	84
Les clubs sociaux pour les personnes âgées	85
Carte de personne âgée (Senior Citizens Privilege Card)	85

Les services sociaux

De nombreux services d'aide sociale ont été créés pour aider les familles et les particuliers qui ont besoin de renseignements, conseils, aide financière et autre assistance.

La plupart des programmes que nous décrivons dans ce chapitre, s'adressent à la collectivité en général. Ils sont fournis par le gouvernement fédéral, provincial ou municipal. Ce chapitre contient aussi des renseignements sur les organismes bénévoles les mieux connus (voir page 74), mais les services qu'ils procurent varient d'une localité à l'autre. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à un centre d'information communautaire ou à l'infirmière de la santé publique.

Les services à l'enfance et à la jeunesse

Allocations familiales

Le gouvernement fédéral verse des allocations mensuelles à un citoyen canadien ou un immigrant reçu pour chaque enfant jusqu'à ce qu'il ait dix-huit ans. Ces allocations sont imposables.

Les familles d'immigrants peuvent faire une demande d'allocations dès leur arrivée ou aussitôt après la naissance du premier enfant. Il faut envoyer les demandes le plus tôt possible parce que le premier versement dépend de la date de réception de la demande.

Les formulaires de demande peuvent s'obtenir au port d'entrée ou à un bureau de poste. Avec le formulaire de demande, il faut envoyer un document qui porte la date de naissance de l'enfant, la date d'arrivée des parents au Canada et la date d'arrivée de l'enfant au Canada. Ce renseignement se trouve sur la carte de l'immigration, le visa ou le passeport. Il ne faut pas envoyer les visas ou les passeports avec votre demande d'allocations, vous en aurez besoin à d'autres fins. Faites faire des photocopies et envoyez-les par la poste au

Directeur régional des allocations familiales
(Regional Director of Family Allowances)
Case postale 6000
Succursale Q
Toronto (Ontario) M4T 2P6

Si vous avez besoin de renseignements supplémentaires, vous pouvez écrire, téléphoner ou aller au bureau qui se trouve au 780, Don Mills Road (édifice Foresters, 5e étage), Toronto (Ontario) M3C 1T5 (téléphone: 423-6900).

Les Sociétés d'aide à l'enfance

Les Sociétés d'aide à l'enfance sont des organismes subventionnés par le gouvernement qui veillent à l'application des lois concernant les enfants et leur famille, l'adoption et les services aux parents qui ne sont pas mariés. Dans les villes plus importantes de l'Ontario, ces Sociétés disposent d'un personnel qui parle plusieurs langues.

Il y a aussi des Sociétés catholiques d'aide à l'enfance qui travaillent avec des familles catholiques. Elles aussi sont subventionnées par le gouvernement. Les deux Sociétés d'aide à l'enfance fonctionnent à peu près de la même façon et travaillent étroitement ensemble.

Les services aux enfants et à leur famille

Un des buts principaux des Sociétés d'aide à l'enfance est d'empêcher les ruptures au sein d'une famille. Elles conseillent la famille et lui procurent d'autres services, y compris des programmes éducatifs sur les moyens de créer un milieu familial sain.

Il arrive que la Société prenne soin des enfants temporairement, pendant quelques semaines ou quelques mois, parce que les parents sont malades et qu'il n'y a personne pour s'occuper d'eux; quelquefois, pour donner le temps aux parents d'améliorer la situation familiale.

Une autre fonction de ces Sociétés est de protéger les enfants maltraités ou négligés. Lorsque la Société apprend qu'un enfant a été maltraité ou négligé, une visiteuse passe voir la famille et fait son possible pour remédier à la situation. Ce n'est que dans les cas très graves qu'on enlève les enfants aux parents.

Les enfants qui sont à la garde d'une Société d'aide à l'enfance sont placés dans des foyers, et le milieu est choisi en fonction du caractère et du tempérament de l'enfant. Si les enfants sont des pupilles de la Couronne (ils n'ont pas de tuteur légal), la Société s'occupe de les faire adopter.

L'adoption

Si vous désirez adopter un enfant qui se trouve en Ontario ou ailleurs, les formalités concernant l'adoption se font par l'intermédiaire de ces Sociétés. Pour s'assurer que ces enfants sont placés dans de bons foyers, les Sociétés s'occupent de toutes les formalités légales et pendant un certain temps elles continuent à surveiller l'enfant et à conseiller les parents adoptifs.

Il n'y a pas d'orphelinat en Ontario. Les orphelins sont placés dans des foyers sous la surveillance des Sociétés d'aide à l'enfance qui s'occupent aussi de les faire adopter.

Les couples non mariés

La Société d'aide à l'enfance aide les couples non mariés qui s'adressent à elle et donne des conseils qui les concernent ainsi que l'enfant.

Si le père ou la mère décide de garder l'enfant naturel mais ne peut pas s'en occuper tout de suite après sa naissance, la Société d'aide à l'enfance en prend soin temporairement et aide la mère ou le père à prendre les dispositions permanentes nécessaires pour l'élever.

Tous renseignements sur le père ou la mère d'un enfant naturel ou sur l'adoption sont gardés strictement confidentiels par les Sociétés d'aide à l'enfance. Vous trouverez dans l'annuaire de téléphone l'adresse et le numéro de la Société qui se trouve dans votre municipalité.

Les foyers qui accueillent les enfants et les adolescents

Il existe de nombreux foyers qui accueillent les enfants et les adolescents qui ne peuvent demeurer chez eux. Il s'agit parfois d'une situation pénible, temporaire, qui s'est développée, et parfois d'enfants ou d'adolescents qui présentent des problèmes de comportement. Il y a aussi des foyers de maternité où les mères non mariées peuvent vivre avant et après la naissance du bébé et où elles sont conseillées par un personnel qualifié. Il y a aussi des foyers qui accueillent les enfants arriérés et les délinquants.

Pour obtenir des renseignements sur ces foyers, adressez-vous au centre d'information communautaire ou à une infirmière de la santé publique ou consultez l'annuaire des services communautaires à la bibliothèque.

Les garderies (écoles maternelles)

Une garderie est un établissement qui accueille, de jour, des enfants entre deux et cinq ans. Certaines garderies prennent des bébés de moins de deux ans et s'occupent des enfants jusqu'à l'âge de dix ans, en dehors des heures de classe, pendant l'heure du déjeuner, avant et après les heures d'ouverture de l'école. Dans la plupart des cas, ces garderies sont ouvertes du lundi au vendredi, de 7 heures du matin à 6 heures du soir.



Les garderies ont été établies pour aider les mamans qui travaillent, et quelques-unes se chargent de l'apprentissage par le jeu des enfants.

L'administration d'une garderie est assurée parfois par la municipalité, parfois par un organisme bénévole; mais il y a aussi des garderies établies par des entreprises privées. Les parents qui n'ont pas les moyens de payer entièrement les frais de garderie peuvent s'adresser au gouvernement pour obtenir de l'aide financière quand les enfants sont placés dans des garderies subventionnées par le gouvernement, ou des garderies gérées par certains organismes ou particuliers reconnus par la municipalité.

Les garderies se trouvent parfois dans un centre communautaire, une église, une école ou une maison privée; ces établissements doivent satisfaire les règlements de sécurité en général et en cas d'incendie, d'hygiène et disposer d'un personnel pédagogique qualifié.

Les parents nécessiteux peuvent obtenir une aide financière lorsque les enfants vont à une garderie dans une maison privée sous le contrôle de la municipalité.

On ne peut ouvrir une garderie sans un permis. Toutes les garderies sont contrôlées par le ministère des Services sociaux et communautaires, Unité des garderies. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à l'infirmière de la santé publique, à la garderie même, au service d'assistance sociale de la municipalité, à l'école ou au centre d'information communautaire.

Les organismes bénévoles pour la jeunesse

Nous ne pouvons décrire, dans cette brochure, tous les organismes pour la jeunesse. Certains d'entre eux, comme les scouts et les guides, sont déjà connus d'un grand nombre d'immigrants.

Les centres "Y" ont également des succursales dans un grand nombre de pays, mais les programmes diffèrent d'un pays à l'autre. La lettre "Y" s'emploie couramment pour désigner les organismes dont les sigles anglais sont Y.M.C.A. (Young Men Christian Association), Y.W.C.A. (Young Women Christian Association), Y.M.H.A. (Young Men Hebrew Association) et Y.W.H.A. (Young Women Hebrew Association). Ces organismes offrent une vaste gamme de programmes sociaux et culturels pour adultes et jeunes gens. Habituellement, il faut payer la cotisation d'adhésion et ensuite des droits d'inscription aux cours. Ces centres "Y" offrent aux immigrants des cours d'anglais, qui sont généralement gratuits, et organisent des clubs à l'intention spéciale des immigrants.

Il y a également les organismes "Grand Frère" (Big Brother) et "Grande Soeur" (Big Sister), où de jeunes adultes servent de "grand frère" ou de "grande soeur" à des enfants plus jeunes qui manifestent des troubles d'adaptation ou souffrent de problèmes émotifs, et qui ont besoin d'attention particulière et d'être guidés par un adulte. Les Grands Frères et les Grandes Soeurs sont des bénévoles.

Les églises et les organisations ethniques ont des clubs qui organisent des soirées récréatives pour les jeunes, qui sont ouverts à tous.

Les services offerts aux familles et aux adultes non mariés

L'assistance sociale générale

Si un travailleur tombe malade ou perd son emploi et qu'il a épuisé ses prestations d'assurance-chômage, il arrive un moment où il n'a plus d'argent pour acheter de la nourriture ou pour payer le loyer. Qu'il s'agisse d'une personne seule ou d'une famille, on peut faire une demande d'aide au service d'assistance sociale de la municipalité.

Le montant des prestations d'assistance sociale varie selon les cas, et chaque cas est étudié individuellement pour déterminer d'abord si le besoin existe et, ensuite, établir le montant des prestations. S'il s'agit d'une urgence, le service procurera à une famille assez d'argent pour qu'elle puisse acheter assez de nourriture pour traverser cette période de crise. Dans certains cas, la famille recevra assez d'argent pour acheter de la nourriture, payer le loyer et autres dépenses de première nécessité pendant des périodes variant de quelques semaines à quelques mois.

Le montant des prestations varie selon que la famille dispose d'un revenu quelconque, du nombre de personnes dans la famille, de l'âge des enfants. Au moment de l'envoi du premier chèque, la famille est également inscrite à l'assurance-maladie. Certaines municipalités procurent, en outre, les soins dentaires et d'oculiste, les appareils orthopédiques, les médicaments sur ordonnance, des indemnités de déménagement et autres.

Si une famille ou une personne a besoin d'aide pour une période prolongée à cause de l'invalidité du soutien de famille ou autres motifs comme, par exemple, le décès ou l'âge avancé du soutien de famille, l'aide est alors accordée en vertu du Régime de prestations familiales (voir page 76).

Immigrants désignés ou parrainés

Si vous êtes venu au Canada grâce à des membres de votre famille déjà ici, ils ont signé une formule garantissant que vous n'aurez pas besoin de soutien financier du gouvernement pendant cinq ans. Si vous êtes une personne âgée ou si vous êtes incapable de travailler, la durée est toute votre vie ou jusqu'au moment où vous obtenez la pension de la Sécurité de la vieillesse (voir page 79).

Bien entendu, ceux qui vous ont parrainé sont tenus de respecter leur promesse, mais si le chef de famille qui vous a parrainé tombe malade ou est en chômage pendant longtemps, il ne lui est plus possible de subvenir à vos besoins, vous pouvez alors vous adresser au service d'assistance sociale. Emportez avec vous votre passeport, votre carte d'immigrant reçu et faites-vous accompagner par un interprète si nécessaire. Pour être en mesure de décider si oui ou non vous êtes admissible à une aide financière du service d'assistance sociale, le personnel doit discuter de votre cas avec le ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration.

Le bureau de l'assistance sociale figure dans l'annuaire du téléphone sous le nom de la municipalité dans laquelle vous habitez. Il peut également être indiqué sous "Ministère des Services sociaux" ou "Department of Social Services".

Si votre demande est refusée ou si vos allocations sont diminuées, vous pouvez interjeter appel auprès de la Commission d'appel sur les prestations sociales. Demandez au travailleur social ou au bureau de l'assistance sociale de vous remettre un formulaire de demande.

Prestations familiales

Si vous êtes dans le besoin et que vous ne pouvez subvenir à votre entretien et celui de votre famille, et que cette situation menace de durer, il est possible que vous soyez admissible à une aide financière du gouvernement de l'Ontario en vertu du Régime de prestations familiales dont l'administration relève du ministère des Services sociaux et communautaires. Les bénéficiaires de cette aide financière sont généralement en chômage à cause de l'âge, souffrent d'un handicap physique ou d'une maladie, ou ne peuvent travailler parce qu'il faut s'occuper des enfants.

Les avantages du Régime comprennent l'assurance-maladie et l'hospitalisation gratuite. D'autres avantages sont parfois accordés, par exemple, soins dentaires, soins d'un opticien, les médicaments prescrits par un médecin, les appareils orthopédiques et des indemnités de déménagement. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au bureau d'assistance sociale ou à un agent de l'assistance sociale. Les aveugles et invalides domiciliés en Ontario, âgés de moins de 65 ans, peuvent recevoir une aide financière en vertu du Régime de revenu annuel garanti (GAINS), dans certaines conditions (voir page 81).

Si vous vous trouvez en difficulté, adressez-vous à un service communautaire qui vient en aide aux immigrants.

Si votre demande est refusée, on vous en donnera la raison par écrit et on vous dira comment vous pouvez faire appel si vous le désirez.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au bureau de district du ministère des Services sociaux et communautaires. Vous trouverez dans l'annuaire de téléphone les 21 bureaux qui se trouvent en Ontario indiqués sous "Gouvernement de l'Ontario" ou "Government of Ontario". Il s'agit de bureaux régionaux du

Ministère des Services sociaux
et communautaires
Edifice Hepburn
Queen's Park
Toronto (Ontario)
Téléphone: 965-7252

Réadaptation professionnelle

Le gouvernement de l'Ontario offre un certain nombre de services gratuits qui préparent les personnes qui souffrent d'une infirmité physique ou mentale, à un emploi. Entre autres, il y a les services d'évaluation en vue de la réadaptation professionnelle et d'un emploi. Le cas échéant, ces services s'occupent de la formation des handicapés, de les placer dans des pensions et de leur fournir des prothèses.

Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir de l'aide, adressez-vous au bureau de district du ministère des Services sociaux et com-

munautaires. Votre médecin ou l'infirmière de la santé publique sont également en mesure de vous aider.

Services de réadaptation - organismes bénévoles

Il se peut que des services de réadaptation organisés par des bénévoles existent dans votre localité. Adressez-vous à l'infirmière de la santé publique ou au centre d'information communautaire pour de plus amples renseignements.

Les arriérés mentaux

Certaines personnes naissent avec des facultés mentales inférieures à la normale. Ces sujets apprennent plus lentement, certains souffrent en plus d'un handicap physique. On les appelle les "arriérés mentaux" pour les distinguer des "malades mentaux".

Certains arriérés mentaux peuvent demeurer chez eux ou vivre au sein de la communauté. Souvent, ils ont besoin d'une formation et de soins spéciaux. Il y a donc:

pour les arriérés mentaux jusqu'à dix-huit ans, des centres de surveillance de jour, d'apprentissage et de réadaptation. Ces centres s'occupent de développer les capacités d'un arriéré mental au point où il peut vivre à la maison ou au sein de la communauté. Certaines écoles ont des classes qui aident ces enfants. (Voir Enfance inadaptée, page 57).

Des ateliers "protégés" qui éduquent les arriérés mentaux et leur procurent un emploi dans un milieu protégé qui peut conduire à un emploi salarié.

Une aide financière aux arriérés mentaux de plus de 18 ans, pour leur permettre de vivre au sein de la communauté.

Des foyers où les arriérés mentaux sont surveillés et reçoivent des soins spécialisés et participent à des activités de loisirs.

Tous ces programmes communautaires ont le but d'aider les arriérés mentaux à vivre d'une façon "normale" et de faire comprendre à la population locale les problèmes de ces handicapés. (Il n'y a que les débilés profonds qui doivent être placés dans des institutions spéciales.)

Les parents d'enfants arriérés se joignent souvent à des associations qui les aident à comprendre leurs enfants et comment ils peuvent faire face au problème tel qu'il se présente, et à l'avenir.

Pour obtenir des renseignements concernant les programmes offerts dans votre localité, adressez-vous à l'infirmière de la santé publique, au directeur d'école, aux établissements locaux pour les arriérés mentaux ou au bureau local du ministère des Services sociaux et communautaires que vous trouverez dans l'annuaire de

téléphone sous "Gouvernement de l'Ontario, Ministère des Services sociaux et communautaires" ou "Government of Ontario, Ministry of Community and Social Services".

Logements à loyer modéré (voir page 94)

Tribunal familial (voir page 116)

Assistance juridique (voir page 117)

Organismes bénévoles

Aide sociale aux familles

Les organismes d'aide sociale aux familles emploient des travailleurs sociaux qualifiés qui donnent des conseils aux familles et aux particuliers sur des problèmes personnels ou familiaux, comme par exemple, des difficultés matrimoniales et financières. Il s'agit là d'organismes bénévoles. Les Sociétés d'aide à l'enfance et les services d'assistance sociale générale offrent également l'aide aux familles.

Tout le monde peut bénéficier de ces services. Ces organismes disposent d'un personnel multilingue, mais ne sont pas toujours en mesure d'aider tous les immigrants.

Vous les trouverez dans l'annuaire de téléphone sous "Family Counseling" ou "Family Service". Il y a des organismes bénévoles catholiques que vous trouverez dans l'annuaire sous "Catholic Family Services", des organisations juives sous "Jewish Family and Child Service" ou "Jewish Immigrant Aid Services".

Aide familiale

Si le père ou la mère est hospitalisé, ou doit s'éloigner du foyer pour une raison quelconque, dans les villes et villages d'une certaine importance, on peut se procurer les services d'une aide familiale. Elle s'occupe du foyer pendant que le père ou la mère, selon le cas, est au travail. Une personne âgée, malade ou en convalescence, peut également, dans certaines villes, faire appel aux services d'une aide familiale. Les services à temps partiel, d'une aide familiale, permettent aussi aux personnes âgées de continuer à vivre chez elles.

Malheureusement, ces aides familiales sont peu nombreuses et c'est pourquoi ce service n'est offert que dans les cas de nécessité pressante. Le montant des honoraires dépend de la situation financière de la famille; si elle est vraiment nécessiteuse, la municipalité lui viendra en aide. L'aide familiale demandera à être renseignée sur le revenu dont dispose la famille concernée afin que la municipalité puisse décider du montant à payer.

Si ce service existe dans votre localité, il est indiqué dans l'annuaire de téléphone sous "Homemaker" ou "Canadian Red Cross" ou "Croix-Rouge canadienne".

Les infirmières volantes (voir page 67)

Autres organismes communautaires

Il est impossible de donner ici la liste de tous les organismes communautaires qui offrent de l'aide aux familles. Certains ont été mis sur pied par les immigrants pour aider leurs compatriotes. Il y a aussi des "centres d'accueil" pour aider les nouveaux venus dans une ville, et des "centres de dépannage" dans les quartiers où il y a beaucoup d'immigrants, qui s'occupent des familles.

Au sein d'une communauté, on trouvera que pour répondre à certains besoins sociaux, des particuliers ont formé des associations. Renseignez-vous auprès du service d'information que vous avez déjà utilisé ou adressez-vous à la bibliothèque qui peut avoir un répertoire des services communautaires.

Services aux personnes âgées

En Ontario, les personnes âgées sont souvent désignées du nom de "senior citizens". Le gouvernement a institué des programmes qui ne s'adressent qu'aux personnes de plus de 65 ans. Dans certaines villes, les personnes âgées bénéficient de certains privilèges: tarifs réduits sur les transports en commun et l'entrée aux cinémas et à d'autres établissements de loisirs.

Pension de la Sécurité de la vieillesse

La pension de la Sécurité de la vieillesse est un régime du gouvernement fédéral. Les personnes légalement domiciliées au Canada, âgées de 65 ans et plus, reçoivent une pension dans certaines conditions.



Il faut que vous ayez vécu au Canada sans interruption pendant les 10 ans qui précèdent immédiatement la date de votre demande. Si vous avez séjourné ailleurs qu'au Canada pendant des périodes prolongées, vous pouvez quand même recevoir la pension mais il vous faudra avoir accumulé plus de 10 ans de séjour au Canada et il faudra que vous ayez été domicilié au Canada pendant au moins un an avant de pouvoir présenter une demande.

Après que les versements de la pension commencent, vous pouvez séjourner ailleurs qu'au Canada mais pendant 6 mois au maximum, et votre chèque vous sera envoyé. Si vous êtes demeuré au Canada pendant 20 ans après que vous ayez eu 18 ans, et que vous commencez à recevoir la pension, vous pouvez séjourner ailleurs qu'au Canada aussi longtemps que vous le désirez et votre chèque vous sera envoyé. Si vous avez habité le Canada pendant un total de 40 ans depuis votre 18^e anniversaire de naissance, vous pouvez quitter le Canada de façon permanente et faire votre demande de l'étranger, même si vous n'avez pas habité le Canada pendant les années qui précédaient immédiatement la date de votre demande.

Dans les conditions décrites ci-dessus, vous aurez droit à la pension de la Sécurité de la vieillesse que vous travailliez ou pas, et que vous ayez un autre revenu ou pas et que vous soyez citoyen canadien ou pas.

La demande doit être envoyée au moins six mois avant votre 65^e anniversaire de naissance. On peut se procurer les formulaires de demande à un bureau de poste ou au bureau régional de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada.

Le Supplément de revenu garanti

Les personnes qui touchent la pension de la Sécurité de la vieillesse et qui n'ont pas d'autres revenus peuvent faire une demande pour recevoir un montant supplémentaire connu sous le nom de "Supplément de revenu garanti". Ce montant dépend du revenu du requérant. Il est revu tous les trimestres et réajusté en fonction de l'augmentation du coût de la vie.

Les formulaires de demande pour le Supplément sont envoyés à tous ceux qui reçoivent la pension de la Sécurité de la vieillesse. En outre, en janvier de chaque année, un nouveau formulaire de demande est envoyé à chaque personne qui reçoit le Supplément.

Le conjoint d'un pensionné qui bénéficie du Supplément de revenu garanti peut être admissible à une pension s'il a entre 60 et 65 ans et satisfait les conditions concernant les durées de séjour du régime de la pension de la Sécurité de la vieillesse. Le montant des prestations au conjoint est calculé en fonction du revenu combiné du couple. En cas de séparation, l'allocation de conjoint n'est pas payée.

Le formulaire de demande est envoyé automatiquement en même temps que la demande de Supplément de revenu garanti dans les cas où l'on pense que le conjoint pourrait y être admissible.

Pour de plus amples renseignements, écrivez au

Directeur régional de la
Sécurité de la vieillesse
(Regional Director of
Old Age Security)
C.P. 6000
Succursale Q
Toronto (Ontario)
M3G 1T5
Téléphone: 423-6900

— ou présentez-vous au bureau qui se trouve au 789, Don Mills Road (édifice Foresters), 5e étage.

Le Régime de revenu annuel garanti (GAINS)

Le Régime de revenu annuel garanti de l'Ontario assure un revenu annuel minimum à tous les résidents de l'Ontario âgés de 65 ans, aux aveugles et personnes invalides de moins de 65 ans dans certaines conditions. Le niveau du revenu est revu de temps en temps en fonction des fluctuations du coût de la vie. Les taux qui sont payés à présent se trouvent sur le feuillet en couleur annexé à cette brochure.

Pour pouvoir bénéficier de ce programme, il faut avoir plus de 65 ans et satisfaire certaines conditions de séjour. Le 7 avril 1976, des modifications aux conditions de séjour ont été mises en vigueur.

Les particuliers qui répondaient aux conditions de séjour en vigueur le 6 avril 1976 ou avant, sont admissibles au Régime de revenu annuel garanti (GAINS). Ces conditions sont les suivantes:

À la date de la demande, avoir été domicilié au Canada pendant les cinq ans précédents, et de ces cinq années, la dernière, sans interruption, en Ontario.

OU avoir été domicilié au Canada pendant un total d'au moins 20 ans depuis l'âge de 18 ans, la dernière année de séjour, sans interruption, en Ontario.

OU avoir été domicilié en Ontario pendant un total d'au moins 20 ans depuis l'âge de 18 ans.

Un particulier qui, le 6 avril 1976 ou avant, ne répondait pas aux conditions ci-dessus, doit satisfaire celles qui suivent:

Etre admissible à la pension de la Sécurité de la vieillesse du gouvernement fédéral (SV) et au Supplément de revenu garanti (SRG) (voir les pages 79 et 80) et, en outre, remplir une des conditions suivantes:

a) avoir été domicilié en Ontario pendant l'année entière qui précède la date de son admissibilité au Régime GAINS

OU

b) avoir été domicilié en Ontario depuis l'âge de 18 ans, la durée totale de ses périodes de séjour étant d'au moins 20 ans.

Si une personne âgée quitte l'Ontario ou le Canada alors qu'elle recevait des prestations du Régime de revenu annuel garanti, ses prestations sont payées pour le mois où elle quitte l'Ontario et les six mois qui suivent. Si elle revient en Ontario, le Supplément lui sera versé si son revenu est encore inférieur au niveau du revenu garanti à ce moment-là.

Les personnes qui reçoivent la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti du gouvernement fédéral recevront les prestations GAINS automatiquement si elles sont admissibles. Toute autre personne doit faire une demande par écrit ou téléphoner au bureau indiqué ci-dessous:

Ministère du Revenu de l'Ontario
Direction du revenu garanti et des dégrèvements fiscaux
(Guaranteed Income & Tax Credits Branch)
Queen's Park, Toronto
M7A 2B3

Téléphone:

à Toronto
en dehors de Toronto

965-8470
Composez le "O" et
demandez à la téléphoniste
le Zénith 8-2000 (l'appel
est gratuit)

Les aveugles et les invalides de moins de 65 ans reçoivent leur pension du ministère des Services sociaux et communautaires, voir sous Prestations familiales (page 76).

Le Régime de pensions du Canada

Le Régime de pensions du Canada permet aux salariés d'accumuler une pension de retraite supplémentaire à celle de la pension de la Sécurité de la vieillesse. Ce régime prévoit également des prestations aux cotisants qui sont devenus invalides, aux enfants à leur charge et aux survivants des cotisants.

Cotisations

Le montant des cotisations dépend du salaire. La cotisation est obligatoire pour la plupart des salariés. Il y a cependant quelques exceptions comme, par exemple, les travailleurs occasionnels et les épouses qui travaillent pour leur mari.

L'employeur et le salarié paient chacun le même montant. L'employeur retient la cotisation de l'employé de sa paie et l'envoie en même temps que la sienne au ministère du Revenu national. Une personne établie à son compte,

qui devient admissible au régime du fait que son revenu est suffisant, paie le montant total parce qu'il paie et la part de l'employeur et celle de l'employé.

Pension de retraite

Vous pouvez toucher votre pension à 65 ans. Vous pouvez continuer à travailler ou à cotiser jusqu'à l'âge de 70 ans, mais pas au-delà. Une fois que vous avez commencé à recevoir la pension, vous ne pouvez plus cotiser. Le montant que vous recevez chaque année est réajusté en fonction du coût de la vie. Les prestations de pension sont imposables.

Pension d'invalidité

Les particuliers qui ont contribué au régime pendant au moins cinq années civiles distinctes et qui souffrent d'une invalidité physique ou mentale qui les empêchent d'être employés pendant une période prolongée peuvent faire une demande de pension d'invalidité pour eux-mêmes et les enfants à leur charge.

Prestations aux survivants

Si un cotisant meurt, des prestations sont payables à leurs survivants. Celles-ci consistent en une somme globale au décès, une pension de conjoint et des prestations aux enfants.

Les montants des prestations figurent sur le feuillet en couleur annexé à cette brochure. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au bureau local que vous trouverez dans l'annuaire de téléphone sous "Gouvernement du Canada, Santé et Bien-Être" ou sous "Government of Canada, Health and Welfare".

Logements à loyer modéré

Les personnes âgées qui ont un revenu réduit et qui sont capables de s'occuper de leur propre entretien, peuvent, à présent, obtenir un logement subventionné. Voir Logements subventionnés, page 94.

Foyers pour personnes âgées (Senior Citizens' Homes)

Si vous avez 60 ans ou plus, et que vous avez besoin d'aide pour préparer vos repas, pour vous déplacer ou que vous avez besoin de soins infirmiers et que vous ne trouvez pas ces services dans votre localité, la solution serait peut-être de vivre dans un foyer pour personnes âgées. Il y a des foyers municipaux et des foyers établis par des organismes bénévoles avec l'aide financière du gouvernement provincial.

Ces foyers ont été établis pour des personnes âgées qui ne sont pas invalides mais qui ont besoin de soins infirmiers sans être hospitalisées. Certains foyers n'acceptent pas les nouveaux pensionnaires qui ont besoin de soins infirmiers quoiqu'ils les dispensent à ceux dont l'état s'est progressivement détérioré.

Certains foyers ne s'occupent que des personnes d'une même origine ethnique. Dans ces foyers, on servira aux pensionnaires qui sont venus au Canada comme immigrants, la cuisine de leur pays et ils y retrouveront l'ambiance de chez eux étant parmi des compatriotes qui parlent leur langue.

Les installations varient grandement d'un foyer à l'autre. On trouvera des chambres de quatre lits, de deux lits et même des chambres individuelles. Les repas sont servis dans une salle à manger. Et dans la plupart de ces foyers, on trouvera un auditorium, une chapelle, des ateliers d'artisanat, une bibliothèque.

Un grand nombre de ces foyers procurent également des services aux personnes âgées qui habitent dans le quartier. Il y a même des foyers nourriciers, où les personnes âgées peuvent habiter et bénéficier des services qui sont offerts par le centre. Dans ces foyers, on trouvera un service de "popote roulante" (meals-on-wheels) qui apporte à domicile les repas aux personnes qui ont des difficultés à se préparer à manger. Il y a aussi des sorties par autobus.

Il arrive qu'un pensionnaire ne puisse pas payer totalement le prix de sa pension dans un foyer; dans ce cas, on peut généralement faire appel à une aide financière du gouvernement.

Si vous avez songé à vous placer dans un foyer, visitez-le avant de faire votre demande. Demandez à l'infirmière de la santé publique, à quelqu'un de votre paroisse ou à un centre d'information de plus amples renseignements. Vous pouvez aussi vous adresser au conseiller qui s'occupe des personnes âgées du bureau de district du ministère des Services sociaux et communautaires (Ministry of Community and Social Services) ou demandez qu'on vous envoie un répertoire des foyers pour personnes âgées, à la

Direction des services aux personnes âgées
- Bureau de gérontologie
(Senior Citizen Branch - Office on Aging)
Ministère des Services
sociaux et communautaires
4e étage, édifice Hepburn
Queen's Park, Toronto
Téléphone: 965-5103

Maisons de convalescence (voir page 68)

Centres de loisirs pour personnes âgées

Dans les villes et les villages, on trouvera des centres de loisirs pour personnes âgées. Des programmes récréatifs y sont organisés. Il faut parfois payer un droit d'adhésion modique. Certains offrent un service de location de chambre ou de placement à des emplois temporaires pour ceux qui le veulent. Il y a généralement quelqu'un qui s'occupe d'aller voir les membres qui sont malades.

Renseignez-vous au centre d'information communautaire, à votre église ou à la bibliothèque, ou adressez-vous à l'infirmière de la santé publique.

Les clubs sociaux pour les personnes âgées

Dans de nombreuses localités, les personnes âgées peuvent se joindre à des clubs où elles se feront des amis, ou simplement pour passer une bonne soirée. Les réunions ont lieu une fois par semaine, ou deux fois par mois, ou une fois par mois. Ces clubs sont généralement organisés par les églises ou des organismes bénévoles. Renseignez-vous auprès du centre d'information communautaire, de l'infirmière de la santé publique ou à la bibliothèque.

Carte de personne âgée (Senior Citizens Privilege Card)

Toute personne, domiciliée en Ontario et âgée de 65 ans ou plus, peut obtenir la carte de personne âgée. Cette carte lui permet de jouir de certains privilèges; elle peut visiter gratuitement ou à un tarif réduit les parcs provinciaux et d'autres endroits intéressants comme Ontario Place, le Centre des sciences de l'Ontario (Ontario Science Centre), Upper Canada Village ou les Jardins botaniques royaux (Royal Botanical Gardens).

Cette carte peut servir de carte d'identité dans certains cas; sur certains réseaux de transports en commun, les personnes âgées bénéficient d'un tarif réduit.

Si vous venez d'immigrer au Canada et que vous êtes en Ontario depuis moins de 12 mois, vous pouvez obtenir un formulaire de demande en écrivant à

Carte de personne âgée de l'Ontario
(Ontario Senior Citizens Privilege Card)
C.P. 21,000, Succursale A
Toronto (Ontario)
M5W 1Y5

Si vous êtes domicilié depuis au moins 12 mois en Ontario, vous pouvez faire une demande pour la carte spéciale de personne âgée "Special Senior Citizens Privilege Card". Cette carte porte un numéro, elle vous permettra de vous procurer des médicaments prescrits gratuitement. Pour de plus amples renseignements et savoir où vous adresser, voir la page 68.

Logement

	page
Comment trouver un logement	87
Location	87
Droits des locataires	88
Révision des loyers	88
Chambres à louer	88
Bail	88
Offre de location à bail	89
Versement d'une caution	89
Sous-location	89
L'inviolabilité de votre demeure	89
Réparations	90
Garanties	90
Décrets municipaux	90
Plaintes	90
Achat d'une maison	90
Comment chercher une maison	91
Inspection de la maison	91
Le prix	92
Offre d'achat	92
Hypothèque	92
Construction ou achat d'une maison neuve	93
Rénovation d'une maison	93
Logements subventionnés	94
Logement en cas d'urgence	95

Logement

Comment trouver un logement

C'est aux membres de la famille d'un immigrant parrainé de lui trouver un logement. Le ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration s'occupe des immigrants "indépendants". Le premier logement n'est généralement que provisoire en attendant de trouver quelque chose de plus permanent.

Location

Souvent, vos compatriotes peuvent vous donner des renseignements utiles. Si vous savez dans quel quartier vous voulez habiter, vous pouvez tout simplement parcourir les rues et voir s'il y a des panneaux qui annoncent "Rooms To Rent", "Apartments To Rent", ou, devant des immeubles d'appartements, un panneau où on lit "Vacancy". Vous trouverez des annonces dans les journaux anglais et les journaux publiés dans les autres langues. Si quelqu'un de votre entourage connaît bien la ville, il peut vous renseigner et vous éviter des démarches inutiles. Les personnes seules peuvent habiter au "Y" où il y a des dortoirs.

Dans les petites annonces des journaux, vous trouverez des listes de logements à louer: chambres meublées ou non meublées, logis (flat), appartements, duplex et maisons (Rooms furnished and unfurnished, flats, apartments, duplexes and houses). Un logis consiste généralement en un étage, ou plusieurs chambres à louer dans une maison particulière, la même entrée sert à d'autres, et souvent il faut partager la salle de bains ou la cuisine. Un appartement est entièrement indépendant et se trouve habituellement dans un grand immeuble. Un duplex est une maison divisée en logements indépendants, généralement un au rez-de-chaussée, l'autre au premier étage, chacun de ces logements ayant sa propre entrée. Une maison jumelée (semi-detached) est séparée de l'autre maison par un mur mitoyen intérieur et chacune des moitiés a un étage supérieur et un rez-de-chaussée.

Lorsque dans une annonce pour une maison ou un appartement à louer non meublé vous trouvez le mot "equipped", cela signifie qu'il y a une cuisinière et un réfrigérateur. Si vous louez une maison entière, vous devez généralement payer le chauffage vous-même, alors que dans un appartement ou un logis, le chauffage est presque toujours inclus dans le loyer. Dans la plupart des cas, vous devez payer les notes d'électricité et de gaz. Certains appartements ne prendront pas de locataires qui ont des animaux domestiques.

Droits des locataires

Il existe une loi qui interdit à tout locateur de refuser un logement à quelqu'un à cause de sa race, couleur, nationalité, ascendance ou croyance religieuse. Si vous avez été la victime d'une discrimination, adressez-vous à la Commission des droits de l'homme de l'Ontario (voir page 118). Des bureaux de la Commission se trouvent dans toute la province et vous trouverez leur adresse dans l'annuaire de téléphone.

En tant que locataire, vos droits sont protégés par la Loi des propriétaires et des locataires (Landlord and Tenant Act) qui régit les baux, le versement des cautions, la sous-location, l'inviolabilité de votre demeure, les réparations et les évictions. Nous vous donnons ici quelques renseignements sur cette Loi, mais vous pouvez vous procurer une brochure intitulée "Guide to the Landlord and the Tenant Act" en vous adressant au

Social Planning Council of Metropolitan Toronto
185 est, rue Bloor
Toronto (Ontario)
M4W 3J3

La brochure anglaise coûte 25¢. Les brochures en italien et en portugais sont gratuites.

Révision des loyers

La Loi sur la révision des loyers de l'Ontario ne permet pas à un propriétaire d'augmenter le loyer des locaux d'habitation au-delà de certaines limites. Certaines dispositions de la Loi changent de temps en temps. Il est très important que vous sachiez quels sont vos droits.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le Bureau de révision des loyers le plus proche de chez vous et que vous trouverez dans l'annuaire de téléphone sous "Gouvernement de l'Ontario, ministère de la Consommation et du Commerce" ou "Government of Ontario, Ministry of Consumer and Commercial Relations".

Chambres à louer

Habituellement, les chambres sont louées à la semaine, sans qu'il y ait de contrat écrit, mais elles peuvent également être louées au mois. Si le propriétaire ou le locataire désire mettre fin à cette entente, lorsque le loyer est payé à la semaine, l'un ou l'autre doit donner un préavis de 28 jours; dans le cas d'un loyer payé au mois le préavis est de 60 jours.

Bail

En général, au moment de la location d'une maison ou d'un appartement, le propriétaire et le locataire signent un contrat appelé bail. Celui-ci contient les conditions que l'un et l'autre s'engagent à respecter. Il existe différents genres de baux. Il y a ceux qui sont établis pour une période définie (par exemple du 1^{er} février 1976 au 31 janvier 1977). Dans ce cas, si aucune disposition contraire n'est prévue, le bail expire le 31 janvier 1977 et vous devez signer un nouveau bail si vous désirez demeurer dans le même logement. Un autre genre de bail est celui qui est établi pour des périodes renouvelables (une semaine, un mois ou une année) qui reste en vigueur jusqu'à ce que le propriétaire ou le locataire décide d'y mettre fin en donnant un préavis.

Même s'il n'y a pas de bail écrit mais seulement un accord verbal entre le propriétaire et le locataire, les mêmes règles s'appliquent que s'il y avait un contrat écrit.

Avant de signer un bail, assurez-vous que vous avez bien compris toutes les conditions qu'il contient. Sur la formule imprimée, si une des conditions ne lui convient pas, le locataire peut demander qu'elle soit supprimée. Un propriétaire doit remettre une copie du bail au locataire dans les 21 jours qui suivent sa signature ou son renouvellement.

Offre de location à bail

Ne signez une offre de location à bail (Offer to Lease) qu'après avoir lu attentivement le document car généralement vous êtes tenu de signer le bail par la suite.

Versement d'une caution

Le versement d'une caution pour couvrir des dommages ou des réparations n'est plus autorisé par la loi. Cependant, lorsque vous louez un appartement ou une maison, le propriétaire peut vous demander de lui verser un montant équivalant au loyer du dernier mois. Cette somme est une mesure de protection pour le propriétaire, au cas où le locataire partirait sans donner de préavis ou sans payer le loyer du dernier mois. Pendant tout le temps que cet argent qui vous appartient est en sa possession, le propriétaire doit vous verser six pour cent d'intérêt tous les ans. Si vous quittez, votre dernier mois est déjà payé.

Sous-location

Si un locataire désire déménager avant l'expiration de son bail, il doit trouver un nouveau locataire et lui sous-louer son logement (à moins qu'il s'agisse d'une habitation subventionnée par les fonds publics). Dans le bail, le propriétaire peut stipuler qu'avant de céder votre appartement ou la maison à un nouveau locataire, il faut qu'il ait donné son consentement. Il ne peut refuser son consentement sans des raisons valables. Si le nouveau locataire ne paie pas son loyer, ou cause des dommages, le premier locataire en est responsable jusqu'à l'expiration de son bail. Si un locataire veut déménager sans trouver de sous-locataire, conformément aux termes du bail, il est tenu de payer le loyer.

Si, toutefois, le propriétaire loue l'appartement ou la maison à quelqu'un d'autre, il ne peut demander au locataire que de le compenser pour la période pendant laquelle les locaux sont demeurés vides, et les dépenses qu'il a eues comme, par exemple, les annonces pour trouver un nouveau locataire.

L'inviolabilité de votre demeure

Sauf dans le cas d'une urgence, le propriétaire ou le concierge n'est pas autorisé à entrer dans un logement sans donner un préavis de 24 heures, et il doit en indiquer la raison. Il ne peut entrer dans le logement que pendant qu'il fait jour. Le bail peut stipuler que le propriétaire a le droit de montrer l'appartement ou la maison à certaines heures à des locataires éventuels.

Ni le propriétaire ni le locataire n'ont le droit de changer la serrure de la porte sans le consentement de l'autre.

Réparations

Le propriétaire est obligé, par la loi, de maintenir les locaux loués en bon état et d'observer les normes d'hygiène et de sécurité. Le locataire doit maintenir le logement propre, et c'est à lui de faire les réparations si les dommages ont été commis par négligence ou par un acte volontaire d'un membre de sa famille ou un de ses invités.

Garanties

La Loi des propriétaires et des locataires stipule qu'un propriétaire ne peut forcer un locataire à quitter les locaux avant que son bail n'expire ou, même le bail expiré, sans une ordonnance du tribunal qui ne sera délivrée que pour certains motifs stipulés dans la Loi: si le locataire n'a pas payé son loyer, s'il a dégradé les locaux, s'il se sert des locaux à des fins illicites, commerciales et professionnelles, si à un moment quelconque il y a trop de gens dans son appartement au point où il enfreint les règles de la sécurité et d'hygiène, ou s'il agit de manière à menacer la sécurité des autres locataires ou à empiéter sur les droits du propriétaire ou des autres locataires.

Si un propriétaire désire qu'un locataire parte, il doit lui donner un avis par écrit en lui indiquant la raison.

Si vous êtes un locataire, avant de poursuivre en justice un propriétaire, consultez un avocat. Si vous n'avez pas les moyens de payer les services d'un avocat, voyez le paragraphe sur l'Assistance judiciaire (Legal Aid) (voir page 117).

Décrets municipaux

Chaque municipalité a ses décrets concernant le chauffage, les réparations, les normes de sécurité et de propreté des logements. Demandez un exemplaire de ces décrets à l'hôtel de ville ou à la mairie.

Plaintes

Les plaintes concernant les décrets sur le logement doivent être adressées à la mairie, les plaintes concernant la discrimination, à la Commission des droits de l'homme de l'Ontario (voir page 118). Si le propriétaire ou le locataire veut soumettre un litige à la justice, il doit le faire par l'intermédiaire du tribunal de comté ou de district.

Dans certaines localités, il existe un bureau consultatif sur toute question concernant les propriétaires et les locataires. Ce bureau fait partie des services municipaux et il donne des renseignements gratuitement. Si une association de locataires existe dans votre voisinage, elle est aussi une source de renseignements utiles.

Achat d'une maison

Pour la plupart des gens, une des opérations les plus importantes de leur vie est l'achat d'une maison. Si vous êtes mal conseillé, vous risquez de perdre beaucoup d'argent. Retenir un avocat peut coûter quelques centaines de dollars mais cela en vaut la peine car vous vous épargnerez sans doute beaucoup d'ennuis qui pourraient, en fin de compte, vous coûter plus que les honoraires

de l'avocat. Pour obtenir le nom d'un avocat, adressez-vous au "Lawyer Referral Service" de la Law Society of Upper Canada qui a des bureaux à Toronto, London et Ottawa.

En général, il vaut mieux que l'acheteur et le vendeur n'aient pas le même avocat et, si possible, l'acheteur ne devrait pas retenir l'avocat recommandé par l'agent immobilier. Chacun devrait avoir son propre avocat pour défendre ses intérêts.

Comment chercher une maison

Les agents immobiliers ont des listes de maisons à vendre.

Vous trouverez dans les Pages Jaunes le nom des agences immobilières. Il y a aussi des annonces dans les journaux et, devant certaines maisons, vous trouverez des écriteaux qui portent l'inscription "For Sale" (À vendre).

Inspection de la maison

Avant de prendre une décision, inspectez plusieurs maisons. Si vous n'êtes pas sûr que la maison vaut le prix demandé, vous pouvez vous adresser à un estimateur immobilier dont vous trouverez le nom dans les Pages Jaunes de votre annuaire de téléphone. Il doit vous remettre une évaluation écrite. Vous devez le payer pour ses services. Toutefois, votre première précaution, c'est d'inspecter à fond la maison pour en trouver les défauts. Une fois que vous avez signé l'offre d'achat, vous vous êtes engagé à acheter la maison dans l'état où elle se trouve. Vous ne pouvez plus revenir sur votre décision ou demander une réduction de prix parce que vous aurez découvert certains défauts par la suite.

Si vous avez l'intention de louer des chambres ou de vous servir de votre maison à des fins commerciales ou professionnelles, renseignez-vous d'abord sur les règlements de zonage pour vous assurer que c'est permis. Vous pourrez obtenir les renseignements sur le zonage aux bureaux de votre municipalité.



Le prix

Avant de vous engager à acheter une maison, assurez-vous que vous avez les moyens de la payer. À la date fixée, vous devez verser l'acompte, payer les honoraires de l'avocat, l'assurance, une partie des taxes foncières, les frais de déménagement et peut-être aussi une commission au courtier qui vous aura procuré une hypothèque. Au cours de l'année, il faudra payer les mensualités sur l'hypothèque, ou les hypothèques, l'assurance, les impôts et il y a toujours quelques réparations.

Offre d'achat

Une fois que vous vous êtes décidé à acheter la maison et que vous savez combien vous êtes prêt à payer, vous signez une formule offrant un certain montant d'argent pour la maison. **Ce document est ce qu'on appelle l'offre d'achat et de vente (Agreement of Purchase and Sale).** Par ce document légal vous vous êtes engagé. Une fois que vous l'avez signé, vous ne pouvez plus changer d'avis même si vous n'avez rien payé. Vous avez conclu un contrat obligatoire, vous devez acheter la maison. Si vous n'êtes pas sûr que vous voulez acheter la maison, ne le signez pas. Avant de signer, demandez à votre avocat d'étudier l'offre. Il est peut-être dans votre intérêt de faire ajouter, enlever ou modifier certaines clauses dont vous ne soupçonnez pas l'importance.

Le vendeur peut aussi apporter certaines modifications à l'offre. À côté de chaque modification, le vendeur et l'acheteur doivent apposer leurs initiales. Le mari et la femme doivent tous deux signer le contrat et apposer leurs initiales aux modifications. Si une modification ne convient pas au vendeur ou à l'acheteur, ils peuvent refuser de parapher.

Une fois que l'offre d'achat est acceptée et signée par les deux parties, rien de ce qui est inscrit ne peut être enlevé et rien de ce **qui n'y figure pas** ne peut être exigé. Si l'offre inclut certaines installations qui se trouvent dans la maison, assurez-vous que cela est mentionné **par écrit**. Il peut s'agir de tapis, stores, antenne de télévision, tringle à rideaux, portes en aluminium, moustiquaires, double fenêtres, chaudière, réservoir à mazout, cuisinière, réfrigérateur ou autres objets mobiliers comme les lampes. Assurez-vous que toute promesse verbale faite par la personne qui vend la maison ou l'agent immobilier est mentionnée dans le contrat.

Hypothèque

Il est rare qu'une personne puisse payer comptant le prix total d'une maison. D'habitude, on verse un acompte, puis on prend une hypothèque pour la différence. Lorsque vous prenez une hypothèque, ceci revient à emprunter de l'argent et vous devez payer un intérêt.

Étudiez soigneusement les conditions de paiement. De nombreux acheteurs préfèrent ce qu'on appelle une hypothèque "ouverte". En plus des versements réguliers, vous pouvez faire des versements supplémentaires n'importe quand et payer le montant total restant si vous le désirez. Il y a également ce qu'on appelle une hypothèque "fermée". Ce genre d'hypothèque comporte une clause qui stipule que vous pouvez payer le montant que vous voulez mais seulement à certaines dates. Ou encore, l'hypothèque peut stipuler que vous devez payer

toujours le même montant aux mêmes dates, tous les mois ou tous les trimestres ou une fois tous les quatre mois. Après cinq ans, toutes les hypothèques sont réputées "ouvertes". Si vous achetez une maison déjà grevée d'une hypothèque, les termes de cette hypothèque ne peuvent pas être changés. Avant d'acheter la maison, assurez-vous que vous pourrez en remplir toutes les conditions. Renseignez-vous pour savoir ce que la maison vous coûtera au total au bout du délai que vous vous êtes fixé pour la payer.

Construction ou achat d'une maison neuve

On peut aussi acheter un terrain et faire construire une maison par un entrepreneur, ou acheter une maison en construction. Ceux qui sont intéressés à acheter une maison neuve, peuvent obtenir la liste des maisons en construction d'une Association de constructeurs d'habitations (Home Builders Association) de la région. Cette association donne également la liste d'entrepreneurs dignes de confiance à ceux qui veulent se faire construire une maison. Dans le cas de l'achat d'une maison en construction, l'offre doit comporter certaines clauses très importantes et très compliquées. Avant de signer le contrat d'achat, consultez votre avocat. Lors de l'achat d'une maison neuve, l'intéressé devrait s'adresser à un bureau local de la Société centrale d'hypothèques et de logement ou au

Bureau régional de l'Ontario
Société centrale d'hypothèques et de logement
145 ouest, rue King
Toronto (Ontario) M5H 1J8
Téléphone: 361-0420

Cette Société est un organisme qui relève du gouvernement fédéral et qui s'occupe de l'application de la Loi nationale sur l'habitation. Cette Société publie un certain nombre de brochures gratuites en anglais et en français. Celles-ci décrivent les formalités à remplir et les conditions d'obtention d'un prêt, selon la Loi nationale sur l'habitation, pour l'achat d'une maison neuve ou autre.

Rénovation d'une maison

Si vous avez l'intention de faire rénover votre maison, et que cette rénovation entraîne un changement de structure, vous devez obtenir un permis des autorités compétentes de votre municipalité. Si vous engagez quelqu'un pour faire le travail, assurez-vous qu'il est bien qualifié et qu'il connaît le code de construction, c'est-à-dire les règlements sur la construction établis par votre ville. Une fois que les transformations sont terminées, elles doivent être approuvées par la municipalité. Si vous faites appel aux services d'un électricien ou d'un plombier qui ne possède pas sa licence, et qu'il a fait des erreurs, la municipalité vous forcera à faire refaire le travail.

Si les transformations de la structure sont importantes, ou si vous construisez un bâtiment secondaire, par exemple, un garage, cela augmentera la valeur de votre propriété et, dans la plupart des municipalités, cela entraînera aussi une hausse de vos impôts.



Logements subventionnés

Certains programmes gouvernementaux permettent à une famille ou aux personnes âgées de se procurer un logement dont le loyer est proportionnel au revenu. Dans certains cas, le loyer est inférieur à celui d'un logement semblable sur le marché immobilier ordinaire. Habituellement, il s'agit d'appartements ou de maisons en rangée, mais il y a aussi un petit nombre de maisons unifamiliales et de maisons jumelées. Avant de pouvoir présenter une demande, le requérant doit avoir habité dans la municipalité depuis au moins un an.

Il y a une longue liste d'attente pour ce genre de logement et l'on donne la priorité à ceux qui en ont le plus besoin. Lorsqu'une demande est présentée, la situation du requérant est soigneusement étudiée: revenu, nombre de personnes dans la famille, loyer payé à l'heure actuelle, le besoin immédiat d'un logement. Les loyers sont fixés en fonction du revenu familial. Les logements subventionnés offrent tout un choix d'habitations, de la garçonnière au logement comportant cinq chambres à coucher. Des règles très strictes s'appliquent quant au nombre de personnes autorisées à habiter dans un logement fourni par la Société de logement de l'Ontario (Ontario Housing).

Les personnes âgées qui présentent une demande de logement doivent être âgées d'au moins 60 ans, être domiciliées dans la localité où se trouvent ces logements et doivent pouvoir prendre soin d'eux-mêmes.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous aux autorités compétentes de votre municipalité ou à la

Société de logement de l'Ontario
(Ontario Housing Corporation)
101 ouest, rue Bloor
Toronto (Ontario) M5S 1P8
Téléphone: 965-9915

Logement en cas d'urgence

Les personnes qui se trouvent soudainement sans logement à cause d'un incendie ou par suite d'une éviction, ou pour toute autre raison, peuvent généralement obtenir l'aide d'un service municipal d'assistance sociale.

Votre budget

	page
Achat d'articles ménagers	97
Achats à crédit	98
Vendeurs de porte à porte	99
Service de conseils sur le crédit	100
Banques et compagnies de fiducie	100
Ouverture d'un compte	101
Païement des factures	101
Envoi d'argent	102
Chèques de voyage	102
Coffre	103
Caisse populaire	103
Prêts et hypothèques	103
Investissement	104
Assurance	104
Assurance-vie	104
Assurance-maladie (voir page 63)	
Assurance-accident	105
Assurance-incendie	105
Assurance contre le cambriolage et le vol	105
Assurance-automobile (voir page 126)	
Plaintes	105
Taxes et impôts	105
Impôt sur le revenu	105
Exemptions	106
Année d'imposition	106
Païement	106
Régime de dégrèvement fiscal de l'Ontario	106
Séances d'information sur l'impôt sur le revenu	107
Taxe de vente	107
Taxe foncière	107

Votre budget

La plupart des immigrants qui arrivent au Canada n'ont pas beaucoup d'argent. Par comparaison à un grand nombre d'autres pays, le Canada est un pays riche. Il est très difficile, quand on vient d'arriver, de résister à la tentation d'acheter quand on voit la grande variété d'articles vendus dans le commerce. Pour apprendre la valeur de l'argent canadien, il faut un certain temps, de même que pour comprendre comment les opérations financières sont conclues. Donc, au début, soyez prudent et réfléchissez avant d'acheter.

Achat d'articles ménagers

Vous rencontrerez des Canadiens qui ont une maison, de beaux meubles, conduisent une grosse voiture et qui semblent avoir beaucoup d'argent à dépenser. Attention! Il leur a fallu sans doute des années pour se les permettre, et, dans la plupart des cas, ils ont sans doute encore des paiements à faire.

Dans les villes, le logement est très coûteux. Pour économiser, un grand nombre d'immigrants habitent d'abord dans des chambres, plutôt que de payer un loyer élevé pour un appartement. Une fois que vous aurez trouvé un logement, il vous faudra sans doute des meubles. Profitez d'un grand solde de meubles pour faire des économies. Vous verrez des annonces sur des pages entières de journaux qui font la publicité de soldes de meubles, d'articles ménagers et de vêtements. Certains grands magasins dans les villes offrent une garantie: satisfaction ou remboursement. Si un article que vous avez acheté ne vaut pas le prix que vous avez payé, ces magasins l'échangeront. Dans certains cas, ils vous rembourseront votre argent, mais ce n'est pas une pratique que tous les magasins ont adoptée. Demandez-leur avant d'acheter s'ils remboursent ou échangent l'article si vous n'êtes pas satisfait.

Certains immigrants, et même des Canadiens de naissance qui n'ont pas beaucoup d'argent à dépenser, achètent des meubles dans des magasins d'occasion et les peignent ou les remettent en état eux-mêmes. Il existe quelques magasins tenus par des organismes religieux ou bénévoles qui peuvent vendre à très bon marché parce que les meubles, les articles de ménage et les vêtements qu'ils vendent leur ont été donnés. Le personnel, dans certains de ces magasins, sont des personnes physiquement handicapées. Demandez à votre service d'information l'adresse de ces magasins.

Les commerçants dépensent beaucoup d'argent en publicité. Une loi interdit la publicité mensongère. Toutefois, l'annonceur, sans enfreindre la loi, présente les articles qu'il vend sous une forme attrayante. Pour pousser le public à acheter, certains commerçants offrent parfois de menus cadeaux en primes. Ne vous laissez pas prendre par ce genre d'attrapes, où vous constaterez après coup que vous avez acheté beaucoup de choses dont vous n'aviez pas besoin.

En été, économisez de l'argent en prévision de l'hiver. Vous aurez besoin de vêtements chauds. La nourriture est plus chère en hiver. Si vous avez une maison, il vous faudra sans doute payer le chauffage.

Achats à crédit

Un grand nombre de Canadiens achètent à crédit, c'est-à-dire qu'ils ne paient pas tout de suite l'article qu'ils ont acheté ou certains services, mais ils s'arrangent pour faire des paiements à la semaine, au mois ou tous les trimestres. L'achat à crédit est très pratique, mais revient beaucoup plus cher que si l'on paie comptant, parce qu'il y a des intérêts qui s'ajoutent au montant des achats. Une personne qui vient d'arriver au Canada et qui n'a pas encore appris la valeur de l'argent canadien doit être prudente. Il peut arriver que l'on s'engage à payer tant par mois et l'on s'aperçoit après qu'on n'a plus assez d'argent pour le loyer, la nourriture, les vêtements et autres nécessités premières. Les créanciers commencent alors à faire pression et le manque d'argent est un gros souci qui vient s'ajouter aux autres.

Il y a plusieurs manières d'acheter à crédit. Un magasin ou une entreprise commerciale vous ouvrira un compte à crédit. Vous pourrez ainsi vous procurer certains articles, acheter de l'essence, de l'huile pour le chauffage et des services, en montrant votre carte, et vous signez la facture. À la fin du mois, selon l'accord que vous aurez avec le fournisseur, vous recevez un état de compte pour le montant total de vos achats.

Une autre manière d'acheter à crédit, c'est de verser un acompte (down payment) et vous signez un accord ou un contrat par lequel vous vous engagez à payer le prix total en paiements échelonnés, à la semaine ou au mois, selon le cas. C'est de cette manière qu'un grand nombre de personnes achètent une voiture, un réfrigérateur, une machine à laver, une machine à coudre, un téléviseur, un aspirateur, des meubles et même paient les travaux de rénovation d'une maison.

Vous aurez obtenu l'article ou le service plus tôt que si vous aviez attendu de pouvoir payer comptant, mais c'est une manière plus coûteuse de procéder parce que l'intérêt est ajouté à chaque paiement. Le contrat que vous avez signé peut être cédé à une compagnie de financement et c'est à elle que vous ferez vos paiements (voir *Prêts et hypothèques*, page 103).

Avant de signer un contrat, lisez-le soigneusement et assurez-vous que vous avez bien tout compris. Une fois que vous aurez signé, vous devez respecter vos engagements. Demandez aussi le montant des intérêts que vous aurez à payer.

Le contrat doit indiquer le montant total d'argent que vous devez payer, en dollars et cents, le taux de l'intérêt, les dates d'échéance des paiements et le coût total y compris l'intérêt.

Si vous manquez un paiement, le vendeur peut venir chez vous et reprendre l'article que vous avez acheté mais vous serez quand même tenu de payer la différence entre le prix qui figure sur le contrat et le montant qui aura été récupéré lorsque l'article aura été revendu.

Jusqu'à ce que vous ayez effectué tous les paiements pour un article que vous aurez acheté, la loi vous interdit de le vendre à quelqu'un d'autre.

Avant d'acheter à tempérament, demandez-vous combien de temps l'article que vous allez acheter pourra servir. Ce n'est pas agréable de continuer à faire des paiements longtemps après que l'article a cessé d'être utile.

Si vous croyez avoir été la victime d'un commerçant malhonnête, écrivez ou téléphonez au Bureau local de la protection du consommateur indiqué dans l'annuaire de téléphone dans les grandes villes, ou écrivez au

Bureau de la protection du consommateur
(Consumer Protection Bureau)
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M4Y 1Y7
Téléphone: 965-6471

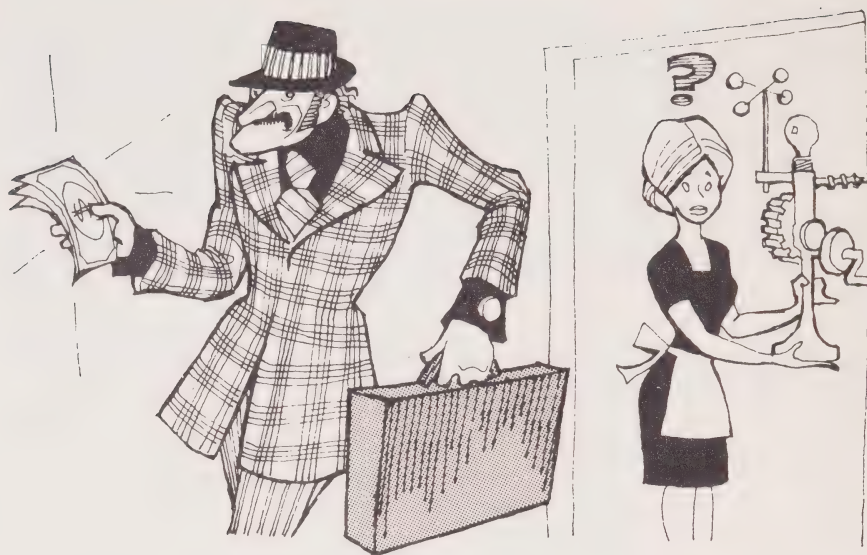
Si vous habitez Toronto, Ottawa, Hamilton ou Kitchener, vous pouvez téléphoner au "Better Business Bureau" et leur demander conseils et renseignements sur une entreprise avec laquelle vous avez affaire. Vous pouvez même vous adresser à eux pour qu'ils fassent une enquête sur votre plainte. Le personnel de ces bureaux est multilingue. Avant de conclure un marché, si vous n'êtes pas très sûr, renseignez-vous sur la réputation de l'entreprise avec laquelle vous avez affaire.

Il existe aussi une association pour la protection des consommateurs. Vous pouvez vous adresser à elle et même soumettre votre plainte à l'adresse suivante:

Association canadienne des consommateurs (Ontario)
(The Consumers Association of Canada (Ontario))
2, rue College
Toronto (Ontario) M6S 1K3
Téléphone: 922-3153

Vendeurs de porte à porte

Vous verrez sans doute des vendeurs qui se présentent chez vous ou qui essaient de vous vendre un article en vous envoyant de la publicité par la poste, ou par téléphone. Vous n'êtes pas tenu d'acheter quoi que ce soit de ces vendeurs, ni même de les laisser entrer dans la maison si vous ne le voulez pas. Ne vous laissez pas tenter par des cadeaux ou par des promesses que vous pourrez gagner de l'argent facilement tout en restant chez vous et prenez le temps de réfléchir avant de vous décider.



Ne signez aucun contrat avant de l'avoir lu et de vous être assuré que vous avez bien tout compris et que vous êtes absolument sûr de ne pas faire une erreur. Si vous avez signé un contrat chez vous, avec un vendeur de porte à porte, pour un montant de plus de \$50, et que plus tard vous changez d'avis, vous pouvez annuler le contrat en avisant le vendeur de votre décision par écrit, dans les deux jours ouvrables qui suivent la signature du contrat, soit par courrier recommandé, soit en lui remettant la lettre en personne. Ces deux jours ne comprennent pas le dimanche, une fête légale, ni le jour où vous avez reçu votre copie du contrat. Cette loi ne s'applique qu'aux articles que vous aurez achetés à un vendeur de porte à porte ou chez vous.

Service de conseils sur le crédit

Si vous vous êtes sérieusement endetté en faisant des achats à crédit, renseignez-vous pour savoir s'il existe un service de conseils sur le crédit dans votre localité et allez-y. Ce service est gratuit, il donne des conseils et de l'aide à ceux qui se sont trop endettés.

Banques et compagnies de fiducie

Ne gardez pas de grosses sommes d'argent sur vous ni dans votre maison. Ouvrez un compte dans une banque, une compagnie de fiducie ou une caisse populaire (credit union) (voir page 103, Caisses populaires). Ces établissements sont strictement réglementés par le gouvernement.

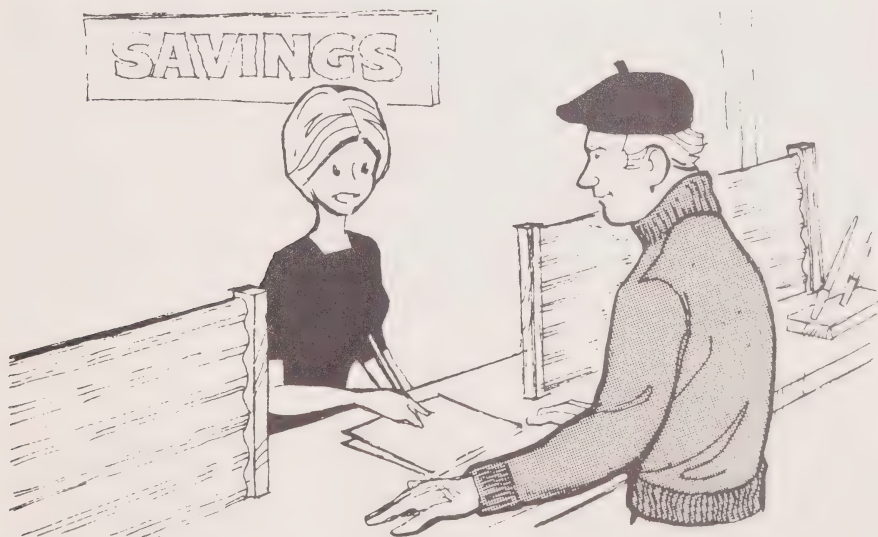
Une compagnie de fiducie est un peu comme une banque, mais parce que les règlements qui s'appliquent à une compagnie de fiducie diffèrent de ceux d'une banque, elle peut fournir certains services qu'une banque ne peut pas donner. Une compagnie de fiducie gère des investissements, des propriétés, elle encaisse des loyers. Elle s'occupe du règlement de successions et aide le client à

prendre des dispositions concernant le règlement de sa succession. Un particulier peut nommer une compagnie de fiducie dans son testament et la charger du règlement de sa succession.

Les heures d'ouverture d'une banque ou d'une compagnie de fiducie sont généralement les mêmes que d'autres entreprises commerciales, du lundi au vendredi; certaines banques et compagnies de fiducie restent ouvertes plus tard le vendredi soir, et certaines sont ouvertes le samedi matin.

Ouverture d'un compte

Pour déposer de l'argent dans une banque ou dans une compagnie de fiducie, vous devez d'abord ouvrir un compte. Il existe fondamentalement trois sortes de compte en banque. Tout d'abord, le compte d'épargne qui se répartit en compte d'épargne véritable (non-chequing) sur lequel vous ne pouvez pas tirer de chèques mais qui rapporte un taux d'intérêt supérieur au compte-chèques d'épargne (chequing account). Un compte-chèques d'épargne rapporte aussi des intérêts. Bien qu'avec un compte d'épargne véritable (non chequing account) vous ne pouvez pas tirer des chèques, vous pouvez quand même retirer de l'argent n'importe quand. Deuxièmement, il y a le compte-chèques personnel (personal chequing account) qui sert généralement au paiement de toutes les factures. Ce genre de compte ne rapporte pas d'intérêt mais les frais sont moins élevés et un relevé mensuel vous est envoyé avec les chèques payés. Le troisième est un compte courant dont se servent les entreprises et les particuliers qui doivent tirer un grand nombre de chèques.



Païement des factures

Vous pouvez payer vos notes d'électricité, de téléphone, de gaz dans une banque ou dans certaines compagnies de fiducie. Elles perçoivent un droit peu élevé pour ce service. Le montant de ce droit dépend du genre de compte que vous avez, du nombre de chèques que vous tirez et du montant de votre compte

en banque. Vous pouvez également payer vos factures par chèques et les envoyer par la poste ou aller chez le fournisseur.

Lorsque vous établissez un chèque, assurez-vous que vous avez assez d'argent dans votre compte en banque pour le couvrir. Sinon, la banque y apposera son estampille "N.S.F." (Not Sufficient Funds) qui veut dire "provisions insuffisantes" et le chèque sera renvoyé à la personne qui l'a présenté. Toutefois, si vous êtes un bon client de la banque, elle avancera les fonds, mais ceci veut dire que vous lui devez de l'argent et que votre compte maintenant est à découvert (overdrawn). Et dès que vous faites un nouveau dépôt à votre compte, la banque déduira le montant à découvert et percevra un droit pour ce service. Si vous avez deux comptes à la même banque, la banque fera transférer suffisamment d'argent d'un compte à l'autre pour couvrir le chèque. La plupart des banques vous feront payer deux à trois dollars pour un chèque sans provisions ou pour effectuer le transfert d'un compte à l'autre.

Ecrire un chèque alors que vous savez que vous n'avez pas assez d'argent dans votre compte en banque est une infraction criminelle.

Envoi d'argent

Si vous voulez envoyer de l'argent par la poste, vous pouvez acheter un mandat dans une banque, une compagnie de fiducie ou un bureau de poste. Si vous voulez envoyer de l'argent à l'étranger, il est préférable que vous achetiez le mandat auprès d'une banque ou d'une compagnie de fiducie.

Dans les petits bureaux de poste, vous pourrez généralement acheter un mandat pour les États-Unis, la Grande-Bretagne et quelquefois certains autres pays, mais ils n'ont pas les taux de change de tous les pays. Les bureaux de poste acceptent les mandats mais ceux-ci sont acheminés d'abord vers Ottawa, ce qui retarde votre envoi.

Les frais d'établissement d'un mandat dépendent du montant que l'on envoie. Conservez votre reçu, au cas où le mandat serait perdu; vous pouvez alors vous faire rembourser. La vérification prend toujours un certain temps.

Si vous voulez envoyer de l'argent à quelqu'un en vitesse, une banque ou une compagnie de fiducie peut l'expédier par télégraphe à peu près n'importe où dans le monde. On peut aussi envoyer des chèques à destination d'autres régions du Canada par la poste.

Chèques de voyage

Si vous partez en voyage, il est plus prudent d'emporter avec vous des chèques de voyage plutôt que de l'argent liquide. Vous pouvez les obtenir dans une banque ou une compagnie de fiducie et les échanger pour de l'argent au fur et à mesure que vous en avez besoin. Vous signez les chèques au moment où vous les achetez et ils ne peuvent être encaissés qu'après avoir été contresignés par vous, de sorte que l'on peut comparer les deux signatures. S'ils sont perdus, volés ou détruits, la banque vous remboursera. Inscrivez sur les formules qui vous sont fournies, les chèques que vous aurez encaissés. Gardez également une liste des numéros des chèques, dans un endroit séparé, au cas où vous les perdriez. Vous pouvez également changer de l'argent canadien pour de la monnaie étrangère au siège social des banques ou des compagnies de fiducie.

Coffre

Vous pouvez louer des coffres d'une banque ou d'une compagnie de fiducie, le prix de la location est d'environ \$8 par an et quelquefois un peu plus, cela dépend de la taille du coffre. C'est un endroit sûr pour garder des documents importants comme, par exemple, les documents de citoyenneté, les hypothèques, les testaments, les polices d'assurance et autres objets de valeur. On vous remet deux clés. Personne à la banque ne peut ouvrir votre coffre sans votre clé.

Caisse populaire

Une caisse populaire est une coopérative financière qui est possédée et administrée uniquement par les membres, et qui procure aux membres des services à un coût réduit. Les membres appartiennent à une même organisation. Dans certains cas, ils travaillent tous pour le même employeur, ou font partie de la même paroisse, appartiennent à une même société ou habitent dans la même localité. Des personnes de la même nationalité ont également formé leur propre caisse populaire.

L'argent en dépôt rapporte des intérêts, et les membres peuvent emprunter de l'argent à la caisse populaire. Comme il s'agit d'une entreprise à but non lucratif, tout surplus est redistribué aux membres à la fin de l'année. Toutes décisions concernant l'administration de la caisse populaire sont prises par les membres.

Certaines caisses populaires sont petites, le fonctionnement est assuré par des bénévoles ou un personnel à temps partiel. D'autres caisses populaires, beaucoup plus importantes, sont propriétaires de l'immeuble où elles se trouvent et emploient un personnel à plein temps. Vous pouvez vous servir de votre caisse populaire comme d'une banque pour payer vos factures, envoyer des mandats, acheter des chèques de voyage ou louer un coffre.

Pour de plus amples renseignements, demandez à l'église de votre paroisse, si elle a une caisse populaire, ou là où vous travaillez ou à un organisme dont les membres sont de la même nationalité que vous. Téléphonez ou écrivez à

Ontario Credit Union League
4 Credit Union Drive
Toronto (Ontario) M4A 2A1
Téléphone: 759-4711

Prêts et hypothèques

Si vous avez besoin d'emprunter de l'argent, vous pouvez vous adresser à une banque, une compagnie de fiducie ou une caisse populaire. Ces organismes sont très prudents. Avant de vous consentir un prêt, il faut qu'ils vous connaissent depuis quelque temps, et presque toujours, ils vous demanderont une garantie comme, par exemple, une maison si vous êtes propriétaire, votre voiture ou une police d'assurance. Ils s'occupent également de vous procurer une hypothèque pour acheter ou faire construire une maison (voir Logements, page 92).

Les compagnies de prêts aux consommateurs — que l'on appelle également compagnies de financement (finance companies) — sont une autre source de prêts personnels au Canada. Ces compagnies exigent moins de garanties que les banques ou les compagnies de fiducie. Ceci veut dire qu'elles sont prêtes à prendre des risques plus grands et, par conséquent, demandent des taux d'intérêt plus élevés.

La loi exige que toute entreprise qui consent un prêt doit établir un contrat qui vous indiquera le coût total du prêt. Lisez-le attentivement.

Investissement

Investir de l'argent dans des actions, des obligations, des biens immobiliers ou des hypothèques peut être une excellente idée mais vous vous exposez à certains risques. Essayez d'obtenir les conseils d'un expert. Adressez-vous au directeur d'une banque ou d'une compagnie de fiducie. S'il n'est pas en mesure de vous conseiller, il peut, quelquefois, vous donner le nom d'un expert dans le domaine.

Assurance

La plupart des gens aiment être assurés contre certaines pertes que l'on ne peut ni prévoir ni prévenir. Choisissez votre agent d'assurance avec soin. Renseignez-vous auprès de vos compatriotes et demandez-leur le nom d'agents qui ont de l'expérience et une bonne réputation.

Assurance-vie

Le soutien de famille, généralement, souscrit une assurance-vie pour protéger sa famille en cas de décès. Sa famille aura alors assez d'argent pour traverser une période difficile. Selon le genre de police souscrite, la famille recevra une somme globale ou des prestations mensuelles. Les combinaisons d'assurances sont très diverses. Discutez soigneusement de votre situation avec votre agent et choisissez la combinaison d'assurances qui répond le mieux à vos besoins.

Certaines entreprises offrent à leurs employés des régimes d'assurance auxquels ils peuvent participer. Généralement, il s'agit d'une assurance collective, qui coûte moins cher.

La loi interdit à un agent d'assurance de vous persuader de résilier une police d'assurance d'une compagnie pour vous vendre une assurance d'une autre compagnie. Il est probable que vous en sortirez perdant, parce que vous aurez renoncé à certains avantages pour lesquels vous avez déjà payé. Si vous voulez changer de combinaison d'assurances, demandez à la compagnie auprès de laquelle vous avez déjà souscrit une police. Il est probable qu'elle a un régime semblable à vous offrir sans que vous perdiez certains avantages.

Assurance-maladie

(Voir page 63)

Assurance-accident

Si vous faites un travail dangereux, il est peut-être judicieux de souscrire une assurance-accident qui vous garantirait un revenu si, par suite d'un accident, vous ne pouvez plus travailler ou tout au moins vous ne pouvez plus gagner le même salaire.

Assurance-incendie

Si vous avez acheté une maison, il faut souscrire une assurance-incendie. Si vous perdez la maison, les meubles et tous vos effets personnels dans un incendie, il vous faudra peut-être des années pour remplacer ce que vous avez perdu.

Assurance contre le cambriolage et le vol

Vous pouvez assurer vos biens contre le cambriolage ou le vol, que vos effets aient été dans votre maison ou votre voiture ou même lorsque vous êtes en voyage. Bien entendu, il faut que la maison ou la voiture aient été fermées à clé au moment du vol. Si les effets volés étaient dans votre voiture ou dans votre maison mais qu'il n'y a aucun indice que les serrures ont été brisées, les conditions d'assurance ne s'appliquent pas.

Assurance-automobile

(Voir page 126)

Plaintes

Si vous avez des plaintes concernant une assurance, adressez-vous d'abord au directeur de la compagnie qui vous a assuré. Si vous n'obtenez pas satisfaction, vous pouvez écrire ou téléphoner au

Surintendant des assurances
(Superintendent of Insurance)
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario)
Téléphone: 965-1761

Taxes et impôts

Impôt sur le revenu

Le gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur le revenu. Toute personne dont le revenu est supérieur à un montant stipulé par le gouvernement doit déclarer son revenu sur une formule de déclaration d'impôt sur le revenu. Le revenu peut provenir du salaire, de loyers ou d'investissements tels que les intérêts sur des actions, obligations et comptes en banque. Il faut également déclarer en plus du revenu ordinaire, les pourboires et les gains provenant d'un emploi à temps partiel.

Il y a un impôt de 50% sur les gains en capital réalisés au cours de l'année. On entend par gains en capital, les profits réalisés lors d'une vente sur le prix d'achat. La maison qui vous appartient et où vous demeurez est exempte de cet impôt.

Exemptions

Un contribuable peut déduire certaines exemptions ou obtenir un dégrèvement pour les personnes à sa charge. Un immigrant, dont la femme et les enfants ne sont pas encore arrivés au Canada, devrait s'adresser au bureau local de l'impôt sur le revenu et se renseigner sur les exemptions permises dans ce cas.

Les frais d'entretien d'un enfant sont déductibles dans certaines conditions. Les parents qui ont droit à ces déductions doivent se procurer des reçus à cet effet. Sur ces reçus, le numéro d'assurance sociale de la personne qui s'occupe des enfants doit être porté.

Une exemption additionnelle est accordée aux personnes de 65 ans ou plus.

Année d'imposition

Les déclarations d'impôt sur le revenu doivent être envoyées entre le 1er janvier et le 30 avril de chaque année pour le revenu de l'année précédente. Il faut payer une amende si l'on envoie la déclaration en retard et des pénalités sont prévues si l'on fait délibérément une fausse déclaration.

Païement

L'employeur déduit l'impôt sur le revenu du salaire de ses employés et l'envoie au bureau de l'impôt. Au plus tard le 1er mars, il doit remettre à chacun de ses employés une formule T4 indiquant les gains et le montant d'impôt sur le revenu qui en a été déduit. S'il y a lieu, l'employé reçoit également des formules T5 de sa banque ou d'autres formules appropriées s'il a d'autres investissements, indiquant ses revenus supplémentaires. Lors de la déclaration d'impôt sur le revenu, les montants figurant sur ces formules doivent être inclus dans son revenu. Si après tous les calculs, vous devez des impôts ou si l'on a retenu un montant insuffisant d'impôt sur votre salaire, vous devez envoyer la différence avec votre déclaration. Si, par contre, vous avez payé plus que le montant d'impôt nécessaire, le bureau de l'impôt vous enverra un remboursement par chèque.

Le personnel du bureau local de l'impôt sur le revenu renseigne tous ceux qui ont des difficultés à remplir leur déclaration; vous pouvez y aller ou téléphoner. Le personnel, dans un grand nombre de ces bureaux, est multilingue.

Régime de dégrèvement fiscal de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario a institué un régime qui permet aux contribuables d'obtenir un dégrèvement fiscal sur la propriété, les ventes; dans certains cas, les pensionnés paient moins d'impôt et les contributions à un parti politique peuvent être déduites du revenu imposable. Même si votre revenu n'est pas assez important pour être imposable, vous pouvez en bénéficier. Il faut, toutefois, remplir une déclaration d'impôt sur le revenu et la déclaration imprimée sur papier violet qui est incluse dans l'enveloppe de la déclaration d'impôt.

Pour de plus amples renseignements à propos de ce régime, adressez-vous au bureau d'impôt fédéral le plus proche de chez vous ou du ministère du Revenu de l'Ontario à l'adresse ci-dessous:

Ministère du Revenu
Direction du revenu garanti et du dégrèvement fiscal
(Guaranteed Income and Tax Credit Branch)
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 2B3

Téléphone — les résidents de la communauté urbaine de Toronto: 965-8470. Tous autres résidents: composez le "0" et demandez à la téléphoniste le Zénith 8-2000 (l'appel est gratuit).

Le ministère du Revenu donne, le cas échéant, des renseignements dans d'autres langues que l'anglais et le français.

Séances d'information sur l'impôt sur le revenu

Dans un grand nombre de villes et de villages de l'Ontario, on a organisé des séances d'information sur l'impôt sur le revenu; elles ont lieu le soir, et ont pour but d'aider les gens à bas revenu à remplir leur déclaration d'impôt. Ces séances sont généralement mises sur pied par des organisations communautaires locales et ce sont elles qui s'occupent de trouver un local et de fixer les heures des réunions. Dans les régions où il y a un nombre important d'immigrants, on prévoit aussi les services d'interprète. À ces séances, des comptables qualifiés, bénévoles, montrent comment remplir la formule d'impôt. Si votre revenu est bas et que vous avez besoin d'aide, demandez au centre d'information de votre localité si de telles séances sont prévues.

Taxe de vente

Sur un grand nombre d'articles que vous achetez, on ajoute une taxe de vente de sept pour cent. Certains articles sont exempts de cette taxe, par exemple, les vêtements d'enfants, les livres et la plupart des denrées alimentaires.

Les restaurants qui servent des repas assez chers, ajoutent à leur note la taxe. Au moment de l'achat, la taxe est ajoutée au prix de l'automobile, de l'essence, des alcools, du tabac et du billet pour un spectacle.

Taxe foncière

Tous propriétaires fonciers paient des taxes à la municipalité. Ces taxes servent principalement à payer les frais d'éducation, la police et les pompiers, le ramassage des ordures, l'entretien des routes, des rues et des parcs. Plus la valeur de la propriété foncière est élevée, et plus le propriétaire paie d'impôt. Dans les paiements d'hypothèques sur une maison, la taxe est parfois incluse. Les locataires contribuent au paiement des taxes d'un propriétaire qui les a incluses dans le loyer.

Habituellement, le paiement des taxes est réparti en trois, quatre ou six versements par an. Les dates de ces versements sont indiquées sur l'avis d'impôt et si vous les payez en retard, des intérêts sont comptés et augmentent

VOTRE BUDGET

petit à petit le montant à payer. Si les taxes ne sont pas payées pendant trois années consécutives, la municipalité peut vendre la propriété en question, pour récupérer les taxes dues et les intérêts en retard.

Pour de plus amples renseignements concernant les taxes foncières, adressez-vous au greffier de la ville, village ou municipalité. Vous trouverez le bureau du greffier (clerk) à la mairie ou à l'hôtel de ville.

La loi en Ontario

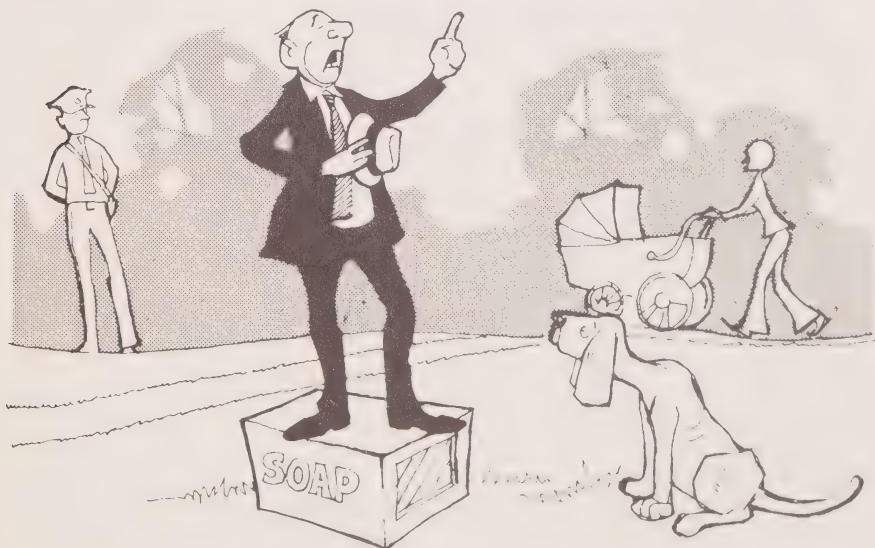
La loi dans une société libre	page 111
Les lois fédérales, provinciales et les arrêtés municipaux (voir page 137)	
Forces policières	112
La police et le peuple	113
Code criminel	114
Arrestation	114
Au poste de police	114
Cautionnement	115
Devant la cour	115
Jugement par jury	115
Sentence	115
Droit d'appel	116
Les conséquences d'un casier judiciaire	116
Droit civil	116
Poursuite en justice	116
Tribunal familial	116
Les jeunes	116
Problèmes de famille	117
Assistance juridique	117
Les séances d'assistance juridique	118
La discrimination (Commission des droits de l'homme de l'Ontario)	118
L'Association canadienne des droits civils	119
Ombudsman	119

La loi en Ontario

La loi dans une société libre

La plupart des gens en Ontario trouvent que les lois accordent une grande liberté individuelle et, qu'en général, on a bien de la chance de vivre dans une société aussi libre. Bien entendu, le système n'est pas parfait. Il y a toujours des injustices, des lois qui ont besoin d'être modifiées. Mais le gros avantage d'un régime démocratique, c'est qu'individuellement on peut contribuer à changer certaines choses.

Tant qu'une loi est en vigueur, il faut la respecter, mais au Canada, on peut contribuer à faire changer les lois qu'on trouve imparfaites ou insuffisantes. Les lois sont faites par des représentants élus par le peuple aux gouvernements fédéral, provincial et municipal. C'est à eux qu'il appartient d'introduire les lois qui répondent aux vœux de la majorité du peuple. C'est donc à chacun de nous d'élire aux gouvernements des représentants qui, selon notre avis, feront de bonnes lois et c'est notre responsabilité de leur faire savoir ce que nous voulons.



Il y a des libertés auxquelles nous attachons beaucoup de prix, par exemple, la liberté d'expression, la liberté de presse, la liberté de culte, la liberté d'action et la liberté de réunion. Bien entendu, on n'est jamais complètement libre. Chaque liberté s'accompagne de la responsabilité de respecter celle des autres.

La liberté d'expression signifie qu'on peut exprimer son opinion sans crainte de représailles. Il y a, cependant, des limites. On ne peut pas faire de fausses déclarations, compromettre la réputation d'un autre et lui faire perdre son gagne-pain.

La liberté de presse signifie que les journaux peuvent publier tout ce qu'ils veulent, mais là aussi il faut respecter certaines règles. Un journal peut être poursuivi en justice pour avoir fait des déclarations erronées ou qui attaquent la réputation de quelqu'un. Aucun journal canadien sérieux ne publiera une lettre anonyme. Il arrive parfois qu'un lecteur écrive à un journal, signe sa communication, mais demande qu'on ne publie pas son nom parce qu'il pourrait avoir des ennuis. Dans ce cas, la lettre est publiée avec une mention du rédacteur "name withheld" (nom non publié).

La liberté de culte est celle qui permet à chacun de pratiquer la religion de son choix.

La liberté d'action signifie qu'une personne a le droit de se déplacer où elle veut au Canada et de choisir l'endroit où elle veut vivre.

La liberté de réunion est celle qui permet aux gens de se rencontrer pour discuter de n'importe quel sujet. Vous entendrez parler de défilés et de manifestations de mécontents; ce sont là des moyens de protester contre un employeur, un organisme, une entreprise, une usine, le gouvernement ou un pays étranger. Ces manifestations sont autorisées par la loi tant qu'il n'y a pas violence. Si la manifestation dégénère en émeute ou en bagarre, la police a le droit d'intervenir.

Au Canada, une personne arrêtée est présumée innocente jusqu'à ce qu'on prouve, sans un doute raisonnable, qu'elle est coupable. Sa cause est entendue en toute impartialité, en audience publique, aussitôt que possible.

Les lois fédérales, provinciales et arrêtés municipaux
(Voir page 137)

Forces policières

En Ontario, les forces policières sont divisées en trois paliers qui correspondent à ceux des gouvernements.

La Gendarmerie royale du Canada, appelée Police montée (RCMP) relève du gouvernement fédéral. Au temps où le Canada était moins peuplé, que le réseau de chemins de fer n'était pas aussi étendu et les trains plus rares, que les routes étaient pour ainsi dire inexistantes, qu'il n'y avait ni voiture, ni avion, la Police montée était responsable de maintenir l'ordre dans d'immenses régions, qu'elle parcourait à cheval. Bien qu'à l'heure actuelle la Gendarmerie royale utilise des moyens de transport plus modernes, elle est encore connue sous le nom de "Police montée" et les agents, souvent désignés du nom de "Mounties".

Dans toutes les provinces, sauf l'Ontario et le Québec, la Gendarmerie royale assume aussi les responsabilités de la sûreté provinciale. Le Québec et l'Ontario disposent de leurs propres services de Sûreté provinciale. Le rayon d'action de la Sûreté de l'Ontario s'étend à toute la province; toutefois, elle ne peut pas intervenir dans les municipalités qui disposent d'un service de police. Généralement, toutes les villes de plus de 5,000 habitants sont dotées d'une police locale.

Si vous habitez dans une ville, ce sont les agents de police municipaux qui s'occupent de la circulation, patrouillent les rues, les parcs et, en général, assurent la protection de la population. Dans certaines villes, des bureaux ont été créés qui font partie de la police, mais dont le personnel, hommes et femmes, est formé spécialement pour s'occuper des jeunes. Ce personnel travaille avec les parents, les professeurs et autres membres de la collectivité pour avertir les jeunes avant qu'ils ne commettent des actes répréhensibles; il s'occupe aussi des jeunes délinquants.

Les trois forces policières travaillent en étroite liaison. Si vous voyez quelqu'un commettre un crime, vous avez la responsabilité de le signaler à la police.

La police et le peuple

La responsabilité de la police est d'appliquer la loi et d'empêcher qu'un crime soit commis. On se fie donc à la police d'assurer la protection et on apprend aux enfants à adopter à son égard la même attitude. Parce que la plupart des gens ont confiance en la police, ils sont fiers de coopérer de bonne volonté avec elle.

Certains policiers ne portent pas d'uniforme. Mais tous les policiers, en uniforme ou non, portent sur eux une plaque ou une carte d'identité.



La plupart des gens ont rarement affaire à la police et souvent il s'agit d'une infraction au Code de la route. Néanmoins, le peuple doit connaître ses droits et les pouvoirs de la police. Ceux-ci sont décrits plus loin dans ce chapitre; il arrivera peut-être qu'un jour vous ayez affaire à elle et vous ne saurez comment agir.

Le policier ne peut entrer chez vous sans votre permission sauf dans les deux situations suivantes: s'il poursuit quelqu'un et qu'il le voit entrer dans votre maison, avec ou sans votre consentement, que vous le sachiez ou que vous l'ignoriez. Pour attraper quelqu'un, un policier a le droit d'aller n'importe où. Si un policier pense que vous cachez une personne recherchée par lui ou que vous gardez chez vous des choses interdites par la loi comme, par exemple, des drogues illicites ou des biens volés, il peut obtenir un mandat de perquisition, un document écrit lui donnant l'autorisation de fouiller votre maison et indiquant la raison. Il doit vous montrer le mandat de perquisition.

Dans l'exécution de ses fonctions, la police a l'autorité de se faire obéir de tous et prendre les mesures nécessaires en cas de besoin. Une des fonctions du policier est de veiller à l'application de la loi, même une loi que vous n'approuvez pas; souvenez-vous que ce n'est pas lui qui a fait la loi. La loi a été faite par des représentants élus par ceux qui ont voté pour eux. Tant que la loi est en vigueur, le policier doit veiller à ce qu'elle soit respectée, que la loi lui plaise ou pas. C'est son travail.

Si vous voulez faire changer une loi, parlez-en à votre représentant élu — le député fédéral (MP, membre du Parlement), le député provincial (MPP, member of the Provincial Parliament), l'échevin ou le conseiller municipal. Si vous n'aimez pas la façon dont un policier remplit ses fonctions, vous pouvez le signaler à l'administration dont il relève ou au représentant gouvernemental élu.

Code criminel

Lorsqu'un crime a été commis, le gouvernement agira contre l'individu ou l'organisation, selon les dispositions du Code criminel. Dans toute action de ce genre, la police, représentant le gouvernement, intervient souvent.

Arrestation

Un policier peut arrêter un particulier et l'inculper; dans ce cas, il agit au nom du gouvernement. Il faut qu'il soit à peu près sûr de la culpabilité de la personne parce qu'il devra fournir des preuves à la cour.

Un policier peut demander à une personne d'aller avec lui au poste de police, mais elle n'est pas obligée de le faire. Un policier qui arrête une personne doit l'en informer et lui donner les raisons de l'arrestation.

Au poste de police

Une personne qui a été arrêtée et qui se rend volontairement au poste de police avec un agent, n'est pas tenue de répondre aux questions qu'on lui pose ni de donner un renseignement quelconque. Elle a le droit de parler à un avocat avant de dire quoi que ce soit et la police doit lui permettre de communiquer avec un avocat. Si, toutefois, elle répond aux questions qu'on lui pose, et que

plus tard elle doit se présenter devant un tribunal pour être jugée, toutes les déclarations qu'elle aura faites peuvent être présentées par la police, contre elle, au moment du procès.

Cautionnement

Dans certains cas, une personne qui a été arrêtée et inculpée d'une infraction est amenée devant un juge. À ce moment, le Procureur (Crown attorney), qui est un avocat représentant le gouvernement, explique au juge pourquoi cette personne devrait être mise en prison jusqu'à son procès.

Si, toutefois, le juge décide que cette personne n'a pas besoin d'être emprisonnée, il peut lui permettre de rentrer chez elle sur promesse écrite qu'elle se présentera devant le tribunal le jour de son procès. Le juge peut également lui prescrire de demeurer dans une certaine région, de remettre son passeport et fixer d'autres conditions. Cette procédure est ce qui est appelé libération sur cautionnement (bail).

Dans les cas qui ne sont pas graves, le cautionnement n'est pas nécessaire. Il n'y a pas de mandat d'arrestation et le policier qui accuse la personne d'une infraction remettra à cette personne un formulaire qui la somme à se présenter devant un tribunal à une date définie pour répondre de l'accusation. Si la personne inculpée ne se présente pas à la date voulue, elle a commis une nouvelle infraction pour laquelle elle peut être arrêtée.

Devant la cour

L'accusé peut plaider coupable ou non coupable lorsqu'il apparaît en cour.

Il peut assurer sa propre défense, mais en fait peu de personnes ne se prévalent de ce droit car les lois sont très compliquées. Généralement, l'accusé retient un avocat. Durant le procès, c'est l'avocat de l'accusé qui le défendra et le Procureur qui produit toutes les preuves en vue d'établir la vérité. Pour qu'un accusé soit déclaré coupable, il faut que sa culpabilité soit prouvée, sans un doute raisonnable.

Si un accusé ne peut payer les services d'un avocat, il peut retenir un avocat par l'intermédiaire de l'Assistance juridique et les services seront gratuits ou à des honoraires peu élevés. Les services d'un interprète sont fournis pour ceux qui en ont besoin. (Voir Assistance juridique page 117.)

Jugement par jury

Dans les tribunaux de première instance, les causes sont jugées par un juge provincial, mais à un échelon plus élevé, où les causes plus graves sont jugées, un accusé peut choisir le jugement par juge ou par jury. Le jury est formé de 12 personnes dans le cas d'un procès criminel et de 6 personnes pour une action civile. C'est au jury de décider si l'accusé est coupable ou non. Et c'est le juge qui décide de la peine après le verdict.

Sentence

La sentence ou la condamnation peut être une amende, l'emprisonnement ou les deux. Une personne peut parfois obtenir une suspension de sa peine d'emprisonnement pour une durée allant jusqu'à trois ans. Si, au cours de cette

période de liberté conditionnelle, elle respecte toutes les conditions qui lui sont prescrites, elle n'ira pas en prison du tout. Mais si elle viole les conditions de sa liberté conditionnelle, le juge peut la condamner à être emprisonnée.

Les personnes qui attendent leur jugement ou qui purgent des peines de 30 jours ou moins sont détenues dans les prisons provinciales ou les centres de détention régionaux. Les peines de prison allant d'un mois à deux ans moins un jour sont purgées dans les centres correctionnels dont l'administration relève du gouvernement de l'Ontario. Les personnes condamnées à des peines de deux ans ou plus sont envoyées dans des pénitenciers qui relèvent du gouvernement fédéral. Tant dans les institutions correctionnelles provinciales que fédérales, de nombreux programmes d'études et de formation professionnelle ainsi que des services d'orientation professionnelle ont été institués dans le but de réhabiliter les coupables.

Droit d'appel

Un accusé qui pense que son cas n'a pas été jugé en toute impartialité, peut interjeter appel. Si l'appel est accordé, il y aura un nouveau jugement. La Cour suprême du Canada est la dernière instance à laquelle on puisse faire appel.

Les conséquences d'un casier judiciaire

Une personne qui a été jugée coupable d'un délit criminel verra sa condamnation portée dans son casier judiciaire. Il peut arriver qu'après, elle ait des difficultés à trouver un emploi et à se faire cautionner. Certains emplois du gouvernement lui seront peut-être interdits. Et certains pays lui refuseront l'entrée en tant qu'immigrant.

Droit civil

Tous litiges concernant les droits d'un particulier ou d'une organisation sont du ressort du droit civil.

Poursuite en justice

Une personne ou une organisation peut poursuivre en justice une autre personne ou une autre organisation, et le procès est jugé par un tribunal civil. Lorsqu'il y a un procès, la personne ou l'organisation impliquée est appelée "partie" en termes juridiques. Lorsqu'une partie intente une action en justice, on dit qu'elle poursuit l'autre partie et l'action est appelée procès.

La partie "poursuivie" reçoit une sommation de comparaître devant la cour et la partie "plaignante" apporte les preuves contre elle.

Les avocats des deux parties arrivent parfois à un accord à l'amiable et le différend est réglé sans l'intervention de la cour. Un règlement à l'amiable élimine la nécessité d'un procès long et coûteux.

Tribunal familial

Les jeunes

Les enfants entre sept et 16 ans qui violent la loi sont traduits devant le tribunal familial. Ces tribunaux font tout en leur pouvoir pour que les jeunes

ne deviennent pas des criminels. Le tribunal familial aide aussi les jeunes qui ont été négligés par leurs parents. C'est devant ces tribunaux que la Société d'aide à l'enfance (Children's Aid Society) présente ses cas. Les adultes qui contribuent à la délinquance juvénile sont également jugés par ce tribunal.

Le tribunal familial siège à huis clos, il ne lui est pas permis de donner à un journal le nom d'un enfant de moins de 16 ans accusé d'un délit. On peut faire appel aux services d'un interprète. Les dossiers sont strictement confidentiels afin qu'un enfant qui paraît devant un tribunal familial n'ait pas de casier judiciaire.

On peut confier à la Société d'aide à l'enfance la surveillance d'un enfant. Un adolescent peut être mis en liberté surveillée, c'est-à-dire qu'un délégué à la liberté surveillée demeure en contact avec l'adolescent et ses parents. La fonction principale du délégué à la liberté surveillée est de veiller sur ces adolescents pour les empêcher de devenir des délinquants. Les délinquants juvéniles ne sont pas envoyés dans la même prison que des adultes, mais dans des institutions spéciales que l'on appelle des centres d'éducation surveillée.

Problèmes de famille

Le tribunal de famille s'occupe également de certains problèmes de famille tels que les disputes entre conjoints, le soutien financier par la partie fautive au conjoint et enfants. (Les divorces sont du ressort d'un autre tribunal.) Ces cas sont également traités à huis clos et les dossiers sont confidentiels.

Des conseillers aident les familles à résoudre leurs problèmes, sans avoir recours à une poursuite en justice si possible. Un avocat des services juridiques du tribunal peut conseiller les accusés sur le cautionnement, s'ils doivent plaider coupables ou non coupables, etc. On peut faire appel aux services d'un interprète, s'il y en a un disponible.

Le tribunal familial relève du gouvernement provincial. Vous trouverez le numéro de téléphone du tribunal familial sous

Government of Ontario
Ministry of Attorney General
(Gouvernement de l'Ontario)
(Ministère du Procureur général)
Provincial Court (Familial Division)
(Cour provinciale, Division familiale)

Assistance juridique

La "Law Society of Upper Canada" est chargée par le gouvernement de l'Ontario d'un programme qui prévoit les services d'un avocat, soit gratuitement, soit à des honoraires fixés selon les moyens de l'intéressé. La demande doit être soumise directement au bureau local de l'assistance juridique ou par l'intermédiaire de votre propre avocat ou l'avocat du tribunal. Une personne qui s'est vu accorder un certificat d'assistance juridique peut le présenter à un avocat de son choix, ou un avocat qui se trouve sur la liste du bureau régional.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au bureau de l'assistance juridique dont vous trouverez le numéro de téléphone dans l'annuaire sous Legal Aid (Assistance juridique).

Les séances d'assistance juridique

Ces séances d'assistance juridique ont été organisées pour que des personnes à bas revenu puissent obtenir gratuitement des conseils en matière juridique. Des bureaux ont été ouverts à Kingston, Ottawa, Toronto et Windsor. Dans les régions où il y a une population importante d'immigrants, on peut parfois se procurer les services d'un interprète. Ces bureaux d'assistance juridique ont été créés par des organisations locales. Ceux qui dispensent les conseils sont des étudiants en droit. Ils le font pour acquérir de l'expérience et, en cas de besoin, peuvent faire appel à leurs instructeurs.

La discrimination (Commission des droits de l'homme de l'Ontario)

Le Code des droits de l'homme de l'Ontario a pour but de protéger les groupes minoritaires, les femmes, les personnes âgées de 40 à 65 ans, contre la discrimination, en particulier dans les domaines de l'emploi, du logement, de la publicité, l'accès à certains services et l'entrée à des endroits publics. Le Code interdit toute discrimination fondée sur des raisons de race, de croyance religieuse, couleur, âge, sexe, état civil, nationalité, ascendance ou lieu d'origine.

Un travailleur doit être engagé pour ses qualifications, ses compétences, son expérience et non à cause de sa race, sa croyance religieuse, etc. Un employeur ne peut demander à un candidat de produire son certificat de naissance ou de lui révéler son lieu de naissance ou même exiger une photographie. Aucune question portant sur la race, nationalité, couleur ou religion ne sont autorisées. Le sexe et l'état civil d'un candidat ne devraient pas influencer la décision d'un employeur.

Le Code interdit la discrimination et personne ne peut refuser à quiconque certains services ou l'entrée à des endroits publics. Ceux-ci incluent les établissements tels que motels, salons de coiffure, piscines publiques et salles de quilles.

En ce qui concerne le logement, le Code interdit la discrimination, excepté dans le cas où le propriétaire et sa famille doivent partager la cuisine et la salle de bains avec les locataires. Les propriétaires peuvent établir certaines conditions qui sont d'ordre personnel comme, par exemple, ils peuvent refuser des animaux familiers, exiger que ses locataires ne prennent pas de boissons alcooliques ou ne fument pas, mais seulement si ces conditions s'appliquent à tous ceux qui se présentent, indifféremment de la race, de la croyance religieuse, de la nationalité ou du sexe.

Pour loger une plainte, vous pouvez vous adresser à la Commission des droits de l'homme de l'Ontario par téléphone, par lettre ou en vous présentant à leurs bureaux. La plainte peut être logée par la victime de l'acte discriminatoire ou une tierce personne qui le fait en son nom. Par exemple, un syndicat peut loger une plainte au nom d'un de ses membres avec son consentement et, dans le cas d'un immigrant qui ne parle pas l'anglais, il peut s'adresser à une organisation telle qu'une société d'aide aux immigrants pour loger une plainte.

Pour vous mettre en rapport avec la Commission des droits de l'homme de l'Ontario, cherchez dans l'annuaire de téléphone sous "Government of Ontario, Human Rights Commission" ou "Gouvernement de l'Ontario, Commission des droits de l'homme".

L'Association canadienne des droits civils

Si vous pensez que vos libertés civiles ne sont pas respectées, une organisation indépendante peut vous aider. Ses services ne font pas double emploi avec ceux de la Commission des droits de l'homme, et ils sont gratuits.

Ecrire ou téléphoner à

L'Association canadienne des droits civils
(Canadian Civil Liberties Association)
229, rue Yonge
Toronto (Ontario)
Téléphone: 363-0321

Ombudsman

L'Ombudsman est une personne nommée par l'Assemblée législative de la province qui a l'autorité de faire une enquête sur toute plainte portant sur des décisions administratives du gouvernement provincial ou d'un organisme relevant de celui-ci. Le mot "ombudsman" vient du suédois et veut dire "représentant ou agent" du peuple.

L'Ombudsman est une fonction qui a été créée au début de 1975. Toute personne qui a une plainte peut écrire ou téléphoner pour un rendez-vous. Une permanence téléphonique est assurée 24 heures sur 24. Pour communiquer avec le bureau de l'Ombudsman

The Ombudsman
65 ouest, rue Queen
6e étage
Toronto (Ontario)
Téléphone: 362-7331

L'automobile

	page
Pour apprendre à conduire	121
Permis de conduire	122
Comment obtenir un permis de conduire	122
Permis de chauffeur	122
Permis de conduire une motocyclette	122
Nouveaux résidents	122
Visiteurs	122
Changement d'adresse	123
Achat d'une automobile	123
Le vendeur	123
Certificat de normalisation de sécurité	124
Inspection de l'automobile	124
Acompte	124
Garantie	124
Contrat de vente	124
Changement de propriétaire	125
Sécurité routière	125
Les ceintures de sécurité	125
Le système des points de démerite	125
Accident	126
Inspection de sécurité	126
Assurances-automobile	126
Responsabilité civile (blessures corporelles et dommages matériels)	126
Indemnités en cas d'accident	127
Collision	127
Garanties supplémentaires	127
Passagers	127
Droit payé par les automobilistes non assurés	128
Clubs et associations d'automobilistes	128

L'automobile

Pour un grand nombre d'immigrants, surtout les jeunes, posséder et conduire une voiture semble être une ambition première. Une voiture peut, dans certains cas, être nécessaire à la famille mais on ne doit pas perdre de vue que c'est une grosse dépense. Il est donc sage d'attendre qu'on a vraiment les moyens de la payer avant de se décider, sinon, vous risquez de vous endetter pour bien longtemps. Toutefois, si vous vous êtes décidé à acheter une auto, assurez-vous qu'elle vaut le prix que vous allez payer.

Ce qu'une voiture va vous coûter n'est pas seulement le prix initial que le vendeur en demande. Si vous l'achetez à crédit et que vous payez par mensualités, le coût en est augmenté. En plus de l'essence, l'assurance et les plaques d'immatriculation, il faut calculer les frais d'entretien et de réparation, surtout s'il s'agit d'une voiture d'occasion. Il faut aussi penser aux frais de stationnement. De plus, une automobile se déprécie rapidement.

Pour apprendre à conduire

Avant de pouvoir apprendre à conduire, vous devez vous procurer un permis provisoire. Il est valable pendant un an, mais, pendant cette période, vous devez toujours avoir un conducteur qui a son permis permanent assis à côté de vous pendant que vous conduisez. Ces formules s'obtiennent de n'importe quel bureau d'examen du permis de conduire du ministère des Transports et des Communications de l'Ontario.

Les jeunes gens qui ont 16 ans mais pas encore 17 ans, doivent présenter le consentement écrit du père ou de la mère, ou du tuteur pour obtenir un permis provisoire. La formule de consentement se trouve au dos du formulaire de demande.

Vous pouvez vous procurer le Guide de l'automobiliste (Driver's Handbook), une publication du ministère des Transports et des Communications de l'Ontario, de n'importe quel bureau d'examen du permis de conduire. Ce livret est gratuit et contient en termes courants les dispositions du Code de la route ainsi que quelques conseils sur la sécurité routière. Lisez-le attentivement avant de faire votre demande de permis provisoire (instruction permit).

Permis de conduire

Comment obtenir un permis de conduire

Pour obtenir le permis de conduire, vous devez avoir plus de 16 ans et passer l'examen. Au moment où vous faites votre demande de permis provisoire, ou permanent, ou lorsque vous vous présentez pour l'examen de conduite sur la route, on vous demandera une pièce d'identité indiquant votre âge. Si vous avez un passeport, apportez-le avec vous au bureau d'examen du permis de conduire. L'examen consiste en deux épreuves: une épreuve écrite et l'autre, la conduite sur la route. Vous pouvez choisir de faire votre examen en anglais ou en français et vous pouvez apporter avec vous un dictionnaire. Se faire remplacer par quelqu'un d'autre à l'examen constitue un délit.

Ce sont des examinateurs du ministère des Transports et des Communications de l'Ontario qui font passer l'examen. Dans les villes et les villages d'une certaine importance, il y a plusieurs centres d'examen du permis de conduire. Au moment où vous faites votre demande de permis de conduire permanent, vous aurez à verser des droits. Dans le montant que vous paierez, les droits pour le permis provisoire et l'inscription aux épreuves sont inclus. Si vous passez les épreuves, vous paierez un droit supplémentaire pour le permis de conduire permanent valable un an. Après la première année, on vous enverra un formulaire de demande de renouvellement; renvoyez-le au Ministère, dûment rempli et accompagné du montant qui sera indiqué. Après ce premier renouvellement vous constaterez sur votre permis de conduire que sa date d'expiration est la même que votre date de naissance; il est habituellement valable pendant trois ans. Sur le feuillet en couleur annexé à cette brochure, vous trouverez indiqués les droits perçus pour un permis et l'inscription.

Permis de chauffeur

Si vous travaillez comme chauffeur de taxi ou de camion, vous devez obtenir un permis de chauffeur et vous devrez passer un examen spécial.

Permis de conduire une motocyclette

Pour obtenir un permis de conduire une motocyclette, il faut également passer un examen spécial.

Nouveaux résidents

Si, en arrivant au Canada, vous avez un permis de conduire d'un autre pays encore valable, vous pouvez vous servir de ce permis pendant 30 jours. Ce délai vous permettra de passer l'examen et d'obtenir un permis de l'Ontario. Vous devriez faire votre demande le plus tôt possible, car il y a généralement une longue liste d'attente.

Visiteurs

Un visiteur qui a plus de 16 ans et qui détient un permis de conduire d'une autre province du Canada n'a pas besoin de se procurer un permis de l'Ontario.

Un visiteur d'un pays étranger peut conduire sans un permis de l'Ontario s'il a plus de 16 ans, détient un permis de conduire valide de son pays d'origine, possède un permis international encore valide et s'il n'a pas habité l'Ontario plus de trois mois au cours d'une année quelconque.

Changement d'adresse

Si vous changez d'adresse, il faut remplir la formule au dos de votre permis de conduire et l'envoyer par lettre recommandée dans les six jours qui suivent le déménagement, à l'adresse suivante:

Ministère des Transports et des Communications
C.P. 520, Succursale "F"
Toronto (Ontario) M4Y 2L3

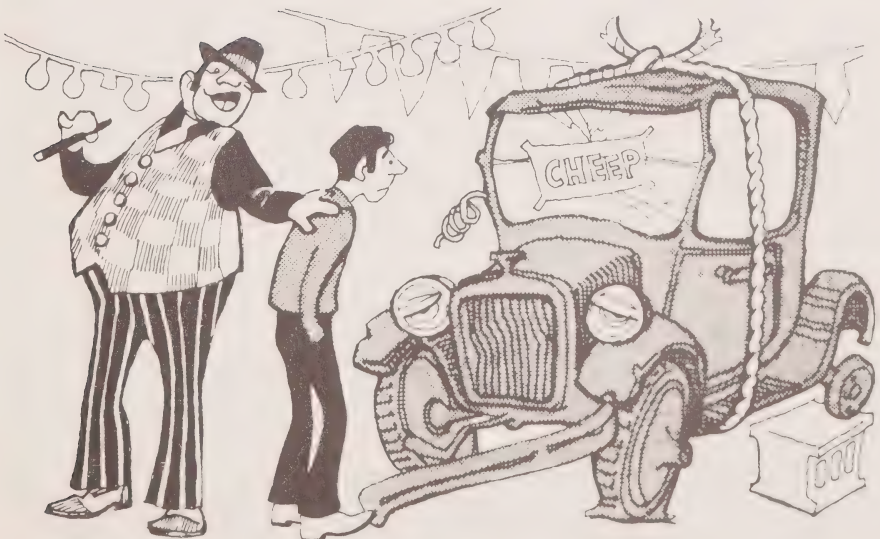
Achat d'une automobile

Si vous achetez une voiture d'occasion, vous vous exposez à certains risques. On est souvent tenté d'acheter une voiture d'occasion parce que le prix est bien inférieur à celui d'une nouvelle voiture, mais les réparations peuvent être très coûteuses. Si vous achetez à crédit, le coût total en fin de compte, peut être presque aussi élevé que celui d'une voiture neuve.

Le vendeur

Avant d'acheter une voiture, renseignez-vous sur la réputation du vendeur, si possible de personnes qui ont déjà acheté une voiture chez lui ou adressez-vous au Better Business Bureau (page 99) ou à la

Direction des véhicules à moteur
(Motor Vehicles Branch)
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M4Y 1Y7



Si vous achetez une automobile d'un particulier, vérifiez d'abord au bureau d'immatriculation des véhicules qu'il en est le propriétaire. Pour obtenir ce renseignement, vous pouvez écrire à la Direction de l'immatriculation des véhicules, ministère des Transports et des Communications. Autre précaution: vérifiez si le nom et l'adresse indiqués sur son permis de conduire sont les mêmes que sur le certificat d'immatriculation.

Certificat de normalisation de sécurité

Toute voiture d'occasion vendue par un vendeur ou un particulier doit être certifiée à moins que les plaques d'immatriculation aient été remises au Ministère et que le véhicule est vendu avec un permis restrictif. Et c'est à l'acheteur de se procurer le certificat de normalisation de sécurité.

Inspection de l'automobile

Examinez soigneusement l'automobile, en plein jour, pour constater les effets de l'usure, l'état de la carrosserie et l'alignement des roues. Essayez la voiture sur la route à des vitesses différentes.

Acompte

Ne versez aucune somme d'argent à titre d'acompte (down payment) à moins d'être absolument certain que vous allez acheter la voiture. Si vous changez d'idée, certains vendeurs sont prêts à vous rembourser, mais d'autres ne le feront pas.

Garantie

Une voiture neuve est garantie. On vous remettra une "guaranty" ou "warranty". Sur le certificat, il sera indiqué que la garantie est valable jusqu'à une certaine date ou lorsque la voiture aura parcouru un certain millage, selon ce qui arrive en premier. Cette garantie porte sur les pièces défectueuses qui seront remplacées gratuitement, parfois le travail de réparation est gratuit également. L'acheteur d'une voiture d'occasion doit payer un certain montant pour que la garantie lui soit cédée. Cette garantie ne peut être cédée qu'une seule fois. Le certificat de normalisation de sécurité n'est pas une garantie. Si la voiture est vendue sans garantie, mention doit en être faite sur le contrat d'achat. Par contre, si une garantie est donnée au moment de l'achat, les conditions doivent être décrites sur le contrat. N'oubliez pas qu'un vendeur qui vous fait des promesses verbales ne s'engage à rien étant donné que vous ne pourrez pas l'obliger à les tenir.

Contrat de vente

Lorsque vous achetez une voiture chez un vendeur autorisé, vous recevrez une copie du contrat de vente qui porte le nom, l'adresse de l'acheteur et du vendeur, une description détaillée de la voiture, le prix, l'acompte et tous autres frais qu'on vous demandera de payer. S'il s'agit d'une voiture d'occasion, il faut que le millage soit indiqué sur le contrat.

Si vous échangez votre ancienne voiture contre une neuve, le contrat doit également indiquer certains détails de l'échange tels que le numéro d'imma-

triculation, le millage, la valeur de l'ancienne voiture, c'est au vendeur de le faire.

Si vous achetez une voiture d'occasion et que vous allez payer par mensualités, vous pouvez vous entendre avec le vendeur sur le financement et tous les renseignements concernant les versements, le taux d'intérêt et le montant des intérêts doivent figurer sur le contrat. Le vendeur doit assumer cette responsabilité. Si vous achetez une voiture d'un particulier, vous pouvez vérifier si la voiture a été entièrement payée en vous adressant au bureau d'enregistrement du comté où les dettes sont enregistrées. Toutefois, la vérification est plus compliquée car la dette peut être enregistrée ailleurs au Canada. Si vous savez dans quel comté le vendeur habitait au moment où il a acheté la voiture, vous devriez pouvoir obtenir les renseignements nécessaires. En principe, n'achetez rien de quelqu'un que vous ne connaissez pas.

Changement de propriétaire

La loi stipule que si un propriétaire cède sa voiture à quelqu'un d'autre, le ministère des Transports et des Communications de l'Ontario doit en être avisé dans les six jours qui suivent la date du transfert. Cette responsabilité incombe à la fois à l'acheteur et au vendeur. Tous deux doivent signer la demande de transfert au dos du certificat d'immatriculation. Envoyez le formulaire par lettre recommandée ou présentez-le à la Direction des véhicules à moteur.

Sécurité routière

Les ceintures de sécurité

La plupart des automobiles sont équipées de ceintures de sécurité. Les voitures fabriquées après le 1^{er} janvier 1971 sont toutes munies de ceintures de sécurité. Si un propriétaire les a enlevées, il faut qu'elles soient remises. La loi stipule que le port de la ceinture de sécurité est obligatoire dans toutes les voitures qui en sont munies.

Les conducteurs qui font des livraisons locales sont exemptés du port de la ceinture ainsi que les particuliers qui ont un certificat d'un médecin indiquant les raisons médicales ou physiques qui les empêchent de la porter.

Le conducteur est responsable de s'assurer que les enfants de moins de 16 ans portent la ceinture de sécurité et il doit rappeler à tous les passagers de plus de 16 ans que le port de la ceinture est obligatoire.

Le système des points de démérite

Chaque infraction au Code de la route est enregistrée et selon le cas vous perdez un nombre déterminé de points, par exemple, vous aurez deux points de démérite si vous exécutez un virage interdit et sept points si vous quittez le lieu d'un accident; pour un stationnement interdit vous aurez une contravention mais pas de points de démérite. Consultez le "Guide de l'automobiliste" où figure le tableau des infractions et les points de démérite correspondants.

Si vous avez six points, le ministère des Transports et des Communications vous enverra une lettre d'avertissement; neuf points, on vous demandera de vous présenter personnellement à une entrevue, où vous devrez justifier votre conduite. Si vos raisons ne sont pas satisfaisantes, votre permis sera suspendu.

Si vous perdez 15 points en deux ans, votre permis sera suspendu pendant 30 jours et quand on vous le renverra, vous aurez encore sept points de démerite contre vous. Deux ans après la date de chaque infraction, les points de démerite sont automatiquement radiés du dossier du conducteur. Si vous accumulez 15 points de démerite une deuxième fois, la suspension du permis est de 6 mois.

Selon la gravité de l'infraction, on peut perdre le permis de conduire pendant des périodes variant de quelques semaines, à quelques mois, quelques années ou, dans les cas très graves, pour toujours. Ces infractions sont indiquées dans le "Guide de l'automobiliste". Quelqu'un qui quitte le lieu d'un accident s'expose à des peines sévères.

Accident

Si vous êtes la victime ou la cause d'un accident, vous *devez* rester sur place. Si, pour une raison quelconque, vous devez quitter les lieux, vous commettez une infraction sérieuse si vous n'avez pas été chercher de l'aide, ou donné vos nom et adresse et les nom et adresse du propriétaire inscrit de la voiture (si la voiture que vous conduisez n'est pas la vôtre) à un agent de police, un témoin ou la personne qui a subi des dommages ou des blessures.

Si, dans un accident, les dommages ou les frais de soins aux personnes blessées sont estimés à plus de \$200, il faut en informer l'agent de police ou un agent de la Sûreté provinciale.

Gardez dans votre voiture un nécessaire de premiers soins. Pour de plus amples renseignements, consultez le "Guide de l'automobiliste". Quand une personne est blessée, il est préférable de ne pas la bouger.

Renseignez-vous auprès de la Brigade ambulancière St-Jean (St. John Ambulance Association) pour des cours de premiers soins.

Inspection de sécurité

De temps en temps, la police arrête au hasard des voitures pour faire des vérifications. Les agents demandent au conducteur son permis de conduire, le certificat d'immatriculation ou la carte d'assurance. Dans certains cas, on vérifiera aussi le fonctionnement de la voiture. Pour la protection du public, on interdira la conduite sur les routes d'une voiture en mauvais état.

Assurances-automobile

Lorsque vous souscrivez une assurance-automobile, les garanties qu'elle prévoit sont diverses.

Responsabilité civile (blessures corporelles et dommages matériels)

Tout automobiliste devrait être assuré contre les blessures infligées à d'autres ou dommages aux biens d'autrui. Une personne que vous aurez blessée peut vous poursuivre en justice pour dommages et intérêts et si vous n'êtes pas assuré, le montant que vous devez payer peut se monter à des milliers de dollars.



Indemnités en cas d'accident

Cette assurance prévoit des indemnités pour vous et votre famille si vous êtes blessés dans un accident d'automobile. En outre, des indemnités sont payées à un passager blessé alors qu'il était dans votre voiture, ou au piéton que vous aurez renversé ou heurté. Ces indemnités sont versées quelle que soit la personne fautive.

Collision

Que vous soyez fautif ou pas, cette garantie couvre les dommages à votre voiture. Habituellement, le montant de l'indemnité ne couvre pas totalement les frais de réparations. S'il n'y a que de petites réparations, vous devez les payer vous-même, parce qu'il y a ce qu'on appelle une franchise (deductible allowance). Si la franchise à constituer est de \$100, cela signifie que vous devez payer \$100 et la compagnie d'assurance paiera le reste. Cette franchise peut varier de \$25 à \$250. Plus le montant de la franchise est petit et plus la prime d'assurance est élevée.

Garanties supplémentaires

Vous pouvez également souscrire une assurance tous risques et inclure l'assurance contre l'incendie et le vol.

Passagers

Un passager non payant, tel un ami ou quelqu'un qui fait de l'auto-stop, peut réclamer des dommages et intérêts si l'accident a été causé par une imprudence flagrante de la part du conducteur.

Parfois des voisins qui vont au travail ensemble, conviendront de se servir d'une voiture et de partager les frais. Dans ce cas, le propriétaire de la voiture doit souscrire une assurance spéciale.

Droit payé par les automobilistes non assurés

Si vous vous risquez à conduire sans assurance, au moment où vous allez chercher vos plaques d'immatriculation, vous devez payer un droit qui est versé à la Caisse de compensation des accidents d'automobile. Si vous avez causé un accident et que vous n'avez pas d'assurance, vous êtes quand même responsable des dommages et intérêts. La Caisse d'indemnisation des victimes d'accident d'automobile paiera peut-être le montant des dommages et intérêts à la victime mais votre permis de conduire sera suspendu jusqu'à ce que vous ayez pris les dispositions nécessaires pour rembourser la Caisse.

Clubs et associations d'automobilistes

Un grand nombre de conducteurs font partie d'un club ou d'une association d'automobilistes.

Si vous êtes membre d'une de ces organisations, en cas de panne, vous pouvez faire appel à leurs services de jour ou de nuit. La cotisation de membre couvre les frais de démarrage d'un moteur, changement d'un pneu, livraison d'essence, d'huile ou d'eau selon le cas, et le remorquage de la voiture à un garage.

Si vous êtes accusé d'une infraction au Code de la route, ces organisations procurent des conseils juridiques; vous pouvez aussi vous renseigner auprès d'elles sur des questions d'assurance. Ces organisations ont également des agences de voyages, et les membres bénéficient d'une assurance personnelle contre les accidents de la route.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à une station-service.

La citoyenneté canadienne

	page
Conditions d'obtention de la citoyenneté canadienne	131
Les formalités	132
Quelques généralités sur le Canada	133
Géographie du Canada	133
Histoire du Canada	135
Les premiers explorateurs	135
La colonisation française	135
L'arrivée des Anglais	135
Les Loyalistes de l'Empire Uni	136
Le développement des colonies	136
La Confédération	136
La colonisation de la région occidentale	136
Le Canada: une nation indépendante	137
Système de gouvernement	137
Les lois fédérales, provinciales et municipales	137
Le choix de gouvernement	138
Le peuple	139
Le multiculturalisme	140
La participation dans une société démocratique	140

La citoyenneté canadienne

Tous les Canadiens sont fiers de leur pays, qu'il s'agisse d'un Canadien par naissance ou par choix. Vous aussi, un jour, éprouverez peut-être ce sentiment d'attachement au pays qui vous a accueilli, le Canada. Pour que le lien devienne plus réel, devenez citoyen canadien dès que cela vous est possible. Rien ne peut changer l'amour que vous éprouvez pour votre pays natal mais en tant que citoyen canadien vous pouvez participer pleinement au développement de votre nouvelle patrie.

Conditions d'obtention de la citoyenneté canadienne

En juillet 1976, une nouvelle Loi sur la citoyenneté vient de recevoir sanction royale. Les qualités requises pour devenir citoyen canadien ayant changé, adressez-vous à la cour de la citoyenneté canadienne pour savoir si vous remplissez les nouvelles conditions stipulées dans la Loi.



Vous devez présenter des preuves que vous êtes entré au Canada comme "immigrant reçu".

Vous devez être domicilié au Canada pendant au moins trois ans des quatre années qui précèdent immédiatement la date de votre demande de

citoyenneté canadienne. Ceci signifie que si vous avez habité le Canada à titre d'immigrant reçu pendant trois années consécutives sans quitter le pays, vous pouvez faire une demande de citoyenneté canadienne au bout de ces trois ans. Vous pouvez vous être absenté du pays pendant un maximum de 12 mois dans les quatre ans qui précèdent votre demande de citoyenneté.

Vous devez avoir au moins 18 ans.

Vous devez posséder des connaissances suffisantes d'anglais ou de français. Quelques exceptions sont prévues pour des raisons humanitaires.

Si vous avez été condamné pour certains délits criminels, dans certains cas, on peut vous refuser temporairement la citoyenneté canadienne.

Vous devez posséder des connaissances suffisantes sur le Canada, les responsabilités et les privilèges d'un citoyen canadien; il s'agit de connaissances générales sur la géographie, l'histoire et le système politique du Canada.

Vous devez avoir l'intention de vous établir au Canada de façon permanente.

Vous devez prêter le serment d'allégeance à la Reine Elizabeth II qui est la Reine du Canada.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à la cour de citoyenneté canadienne.

Les formalités

La première étape consiste à faire la demande à une des cours de la citoyenneté en Ontario ou à n'importe quel tribunal provincial le plus proche de chez vous. Apportez avec vous tous les documents qui indiquent que vous êtes un immigrant reçu: passeport, si vous en avez un, carte d'immigration, certificat de naissance et, s'il y a lieu, le certificat de mariage. On vous demandera de payer un droit assez modique.

Si vous habitez très loin d'une cour de la citoyenneté, vous pouvez écrire au Régistreur de la citoyenneté canadienne pour qu'on vous envoie une formule de demande.

La deuxième étape est l'audience qui a lieu au plus tôt trois mois après votre demande. Au cours de cette entrevue, vous parlerez à un juge qui déterminera si la citoyenneté devrait vous être accordée.

Enfin, on vous demandera de vous présenter à la cérémonie de la citoyenneté. C'est une cérémonie publique et d'autres recevront leur citoyenneté en même temps que vous. Au début de la cérémonie, il y a parfois des discours d'accueil. Puis on vous demandera de prêter le serment d'allégeance et on vous remettra le certificat de citoyenneté canadienne.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à la cour de la citoyenneté la plus proche de chez vous ou écrivez au

Régistreur de la citoyenneté canadienne
(Registrar of Canadian Citizenship)
Secrétariat d'État
130, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1P 5H6

Quelques généralités sur le Canada

Pour vous préparer à devenir citoyen canadien et à participer pleinement à la vie au Canada, il vous faut quelques connaissances sur le Canada, ses origines, son développement et le système gouvernemental.

Vous trouverez des renseignements succincts dans ce chapitre. Vous en apprendrez davantage si vous suivez des cours d'anglais et de citoyenneté qui sont donnés dans votre localité. Il y a aussi des livres sur le Canada. La Direction de la citoyenneté du Secrétariat d'État publie des brochures d'information que vous pouvez obtenir gratuitement de la cour de la citoyenneté, d'autres sont vendues dans les librairies gouvernementales. Adressez-vous à une bibliothèque municipale pour de plus amples renseignements.

Géographie du Canada

Le Canada est un des plus grands pays du monde, sa superficie est de 3,582,000 milles carrés, la plus grande partie est couverte de forêts. Huit pour cent seulement de cette superficie sont cultivés et il y a encore d'immenses régions arables qui ne sont pas exploitées. Il y a des milliers de lacs et de rivières.

Au sud, un seul voisin, les États-Unis. À l'ouest, le Canada est bordé par l'océan Pacifique, au nord, l'océan Arctique et à l'est, l'océan Atlantique. De l'Atlantique au Pacifique, la distance est de 4,000 milles.

À l'est, près de l'océan, s'étendent les provinces de l'Atlantique: Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard. Les principales ressources sont la pêche, l'exploitation forestière, l'exploitation minière et l'agriculture.

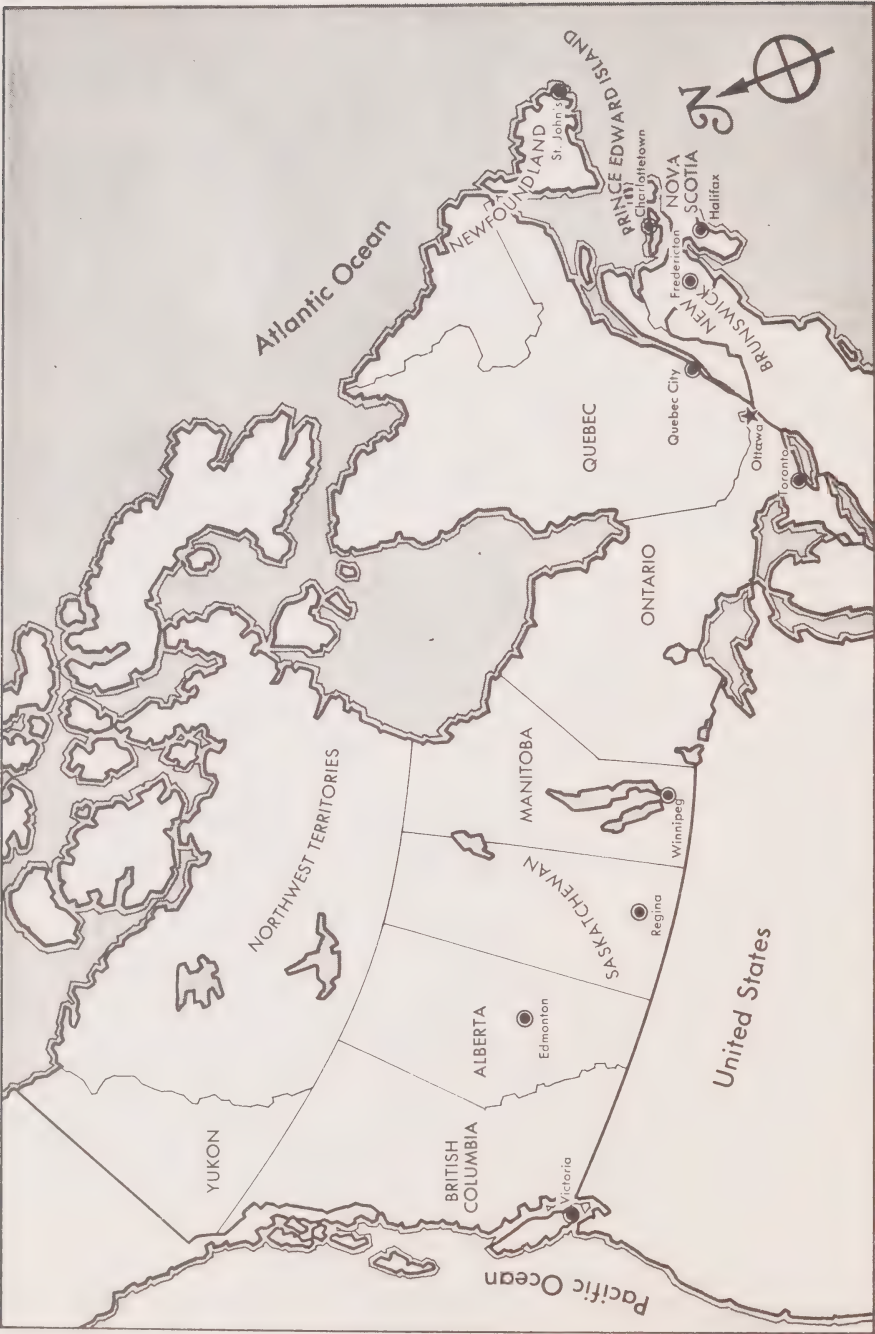
Plus de la moitié de la population du Canada vit dans le sud de l'Ontario et le sud du Québec. On y trouve un grand nombre de villes industrielles et commerciales et c'est aussi dans cette région que se trouvent de riches terres agricoles. Dans le nord de ces deux provinces, les principales ressources sont les forêts immenses, les gisements minéraux et l'énergie hydro-électrique.

À l'ouest des Grands Lacs s'étendent les trois provinces des Prairies: le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. C'est une région agricole, plate où l'on cultive beaucoup de blé. En Alberta, il y a de grandes fermes où l'on élève des boeufs et, dans la partie occidentale de la province, la plaine cède la place aux premiers contreforts des montagnes Rocheuses. On y trouve également des gisements importants de pétrole et de potasse.

Ces montagnes qui sont parfois désignées du nom de "Rockies" se trouvent en grande partie en Colombie-Britannique. Elles sont riches en minéraux, et, dans les vallées fertiles, on y cultive les arbres fruitiers. La pêche et l'exploitation forestière sont également très importantes.

Une région en fer à cheval, représentant une superficie égale à environ la moitié du Canada, et qui s'appelle le Bouclier canadien, s'étend autour de la baie d'Hudson et de la baie James. Cette région accidentée et rocheuse est riche en minéraux.

Il y a peu de végétation dans les régions arctiques car le sol est gelé en profondeur tout au long de l'année.



Histoire du Canada

Avant l'arrivée des Européens, les Indiens et les Inuit (Eskimos) étaient les seuls habitants. Ils vivaient en groupes, autonomes et dispersés.

Les premiers explorateurs

Les premiers Européens qui arrivèrent sur ce continent furent probablement les Scandinaves. Leif Ericsson atteignait la côte orientale de ce qui est maintenant le Canada, aux environs de l'an 1000 de notre ère. Il est probable que d'autres Scandinaves aient traversé l'océan Atlantique et aient débarqué en Amérique du Nord. Récemment, on a trouvé des signes d'une civilisation qui s'est établie en Amérique du Nord bien avant l'an 1000.

Quelques siècles plus tard, des explorateurs européens cherchaient une voie maritime plus courte pour se rendre aux Indes et en Chine, en navigant vers l'ouest. Ils ignoraient qu'un autre grand continent se trouvait sur leur route jusqu'à ce que Christophe Colomb atteignit les Antilles.

Jean Cabot (Giovanni Caboto), un marin de Gênes et de Venise, fut chargé par le Roi Henri VII d'Angleterre de trouver une route vers l'Asie. En 1497, il débarqua sur la côte est du Canada, probablement Terre-Neuve.

La colonisation française

Jacques Cartier, un marin français, fit trois voyages au Canada, en 1534, 1535 et 1541. Il remonta le fleuve Saint-Laurent jusqu'au village indien d'Hochelaga, au lieu où se trouve maintenant la ville de Montréal. En 1608, Samuel de Champlain, autre explorateur français, établit la première colonie qui devint plus tard la ville de Québec.

D'autres colons arrivèrent de France et s'établirent le long du Saint-Laurent et en Acadie dans l'est du Canada. Entre-temps, les Anglais s'étaient établis plus au sud dans les régions qui forment aujourd'hui les États-Unis.

L'arrivée des Anglais

Les Anglais et les Français ont commencé à faire des échanges avec les Indiens, ils leur fournissaient des fusils, des haches, des couvertures, de l'eau-de-vie et autres articles et recevaient en contrepartie des fourrures. Bientôt des conflits allaient naître entre les Français et les Anglais qui se disputaient l'hégémonie de ces territoires.

Durant les 60 à 70 années qui suivirent, il y eut des guerres entre l'Angleterre et la France, en Europe et en Amérique du Nord. Enfin, en 1759, les Anglais, sous le général Wolfe, prirent Québec, défendue par les Français, sous le général Montcalm. Le Traité de Paris mit fin aux guerres et les Anglais prirent possession de toutes les terres connues du golfe du Mexique à l'océan Arctique. Il y avait alors environ 70,000 personnes d'origine européenne au Canada dont 60,000, des Français.

Les Loyalistes de l'Empire Uni

En 1770, les colonies américaines se révoltèrent contre la domination de l'Angleterre et gagnèrent leur indépendance. Certains habitants des colonies combattirent aux côtés des Anglais. Plus tard, un grand nombre d'entre eux, d'origine anglaise, allemande et hollandaise, vinrent s'établir au Canada. La grande majorité de ces colons sont restés dans l'est, les autres se sont établis le long du Saint-Laurent, des lacs Ontario et Érié. Le gouvernement de l'Angleterre les aida à s'établir et ils sont connus sous le nom des Loyalistes de l'Empire Uni.

Le développement des colonies

Pendant un certain temps, la partie française (qui forme aujourd'hui le Québec) fut appelée le Bas-Canada et la partie anglaise (qui forme aujourd'hui l'Ontario) le Haut-Canada. Pendant la guerre 1812-1814 entre le Canada et les États-Unis, les Anglais et les Français se battirent côte à côte pour sauvegarder l'indépendance du Canada contre les États-Unis.

Cependant, ni le Haut-Canada ni le Bas-Canada n'étaient satisfaits du système gouvernemental où les représentants élus du peuple n'avaient que très peu de pouvoir. En 1837, il y eut deux rébellions, une menée par William Lyon Mackenzie dans le Haut-Canada et l'autre par Louis Joseph Papineau dans le Bas-Canada.

La Confédération

Finalement, il fut décidé d'unir les différentes provinces en une fédération et de former un seul pays. En 1867, le Parlement anglais approuva l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Cet Acte réunit quatre provinces: l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick dans une union appelée Canada dont la capitale fut Ottawa.

À cette époque, les moyens de communication entre les différentes régions du pays étaient rares, car il n'y avait ni automobile, ni téléphone, ni radio, ni télévision et la construction des voies ferrées n'en était qu'à ses débuts. Il sembla donc sage de laisser les provinces s'occuper elles-mêmes des problèmes locaux qui exigeaient une intervention fréquente et soutenue des autorités.

Le Canada naquit donc le 1er juillet 1867. Sir John A. Macdonald fut le premier à recevoir le titre et à remplir les fonctions de premier ministre national. Les autres provinces se joignirent à la Confédération plus tard. Terre-Neuve fut la dernière province à se joindre à la Confédération, en 1949, qui groupe maintenant 10 provinces et à célébré son centenaire en 1967.

Les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon sont très peu peuplés. Ils sont administrés par de petits conseils gouvernementaux.

La colonisation de la région occidentale

Le chemin de fer du Canadien Pacifique dont la construction fut achevée en 1885, reliait l'est du Canada à l'ouest, et de nombreux immigrants vinrent alors s'établir dans les provinces de l'ouest, ainsi que de nombreux Canadiens de l'est.

Le Canada: une nation indépendante

Pendant tout ce temps, le Canada était légalement une colonie britannique. En 1931, Un Acte du Parlement britannique reconnaissait l'indépendance du Canada et de plusieurs autres colonies britanniques. Le Canada fait partie des Nations du Commonwealth britannique. Ces pays ont des intérêts et un idéal communs et la Reine Elizabeth II d'Angleterre est aussi Reine du Canada et quelques autres nations du Commonwealth.

En 1947, l'adoption de la Loi sur la citoyenneté canadienne donna aux Canadiens le droit de s'appeler citoyens canadiens.

Système de gouvernement

Le Canada est une démocratie. Ceci signifie que le peuple choisit les personnes qui vont former le gouvernement en votant aux élections, et, par conséquent, le représentant est responsable de ses actions devant le peuple.

Dans un régime démocratique, les libertés d'action, d'expression, de culte, de presse et de réunion sont fondamentales, et l'individu joue un rôle important. Ces principes permettent au peuple d'informer le gouvernement de ses opinions.

Les députés au gouvernement votent sur les lois. Bien que ce soit la majorité qui l'emporte, les minorités ont des droits que les autres doivent respecter. Ce système majoritaire est celui qui s'applique lors des réunions publiques et au sein du gouvernement.

La capitale du Canada est Ottawa, et les députés au gouvernement fédéral, représentants de toutes les provinces, se réunissent dans les édifices du Parlement pour élaborer les lois qui régissent tout le pays. La capitale de l'Ontario est Toronto. L'Hôtel du gouvernement, où siège l'Assemblée législative de l'Ontario, est situé à un rond point qui s'appelle Queen's Park. C'est d'ailleurs pour cela qu'on désigne souvent le gouvernement provincial par les termes "Queen's Park".

La province de l'Ontario est divisée en petites unités appelées municipalités qui ont leur propre administration. Le sud de l'Ontario, où la population est assez dense, est divisé en comtés, tandis que le nord, où la population est clairsemée, est divisé en districts. Les comtés et les districts sont encore divisés en cantons (township) sauf dans le nord où il y a peu d'habitants.

Les villages et les villes ont leur propre administration, tout comme les cantons, et ces administrations se groupent pour former le conseil de comté. Les grandes villes ont leur propre administration municipale, complètement distincte de celles des comtés et des districts.

Les lois fédérales, provinciales et municipales

Vous aurez certainement remarqué que les questions telles que l'immigration, la citoyenneté, l'impôt sur le revenu, l'assurance-chômage et les pensions de la vieillesse sont régies par des lois fédérales. Le gouvernement fédéral est également responsable des lois concernant les relations que nous entretenons avec les pays étrangers telles que les traités de commerce et les droits de pêche en haute mer.

Toutes les lois criminelles sont faites par le gouvernement fédéral. Il s'agit de lois portant sur les meurtres, les voies de faits, le cambriolage, le vol, les fraudes, la vente illicite de drogues, et les délits graves de conduite d'une automobile. Les lois, autres que celles qui s'appliquent à un acte criminel, sont appelées le droit civil.

Le gouvernement de l'Ontario est responsable de la plupart des lois décrites dans les divers chapitres de cette brochure et qui portent sur l'éducation, les services de santé, les services sociaux. Il est également responsable des lois qui concernent la propriété, les parcs provinciaux, les lacs, les rivières, les grandes routes, l'utilisation des routes et un grand nombre d'autres domaines.

Les municipalités rédigent les règlements sur des questions d'intérêt municipal telles que les taxes foncières, le stationnement, la propreté des rues, la protection contre les incendies, l'enlèvement des ordures, l'utilisation des parcs et l'entretien des rues, des routes et des égouts.

Les municipalités qui sont proches les unes des autres forment un conseil régional ou le conseil d'une communauté urbaine afin de coordonner certains de leurs services, tels que la police ou les services d'assistance sociale. Le conseil régional ou le conseil de la communauté urbaine est formé de représentants élus des municipalités membres.

Chaque palier de gouvernement a le pouvoir de lever certains impôts. Les gouvernements coopèrent les uns avec les autres, mais les responsabilités sont aussi bien définies que possible pour éviter le chevauchement des pouvoirs. Par exemple, le gouvernement fédéral est responsable des routes qui parcourent tout le Canada, le gouvernement provincial des routes à l'intérieur d'une province et le comté pour les routes de comté. Il existe cependant divers programmes de santé et de bien-être social, les uns administrés par le gouvernement fédéral, les autres par le gouvernement provincial et d'autres encore par les municipalités.

Le choix de gouvernement

Les Canadiens choisissent leurs gouvernements en participant aux élections.

Seul un citoyen canadien peut voter aux élections fédérales. Lors des élections de l'Ontario, pour avoir le droit de voter, il faut être citoyen canadien depuis au moins un an et avoir été domicilié en Ontario l'année qui précède immédiatement la date des élections. Pour voter aux élections municipales, en Ontario, il faut être citoyen canadien ou sujet britannique, et être domicilié dans la municipalité dans laquelle vous allez voter au moment où la liste des électeurs est préparée aux fins de l'élection.

Aux élections municipales, il y a deux catégories d'électeurs: 1) les résidents et 2) les propriétaires fonciers, les locataires et conjoints, non résidents de la municipalité (un locataire non résident serait, par exemple, un homme d'affaires qui loue des locaux commerciaux dans une ville mais habite dans une autre).

Pour avoir le droit de voter aux élections fédérales, provinciales ou municipales en Ontario, il faut être citoyen canadien et âgé d'au moins 18 ans.

Au Canada, il y a plusieurs partis politiques, fédéraux et provinciaux; les plus connus sont: Le Parti progressiste-conservateur, le Parti libéral, le Nouveau Parti démocratique et le Crédit Social. Chaque parti choisit ses candidats aux élections parmi les personnes qui acceptent de représenter le peuple au Parlement. Au moment des élections, le pays et les provinces sont divisés en circonscriptions électorales ("ridings" ou encore "constituencies"). Dans chacune des circonscriptions, plusieurs candidats se disputent les suffrages. Les électeurs font leur choix et votent pour l'un d'entre eux. C'est celui qui obtient le plus de votes qui est le gagnant.

Un représentant auprès du gouvernement fédéral est appelé membre du Parlement (MP, Member of Parliament). Un représentant auprès du gouvernement provincial est un député provincial (MPP, Member of Provincial Parliament).

Le parti politique qui a le plus de candidats élus forme le gouvernement et est le parti au pouvoir. Le chef du parti fédéral gagnant devient le chef du gouvernement et le premier ministre du Canada. En Ontario, il devient le premier ministre de la province. Il forme son "Conseil des ministres" en choisissant d'autres membres élus du parti gagnant et ainsi ce sont eux qui deviennent les chefs des divers ministères.

Le parti qui arrive en deuxième position aux élections est appelé l'Opposition officielle. Tous les membres de l'Opposition ont pour responsabilités d'étudier, de critiquer et de suggérer des changements aux projets de lois présentés par le gouvernement au Parlement.

Le Parlement fédéral et les Assemblées législatives provinciales doivent tenir une élection tous les cinq ans, mais elle peut aussi avoir lieu plus souvent.

La Reine est représentée au Canada par le Gouverneur général. C'est lui qui, chaque année, préside l'ouverture du Parlement, signe toutes les lois passées par le Parlement, mais il ne prend aucune part aux controverses politiques. Il assume de nombreuses fonctions de chef d'État.

En Ontario, c'est le Lieutenant-gouverneur, le représentant de la Reine, et ses fonctions sont semblables à celles du Gouverneur général.

Si vous habitez dans une ville ou un village, votre représentant auprès du gouvernement municipal est l'échevin. Vous voterez également pour le maire. Si vous habitez dans un village ou à la campagne, vous voterez pour un conseiller et un maire (reeve). Le "reeve" est en somme le président d'un conseil municipal d'un village ou d'un canton. Les élections municipales ont toujours lieu en décembre. Elles se tiennent, selon les municipalités, tous les ans, tous les deux ans et, quelquefois, tous les trois ans.

Vous votez aussi pour les membres de votre conseil de l'éducation. Ces élections ont lieu parfois en même temps que les élections municipales, parfois à un autre moment.

Le peuple

En juillet 1974, on a estimé la population du Canada à environ 22.831.000 habitants. Pendant longtemps, les personnes d'origine britannique étaient en majorité, et une importante minorité de personnes d'origine française. Mais cette proportion est en train de changer du fait de l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants.

Les Canadiens français habitent principalement dans la province de Québec, mais ils sont encore assez nombreux dans les provinces de l'Atlantique, particulièrement, au Nouveau-Brunswick, dans le nord et l'est de l'Ontario et au Manitoba.

Pendant longtemps, les immigrants venaient surtout d'Europe et beaucoup se sont établis dans les villes et les terres de l'ouest. Plus récemment, de nombreux immigrants viennent d'Asie et des Antilles. Le groupe le plus important d'immigrants, tous les ans, est d'origine britannique. En 1970, les Américains venaient au deuxième rang.

Il y a environ 250,000 Indiens qui vivent dans des réserves au Canada et on estime que 250,000 Indiens et Métis vivent en dehors de ces réserves. Les Métis sont des personnes de descendance indienne et blanche. Les Indiens ont de plus en plus de difficultés à vivre de la chasse et de la pêche comme le faisaient leurs ancêtres et beaucoup d'entre eux vont maintenant vivre dans les villes.

Il y a environ 13,000 Inuit (Eskimos), la majorité vivent dans les Territoires du Nord-Ouest et le Nord québécois.

Le multiculturalisme

Le Canada est un pays peuplé d'immigrants. Les Indiens et les Inuit étaient ici les premiers. Tous les autres sont des immigrants ou des descendants d'immigrants qui se sont établis au cours des 375 dernières années. La majorité sont arrivés pendant le siècle dernier. Chaque groupe ethnique contribue à la vie du Canada, par son travail, ses qualités morales, ses coutumes et moeurs diverses. Les fondations ont été posées par les Anglais et les Français et nous sommes, par conséquent, un pays bilingue. L'anglais et le français sont les deux langues officielles du Canada. Tant le gouvernement fédéral que celui de l'Ontario ont reconnu le fait que nous sommes un pays multiculturel et que tous les groupes devraient être encouragés à conserver leurs traditions.

Tous ensemble, nous sommes en train de bâtir une nation où les souches de diverses nationalités s'unissent pour former un pays qui a une identité qui lui est particulière.

La participation dans une société démocratique

Que vous soyez citoyen canadien ou non, il y a de multiples façons dont vous pouvez participer à la vie d'une société démocratique.

Vous pouvez être au courant de tout ce qui se passe dans la communauté en lisant les journaux, en regardant la télévision ou en écoutant les nouvelles à la radio. Ceci vous aidera aussi à apprendre l'anglais. Vous pouvez assister aux réunions du conseil municipal et observer ce qui se passe. Vous pouvez assister aux débats sur les affaires de la province ou du pays, de la galerie réservée aux visiteurs à l'Assemblée législative de l'Ontario, à Toronto, ou à la Chambre des Communes, à Ottawa.

Vous pouvez écrire à un journal pour faire connaître votre opinion. Même si vous n'êtes pas citoyen, vous pouvez faire part de vos idées à n'importe quel représentant élu.

Vous pouvez vous joindre à d'autres pour faire connaître votre opinion au gouvernement. Un groupe de personnes habitant un même quartier s'occupera de problèmes locaux, tels par exemple le besoin d'espaces verts, d'un garde pour aider les enfants à traverser une rue où la circulation est très dense, ou la nécessité de prendre des mesures contre la pollution provenant d'une usine dans le voisinage. Ce genre de groupes peut également avoir des opinions très nettes sur un problème intéressant la province tel que les régimes d'assurance médicale, tout le pays, tel que les allocations familiales ou l'assurance-chômage. Les représentants élus ne peuvent négliger de tenir compte des activités d'un groupe; ils ne peuvent pas toujours plaire à tout le monde, et c'est en se groupant que le peuple peut se faire entendre.

Nous espérons que vous vous plairez en Ontario et que dans un avenir proche, vous ferez votre demande pour devenir un Canadien. Joignez-vous aux autres Canadiens pour faire du Canada un pays heureux, prospère et où la paix règne.

Les programmes officiels pour immigrants

	page
Le gouvernement de l'Ontario (provincial)	143
Le ministère des Affaires culturelles et des Loisirs de l'Ontario	143
Direction de la citoyenneté	143
Direction du multiculturalisme	144
Le ministère de l'Industrie et du Tourisme	145
Le gouvernement canadien (fédéral)	145
Le ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration	145
Secrétariat d'État	146
Direction de la citoyenneté	146
Les cours de langue et de citoyenneté	146

Les programmes officiels pour immigrants

Les immigrants reçus peuvent bénéficier de tous les services gouvernementaux, sauf ceux où il faut satisfaire certaines conditions de séjour. En outre, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral ont établi des programmes à l'intention très spéciale des immigrants.

Le gouvernement de l'Ontario (provincial)

*Le ministère des Affaires culturelles et des Loisirs
de l'Ontario*

Direction de la citoyenneté

La responsabilité de la Direction de la citoyenneté du ministère des Affaires culturelles et des Loisirs est de recevoir les immigrants, de les aider à s'adapter à la vie au Canada et d'organiser des programmes d'enseignement de la langue conçus pour eux.

À l'aéroport international de Toronto, les immigrants sont reçus par un personnel multilingue et qui les aidera à parer aux problèmes les plus pressants.

L'hôte ou l'hôtesse leur remettra de la documentation dans une langue qui leur est familière, où ils trouveront les renseignements dont ils ont besoin dans l'immédiat. Le cas échéant, on dirigera les immigrants vers le centre d'accueil "Welcome House" à Toronto. Les services de ce centre d'accueil sont décrits à la page 25.

La Section d'apprentissage de la langue de cette Direction donne des cours d'anglais à Welcome House. Elle travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation dans l'organisation de cours d'été pour les professeurs d'anglais comme langue secondaire (E.S.L. English as a second language). Cette Direction subventionne aussi un cours qui a lieu une fois par semaine pendant quatre mois, de février à mai. Tous les ans, c'est elle qui organise la Conférence annuelle des enseignants de l'anglais comme langue seconde.

Du matériel de formation, méthodes audio-visuelles et films, est à la disposition des enseignants. La bibliothèque E.S.L., à Toronto, est ouverte cinq jours par semaine, du lundi au vendredi, et on peut emprunter des livres en les

LES PROGRAMMES OFFICIELS POUR IMMIGRANTS

commandant par lettre. Des séminaires sont organisés sur des sujets d'intérêt aux enseignants. La Section publie un petit bulletin qui s'appelle "TESL Talk" pour les enseignants, et une publication comportant des articles à divers niveaux de langue appelée "Newcomer News" à l'intention de ceux qui apprennent les langues.

Les cours pour les mères de famille qui ont des enfants d'âge préscolaire sont décrites à la page 50 et font également partie du programme d'orientation.

Les cours d'orientation sont donnés dans diverses langues afin de mettre le nouvel immigrant au courant des services sociaux, des usages commerciaux, des coutumes sociales et autres sujets qui pourraient aider à son intégration dans notre société. Ces conférences sont généralement données dans la langue du groupe d'immigrants qui y assiste. On espère que ces cours seront utiles à préparer les immigrants à suivre les cours de langue et à se joindre à la communauté canadienne. Des cours ont également lieu pour ceux qui se préparent à la citoyenneté canadienne. Une publication intitulée "Handbook for Counsellors of Newcomers" donne des renseignements sur le gouvernement et les services communautaires.

Certains groupes communautaires qui s'occupent de recevoir des immigrants et de leur orientation, peuvent faire des demandes de subventions.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à la

Direction de la citoyenneté
(Citizenship Branch)
Ministère des Affaires culturelles
et des Loisirs
5e étage
77 ouest, rue Bloor
Toronto (Ontario)
Téléphone: 965-2285

Direction du multiculturalisme

Cette Direction est chargée des programmes destinés à encourager l'entente entre les groupes de race, de langue et de nationalité diverses qui composent notre société, à les aider à collaborer sur toutes questions qui touchent aux localités où ils habitent et ainsi à améliorer la qualité de vie pour tous.

C'est au moyen de conférences que chaque groupe culturel peut informer le Canadien de naissance et les autres groupes d'immigrants sur leur civilisation respective. On espère que des groupes de cultures diverses se rencontreront à ces conférences pour discuter de problèmes communs, tels par exemple ceux qui touchent la jeunesse, les écoles, et élaborer des programmes qui aideront les uns et les autres à mieux se comprendre.

Cette Direction dispose d'un personnel consultatif à l'intention des groupes communautaires qui désireraient instituer des programmes orientés vers ces mêmes objectifs.

Une documentation très variée est à la disposition de la communauté comme par exemple des manuels, des répertoires et des guides.

Un programme de subventions d'expansion a été établi, l'administration a été confiée aux bureaux régionaux pour encourager la mise en pratique de programmes relevant de cette Direction.

Les groupes qui veulent bénéficier de ces fonds doivent satisfaire des critères établis par cette Direction.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à un bureau local du ministère ou à la

Direction du multiculturalisme
(Multicultural Development Branch)
Ministère des Affaires culturelles
et des Loisirs
Queen's Park
Toronto (Ontario)
Téléphone: 965-6621

Le ministère de l'Industrie et du Tourisme

Le ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario a un service de placement sélectif qui fournit renseignements et assistance aux employeurs de l'Ontario qui ont des difficultés à trouver les ouvriers expérimentés et spécialisés dont ils ont besoin. Le recrutement a parfois lieu à l'étranger.

Le bureau qui siège en Angleterre fournit des renseignements détaillés à ceux qui veulent venir au Canada et donne des conseils sur les conditions de vie et de travail en Ontario. Il aide les employeurs ontariens qui font appel à ses services en sélectionnant et recrutant des travailleurs, et, en coopération avec le ministère de l'Immigration du Canada, s'occupe des formalités concernant les documents et le voyage.

Le gouvernement canadien (fédéral)

Le ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration

Le ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration est responsable de la sélection des immigrants et de leur entrée au Canada. On désigne par les termes "immigrant indépendant" ceux qui ont été choisis outre-mer parce qu'ils exerçaient un métier ou une profession qui, dans les diverses régions du Canada, est en grande demande. Les immigrants "désignés" ou "parrainés" sont ceux pour lesquels des membres de la famille au Canada se sont portés garants et ont présenté la demande. Ces immigrants parrainés ou désignés sont la responsabilité des membres de leur famille au Canada. Les immigrants "indépendants" sont aidés, le cas échéant, pendant leur période initiale d'adaptation dès leur arrivée, par la Division de la main-d'oeuvre du ministère, par l'intermédiaire de conseillers aux Centres de la Main-d'Oeuvre du Canada situés dans la plupart des centres importants. Les immigrants qui après s'être établis au Canada désirent faire venir des membres de leur famille peuvent soumettre une demande aux conseillers de l'immigration aux Centres de l'Immigration du Canada qui se trouvent dans diverses villes en Ontario.

Secrétariat d'État

Direction de la citoyenneté

La Direction de la citoyenneté a établi un certain nombre de programmes dans le but d'aider des groupes bénévoles, d'immigrants ou d'autochtones, dans la réalisation de certains projets qui encouragent le sens des responsabilités et des devoirs d'un bon citoyen ou une meilleure entente entre les divers groupes au Canada. Cette aide est offerte sous forme de services consultatifs ou de subventions. Ces programmes sont énumérés ci-dessous.

Le Programme multiculturel qui s'adresse aux organisations ethniques désirant conserver la culture de leur pays d'origine dans le cadre de la vie canadienne.

La Participation des citoyens qui offrent un soutien aux projets élaborés par des citoyens dans le but d'améliorer le standard de vie de leur localité.

Le Programme de compréhension de groupes et droits de l'homme, encourage les organisations qui cherchent à préserver les droits de l'homme au Canada.

Le Programme des groupes minoritaires de langue officielle qui s'adresse aux groupes francophones en Ontario et a pour but de les aider à conserver leur patrimoine culturel et à favoriser une meilleure entente entre les Francophones et les Anglophones.

Le Programme des citoyens autochtones qui s'adresse aux organisations d'autochtones ayant statut-légal ou non.

Le Programme de promotion de la femme qui aide tous les groupes de femmes qui cherchent à améliorer la condition féminine.

Pour de plus amples renseignements sur tous ces programmes, adressez-vous au bureau le plus proche de la Direction de la citoyenneté du gouvernement fédéral. Ces bureaux sont situés en Ontario dans les villes d'Ottawa, Toronto, Hamilton, London, Sudbury, Timmins et Thunder Bay. Vous les trouverez indiqués dans l'annuaire de téléphone sous "Gouvernement du Canada, Secrétariat d'Etat" ou "Government of Canada, Secretary of State".

Les cours de langue et de citoyenneté

Les cours de langue et de citoyenneté décrits dans le chapitre sur l'éducation relèvent, dans la plupart des cas, des gouvernements provinciaux et des conseils de l'éducation, parce que l'éducation est une responsabilité provinciale.

Le gouvernement fédéral partage cette responsabilité et, par l'intermédiaire de la Direction de la citoyenneté, paie la moitié des frais d'instruction de langue et de citoyenneté aux immigrants dans toutes les provinces où ces cours sont donnés. Le coût des manuels d'instruction en Ontario et dans les plupart des provinces est également supporté entièrement par le gouvernement fédéral.



Ontario

Annexe

Vous trouverez dans les pages qui suivent des renseignements d'ordre général concernant certains aspects de la vie courante qui ne vous sont peut-être pas familiers.

Fêtes légales

Il y a au Canada sept jours fériés statutaires et tout travailleur y a droit:

Jour de l'An	— le 1er janvier
Vendredi Saint	— le vendredi précédant Pâques
Fête de la Reine	— le lundi avant le 24 mai, le jour où l'on célèbre l'anniversaire de la Reine
Fête de la Confédération	— le 1er juillet — notre fête nationale
Fête du Travail	— le premier lundi de septembre
Jour d'Action de grâces	— le deuxième lundi d'octobre
Noël	— le 25 décembre

Certains employeurs accordent des jours de congé supplémentaires, qui ne sont pas obligatoires:

Lundi de Pâques	— le lundi après Pâques
Fête civique	— le premier lundi d'août
Saint-Etienne (Boxing Day)	— le lendemain de Noël

L'heure

Au Canada, l'heure est donnée d'après une horloge de 12 heures. De minuit à midi, les heures sont suivies des lettres a.m. (ante méridien), de midi à minuit, des lettres p.m. (post méridien). Les heures de minuit à midi sont exprimées de la même façon que d'après une horloge de 24 heures. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples et leur équivalent:

sur 24 heures	sur 12 heures
0 heure	minuit (midnight)
1 heure	1h. a.m. (1 a.m.)
5 heures	5h. a.m.
10 heures 28	10h.28 a.m.
12 heures	midi (noon)
13 heures	1h. p.m.
17 heures	5h. p.m.
22 heures 28	10h.28 p.m.

Il y a cependant des exceptions: les lignes aériennes, les trains et les autobus emploient le système de 24 heures. Il en est de même pour les Forces armées canadiennes.

À cause de sa grande étendue, le Canada compte sept fuseaux horaires. L'Ontario se trouve sur le fuseau horaire de l'Est. Le tableau ci-dessous donne les heures des autres fuseaux horaires lorsqu'il est midi en Ontario.

Terre-Neuve	1h.30 p.m.
Atlantique	1h. p.m.
Est	midi
Centre	11h. a.m.
Montagnes	10h. a.m.
Pacifique	9h. a.m.
Yukon	8h. a.m.

Heure d'été

De mai à septembre, dans la plupart des villes, on avance les montres et horloges d'une heure sur l'heure normale, afin de faire un meilleur usage de la lumière du jour. Cependant, dans certaines villes, villages et régions rurales, on utilise l'heure normale toute l'année.

Monnaie légale

100 cents (¢) = un dollar (\$1)

Pièces de monnaie

- 1¢ — parfois appelé un sou (en anglais "penny")
- 5¢ — connu en anglais sous le nom de "nickel"
- 10¢ — appelé en anglais "dime"
- 25¢ — appelé en anglais "quarter"
- 50¢ — valant la moitié d'un dollar

Les billets de banque existent en coupures de \$1, \$2, \$5, \$10, \$20, \$50, \$100 et \$1000.

Poids et mesures

Au Canada, la conversion au système métrique a été récemment déclenchée, mais dans la vie courante, on se sert encore beaucoup des unités de l'ancien système.

Poids

1 oz = 28.3495 grammes	
16 oz = 1 livre (lb)	= 453.59 grammes
100 lb = 1 quintal (non métrique) (cwt)	= 45.359 kilogrammes
2000 lb = 1 tonne (non métrique)	

(Une livre équivaut à un peu moins d'un demi-kilogramme. Un kilo équivaut à 2½ livres)

Mesures de longueur

1 pouce		= 2.54 centimètres (cm)
12 pouces (po.)	= 1 pied (pi.)	= 30.48 cm
3 pieds	= 1 verge	= 91.44 cm
5½ verges	= 1 perche	= 502.92 cm
1760 verges	= 1 mille	= 1.609 kilomètre (km)

Une verge mesure un peu moins d'un mètre.

Un mille équivaut à un peu plus de 1½ km.

Mesures de superficie

144 pouces carrés	= 1 pi. ca.	= 929.03 cm ²
9 pieds carrés	= 1 verge ca.	= .836 m ²
30¼ verges carrées	= 1 perche ca.	
160 perches carrées	= 1 acre	
.386 de mille carré	= 1 kilomètre ca. (km ²)	

L'acre s'emploie pour mesurer la surface des terrains et équivaut à .404 hectare. Environ 2½ acres équivalent à 1 hectare.

Mesures de capacité (liquides)

1 chopine (anglais pint)	= .568 litre	
2 chopines (chop.)	= 1 pinte (anglais quart)	= 1.136 litre
4 pintes (anglais quart)	= 1 gallon (gal.)	= 4.546 litres

Mesures de capacité (grain, etc.)

2 chopines	= 1 pinte	= 1.136 kilogramme
4 pintes	= 1 gallon (gal.)	= 4.546 kilogrammes
2 gallons	= 1 peck	= 9.092 kilogrammes
4 pecks	= 1 boisseau	= 36.37 kilogrammes

Un boisseau équivaut à un peu moins de 36½ kilogrammes.

Température

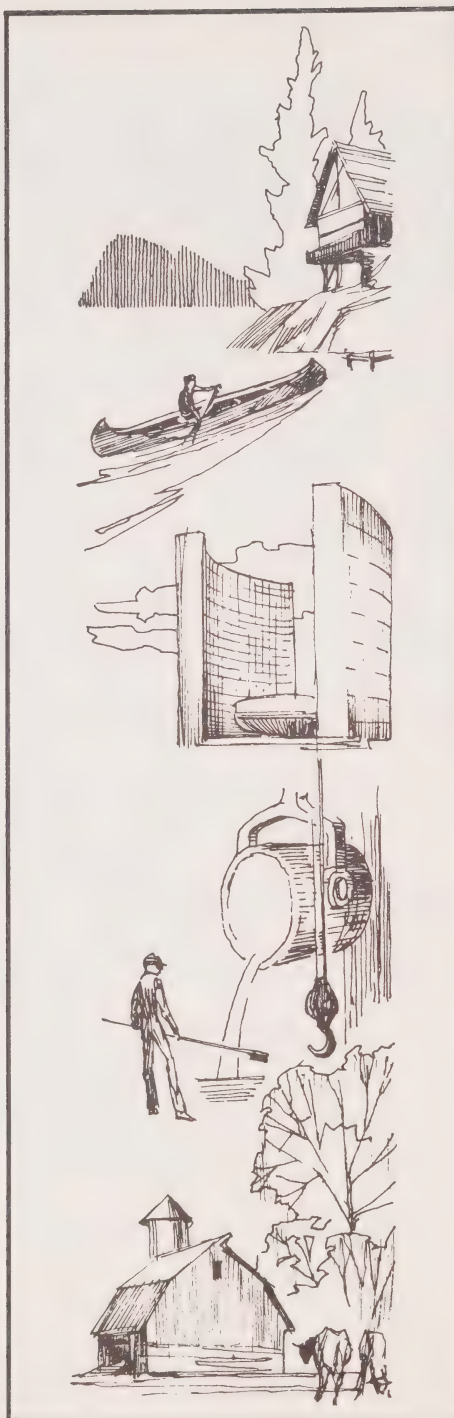
Jusque récemment, au Canada, on mesurait les températures en degrés Fahrenheit. Bien que le système métrique ait été adopté, on emploie encore souvent les degrés Fahrenheit pour exprimer les températures.

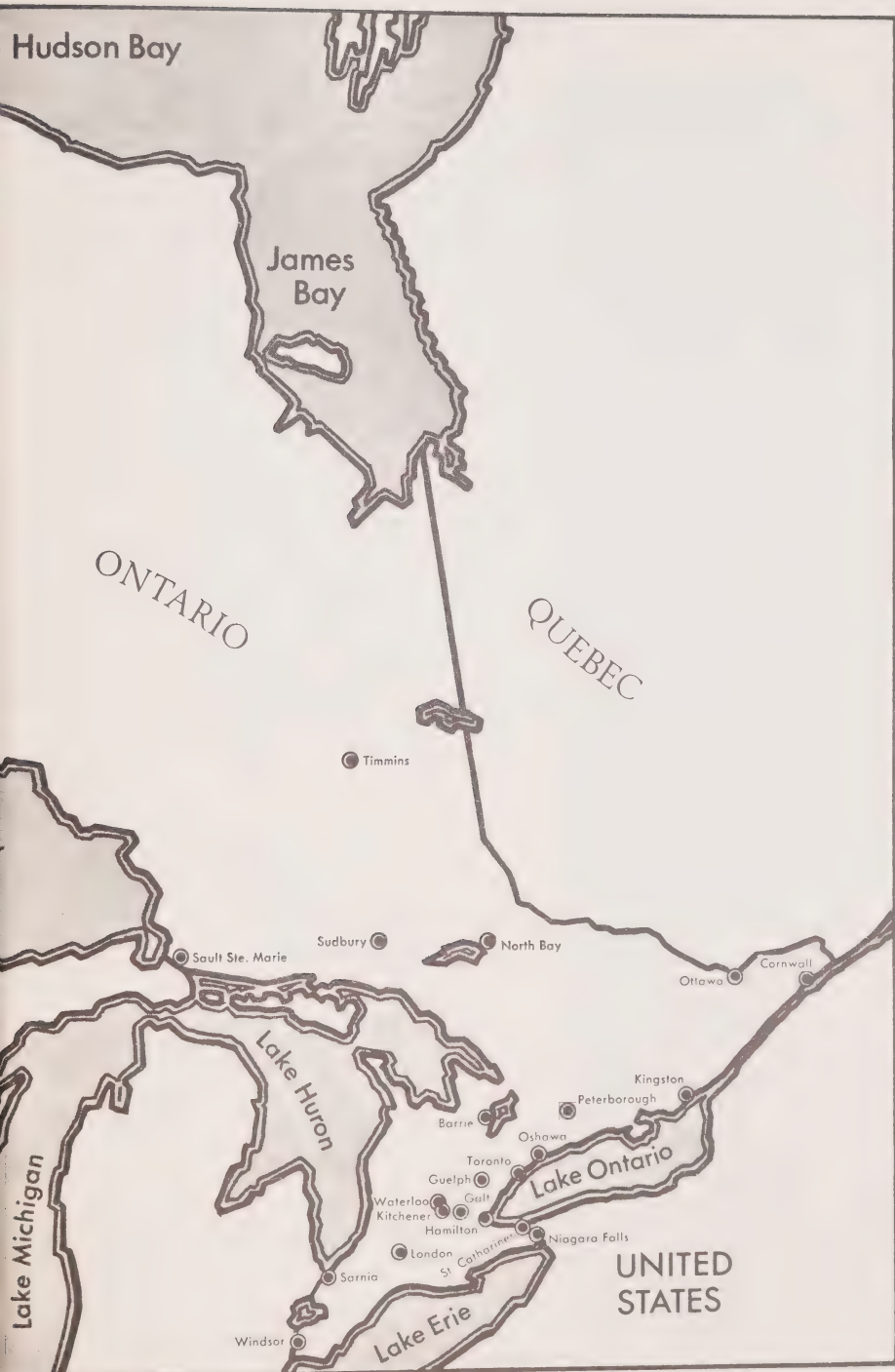
Pour convertir les degrés Fahrenheit en degrés centigrades, soustraire 32 aux degrés Fahrenheit et multiplier le reste par $\frac{5}{9}$.

Pour convertir les degrés centigrades en degrés Fahrenheit, multiplier les degrés centigrades par $\frac{9}{5}$ et ajouter 32.

	Température atmosphérique		Température du corps humain	
	Centigrade	Fahrenheit	Centigrade	Fahrenheit
Point d'ébullition	100°	212°	42°	107.6°
de l'eau	60	140	41.5	106.7
	40	104	41	105.8
Température ambiante	20	68	40.5	104.9
			40	104
			39.5	103.1
			39	102.2
Point de congélation	0	32	38.5	101.3
de l'eau	-20	- 4	38	100.4
	-30	-22	37.5	99.5
			*37	98.6
			36.5	97.7
			36	96.8

* Température du corps humain





INDEX

- Accident (automobile) **126**
- Accidents du travail (Commission des) **45**
- Achats à crédit **98**
- Achat d'une automobile **123**
- Achat d'une maison **90**
- Activités culturelles et de loisirs **16**
- Admission à une université **51**
- Adoption **72**
- Âge minimum **41**
- Agences commerciales d'information **28**
- Agences de placement **33**
- Aide familiale **78**
- Aide sociale aux familles **78**
- Alcoolisme et toxicomanie **69**
- Allocations familiales **71**
- Amis canadiens **10**
- Annuaire de téléphone **24**
- Arrestation **114**
- Arriérés mentaux **77**
- Assistance financière pour l'enseignement postsecondaire **59**
- Assistance juridique **78, 117**
- Assistance sociale générale **75**
- Association canadienne des consommateurs **99**
- Association canadienne des droits civils **119**
- Associations et clubs d'automobilistes **128**
- Associations ethniques **27**
- Assurance - accidents **105**
- Assurances - automobile **126**
- Assurance - chômage **42**
- Assurance contre le cambriolage et le vol **105**
- Assurance - incendie **105**
- Assurance - maladie (OHIP) **63, 47**
- Assurance - maladie temporaire **64**
- Assurance Sociale **31**
- Assurance - vie **104**
- Automobiles **121**

- Bail (logement) **88**
- Banques et compagnies de fiducie **100**
- Bibliothèques municipales **60**
- Budget **97**
- Bureau de la protection du consommateur **99**

- Caisse populaire **103**
- Canada (généralités) **133**
- Carte de personne âgée **85**
- Casier judiciaire **116**
- Caution (logement) **89**
- Cautionnement **115**
- Ceintures de sécurité **125**
- Centres de l'Immigration du Canada **26**
- Centres d'information communautaires **27**
- Centres de loisirs pour personnes âgées **84**
- Centres de la Main-d'Oeuvre du Canada **26, 32**
- Certificat de formation **56**
- Certificat de normalisation de sécurité **124**
- Certificats professionnels **34**
- Chambres à louer **88**
- Chèques de voyage **102**
- Citoyenneté canadienne **131**
- Citoyenneté (la langue et la) **146**
- Clubs et associations d'automobilistes **128**
- Clubs sociaux pour les personnes âgées **85**
- Code criminel **114**
- Coffre **103**
- Commission des accidents du travail **45, 47**
- Commission des droits de l'homme de l'Ontario (Discrimination) **118**
- Compagnies de fiducie et banque **100**
- Compte en banque **101**
- Conditions d'obtention de la citoyenneté canadienne **131**
- Conditions de travail **39**
- Congé de maternité (ou de grossesse) **41**
- Congés payés (vacances) **40**
- Couples non mariés **72, 75**
- Cours extra-muraux **59**
- Cours de jour (de langue) **49**
- Cours du soir (pour adultes) **57**
- Cours du soir (de langue) **49**
- Cours par correspondance **57**
- Cours pour les parents d'enfants d'âge préscolaire **50**
- Cours préparatoires à un examen pour les ouvriers qualifiés **37, 51**

Demande de prestations (assurance - chômage) **43**
 Diplômes d'études secondaires **56**
 Direction de la citoyenneté **143, 146**
 Direction de la formation industrielle **36**
 Direction du multiculturalisme **144**
 Direction des normes d'emploi **39**
 Direction des renseignements au public **26**
 Direction du revenu garanti et des dégrèvements fiscaux **82**
 Discrimination **42, 118**
 Documents scolaires **34**
 Droit civil **116**
 Droits des locataires **88**
 Écoles élémentaires **55**
 Écoles françaises **54**
 Écoles privées **58**
 Écoles professionnelles privées **58**
 Écoles publiques et séparées **53**
 Écoles secondaires **56**
 Éducation **53**
 Égalité des salaires **40**
 Emploi (Direction des normes d')
 En cas d'urgence (accident, maladie, etc.) **28**
 Enfance inadaptée **57**
 Enfants (Soin des) **13**
 Enseignement postsecondaire **59**
 Entrevue d'emploi
 Envoi d'argent **102**
 Évaluation des qualifications **34**
 Examen d'anglais avant admission à une université **51**
 Factures (paiement) **101**
 Fédération du travail de l'Ontario **39**
 Femmes **13**
 Fondation de recherches sur l'alcoolisme et la toxicomanie **69**
 Forces policières **112**
 Formation industrielle (Direction de la) **36**
 Formation industrielle de l'Ontario (Programme de) **37**
 Formation de la main-d'oeuvre du Canada **37**
 Formation de la main-d'oeuvre (Programmes de la) **37**
 Foyers pour personnes âgées **83**
 Foyers qui accueillent les enfants et les adolescents **73**
 Frais médicaux **46**

Fréquentation scolaire **54**
 Funérailles **14**
 GAINS (Régime de revenu annuel garanti) **81**
 Garderies (écoles maternelles) **73**
 Géographie du Canada **133**
 Gouvernements (Renseignements) **24, 137, 143, 145**
 Grossesse (Congé de) **41**
 Heures de travail **40**
 Histoire du Canada **135**
 Hypothèque **92, 103**
 Hypothèques et prêts **92, 103**
 Immigrants désignés ou parrainés **75**
 Immigration du Canada (Centres de l') **26**
 Impôts et taxes **45, 105**
 Impôt sur le revenu **45, 105**
 Indemnités (accident du travail) **45**
 Infirmières de la santé publique **66**
 Infirmières volantes **67**
 Information communautaires (Centres d') **27**
 Inscription à l'école **54**
 Inspection de sécurité **124, 126**
 Invalidité (Pension d') **83**
 Investissement **104**
 Jeunes **12**
 Journaux **32**
 Jugement par jury **115**
 Langue et la citoyenneté
 Livres d'instruction **41**
 Locataires (Droits des) **88**
 Location (logement) **87, 89**
 Logement **87**
 Logements à loyer modéré **83, 94**
 Logement en cas d'urgence **95**
 Logements subventionnés **94**
 Loi en Ontario **111**
 Lois fédérales, provinciales et municipales **137**
 Loyers **88**
 Magasins **11**
 Main-d'Oeuvre du Canada (Centres de) **26, 32**
 Maisons de convalescence **68**
 Mariage **14**
 Maternelles **54**
 Maternité (Congé de) **41**
 Médecin de famille **44**

Mesures contraceptives (natalité dirigée)	67	Programmes de la formation de la main-d'oeuvre	37, 51
Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs	25, 143	Programmes officiels pour immigrants	143
Ministère des Collèges et Universités	59	Qualifications professionnelles	35
Ministère de la Consommation et du Commerce	99	Réadaptation professionnelle	47, 76
Ministère de l'Industrie et du Tourisme	145	Régime de dégrèvement fiscal de l'Ontario	106
Ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration Canada	26, 145	Régime de médicaments gratuits pour les personnes âgées	68
Ministère du Revenu	107	Régime de pensions du Canada	82
Ministère de la Santé	68	Régime de prestations familiales	76
Ministère des Services sociaux et communautaires	76	Régime de revenu annuel garanti (GAINS)	81
Ministère des Transports et des Communications	123	Relevé d'emploi	43
Ministère du Travail	33	Relevé du salaire	42
Multiculturalisme	140	Religion	15
Naissance	14	Renseignements au public	26
Natalité dirigée (mesures contraceptives)	67	Renseignements généraux sur le gouvernement	24
Newcomer News	51	Réparations	90
Numéro d'assurance sociale (NAS)	31	Révision des loyers	88
OHIP (Assurance - maladie)	63	Retenues sur le salaire	42
Ombudsman	119	Salaires (Égalité des)	40
Ontario	18	Salaire minimum	40
Ontario Blue Cross	64	Salaire (Relevé du)	42
Organisations religieuses	28	Salaire (Retenues sur le)	42
Organismes bénévoles et leur personnel	17, 27	Santé mentale	69
Organismes bénévoles pour la jeunesse	74	Secrétariat d'État	146
Organismes bénévoles (services de réadaptation)	77	Sécurité de la vieillesse	79
Organismes communautaires	79	Sécurité professionnelle	41
Pension d'invalidité	83	Sécurité routière	125
Pension de retraite	82	Sentence	115
Pension de la Sécurité de la vieillesse	79	Services à l'enfance et à la jeunesse	71
Permis de chauffeur	122	Services aux enfants et à leur famille	72, 75
Permis de conduire	122	Services aux personnes âgées	79
Permis de conduire une motocyclette	122	Service de conseils sur le crédit	100
Plan de la ville	9	Service de consultations externes	65
Points de démerite	125	Services de réadaptation — organismes bénévoles	77
Premiers soins	46	Services de santé	63
Prestations familiales (Régime de)	76	Services de santé publique	65
Prêts et hypothèques	103	Services sociaux	71
Programme de formation industrielle de l'Ontario	37	Société centrale d'hypothèques et de logement	93
		Sociétés d'aide à l'enfance	72
		Société de logement de l'Ontario	95
		Soins à domicile	67
		Soins dentaires	67
		Soins pédiatriques (Centres de)	67
		Sous - location	89

Supplément de revenu garanti **80**
 Syndicats ouvriers **37**
 Système des points de démérite **126**

Taxe de vente **107**
 Taxes et impôts **105**
 Taxe foncière **107**
 Traduction des documents **34**
 Travail **10, 31**
 Travail (Conditions de) **39**
 Travail (Heures de) **40**

Travailleurs autonomes **36**
 Tribunal familial **116**

Urgences **28, 64**

Vacances (congrés payés) **40**
 Vaccinations **66**
 Vendeurs porte à porte **99**
 Vieillesse (Sécurité de la) **79**

Welcome House (Centre d'accueil) **25**

le 1er août 1976

On trouvera sur ce feuillet certaines indications qui n'ont pas été incluses dans le texte parce qu'elles sont modifiées de temps en temps.

Page 40 — Salaire minimum:

Salaire général minimum	\$2.65
-------------------------	--------

Salaire général d'un apprenti (au cours du premier mois d'emploi)	\$2.55
---	--------

Taux dans la construction	\$2.90
---------------------------	--------

Garde sur les chantiers de construction	\$2.90
---	--------

Taux pour étudiant (ce taux s'applique à l'étudiant de moins de 18 ans qui travaille au plus 28 heures par semaine ou lorsqu'il est employé durant l'année scolaire ou les vacances scolaires)	\$2.15
--	--------

Employés qui servent des boissons alcooliques dans les locaux autorisés en vertu de la loi intitulée "Liquor Licence Act"	\$2.50
---	--------

Taux s'appliquant aux ambulanciers:

a) taux hebdomadaire	\$127.20
----------------------	----------

b) tarif horaire s'appliquant aux employés qui travaillent moins de 48 heures par semaine	\$2.65
---	--------

Lorsqu'un employeur dans le calcul des taux minimums versés à un employé tient compte des repas ou du logement fournis par lui, il ne peut déduire du salaire de l'employé des montants supérieurs à ceux qui sont indiqués ci-dessous:

a) chambre	\$11 par semaine
------------	------------------

b) repas	\$1.15 par repas et \$35 par semaine au maximum
----------	---

REMARQUE: Il faut toutefois que l'employé ait consenti à ce que ces déductions soient faites et qu'il utilise le logement et prenne les repas pour lesquels ces déductions sont faites.

Pour continuer à recevoir vos prestations

Souvenez-vous que les prestations d'assurance-chômage **ne sont payées que** pour vous aider temporairement pendant que vous êtes sans emploi et jusqu'à ce que vous en trouviez un autre. Ceci est très important. Vous n'aurez droit aux prestations d'assurance-chômage que si vous cherchez activement du travail. Pour trouver du travail, il faut vous présenter ou faire une demande partout où vous verrez affiché ou annoncé un emploi que vous êtes capable de tenir. On peut vous demander de fournir des preuves que vous êtes disponible, que vous êtes en état de travailler et que vous cherchez vraiment du travail. Les prestations d'assurance-chômage, c'est le gouvernement qui vous paie pour que vous cherchiez du travail.

Même si au bureau de l'assurance-chômage on ne vous a pas dit de le faire, lorsque vous vous présentez chez un employeur, gardez le papier qu'il vous remettra comme preuve de votre visite. Tant que vous recevez des prestations d'assurance-chômage, on peut vous demander, n'importe quand, de soumettre ces preuves. Les jours ouvrables, vous êtes censé vous présenter chez plusieurs employeurs, tous les jours.

Une lettre du bureau de l'assurance-chômage est toujours importante. La lettre peut contenir des renseignements à propos de vos prestations, ou on peut vous demander de vous présenter à une entrevue avec un agent du bureau de l'assurance-chômage. Si vous ne comprenez pas ce qui est dit dans la lettre, allez au bureau de l'assurance-chômage pour qu'on vous l'explique.

Si vous ne parlez ni l'anglais ni le français, faites-vous accompagner de quelqu'un qui peut servir d'interprète. C'est votre droit de comprendre ce qu'on vous dit au cours de l'entrevue. Si vous ne comprenez pas ce qu'on vous dit et que vous n'avez personne qui puisse servir d'interprète, vous avez le droit de demander que l'entrevue soit reportée à un autre jour pour vous permettre de trouver un interprète.

Si on vous demande de vous présenter à un bureau de l'assurance-chômage pour une raison quelconque, vous devez y aller. Si vous ne pouvez pas y aller, vous devez donner une raison valable. Si vous ne pouvez pas vous présenter à l'heure indiquée, vous devez téléphoner au bureau et vous entendre avec l'agent du bureau de l'assurance-chômage pour faire changer l'heure de votre entrevue. Ceci est très important. Si vous ne vous présentez pas à l'heure indiquée, quelle que soit la raison, on cessera probablement de vous payer des prestations.

Page 63 — OHIP (Régime d'assurance-maladie de l'Ontario)
les primes doivent être payées par trimestre

Tarifs mensuels:

en vigueur depuis le 1er mai 1976

\$16 pour une personne seule (\$48 par trimestre)

\$32 pour une famille (\$96 par trimestre)

Page 71 — Allocations familiales
\$23.89 par enfant, par mois

Page 79 — Pension de la Sécurité de la vieillesse
\$141.34 par mois

Page 81 — GAINS (Régime de revenu annuel garanti)

Aux personnes qui répondent aux conditions du Régime GAINS, le revenu mensuel maximum garanti est de \$279.35

Page 82 — Régime de pensions du Canada

- a) La cotisation maximale annuelle d'un employé est de \$135; celle d'une personne qui travaille à son propre compte: \$270
- b) Les prestations maximales, versées cette année aux personnes admissibles au Régime de pensions du Canada, sont les suivantes:

Pension de retraite	\$173.61 par mois
Prestations aux survivants	
— Versement en une somme globale en cas de décès	\$830
— Prestations au conjoint survivant	\$109.94 par mois (jusqu'à 65 ans) \$104.17 par mois (à partir de 65 ans)
— Prestations aux enfants	\$44.84 par mois
Pension d'invalidité	\$175.05 par mois
Prestations versées aux enfants d'un cotisant invalide	\$44.84 par mois

Page 122 — Obtention d'un permis de conduire

- a) Si vous n'avez jamais conduit, le permis provisoire est délivré moyennant le paiement de \$10. Ce permis est valable un an et inclut les droits pour l'épreuve sur la route et l'épreuve écrite. Le droit à l'émission du permis est de \$3.
- b) Si vous avez un permis valable d'un autre pays que les États-Unis, vous pouvez vous inscrire à l'épreuve sur la route (\$8), l'épreuve écrite (\$2) et payer le droit d'émission du permis de conduire (\$3).
- c) Si vous avez un permis valable d'une autre province au Canada, vous devez prendre l'examen de la vision (gratuit) et payer \$3 pour le permis de conduire.
- d) Si vous avez un permis de conduire valable des États-Unis, vous devez passer l'épreuve écrite (\$2) et payer le droit pour le permis de conduire (\$3)

